

**BANK AL-MAGHRIB**

---

**BULLETIN TRIMESTRIEL**

---

SEPTEMBRE 2004

---

*N° 101*



**BANK AL-MAGHRIB**

---

**BULLETIN TRIMESTRIEL**

**SEPTEMBRE 2004**

**N° 101**

---

**BANK AL-MAGHRIB**  
**Administration Centrale**  
**277, Avenue Mohammed V**  
**BP. 445 - R A B A T**  
**Tél. (212 37) 70-26-26**  
**Direction des Etudes et des Relations Internationales**  
**Fax. (212 37) 20-67-68**  
**E-mail : [deri@bkam.gov.ma](mailto:deri@bkam.gov.ma)**  
**Site Internet : <http://www.bankalmaghrib.ma>**

**Dépôt légal : 7/1998**  
**ISSN : 1114-0828**

Les études ne peuvent être reproduites totalement ou partiellement sans autorisation.

Les renseignements contenus dans ce bulletin d'information, quoique puisés aux meilleures sources, n'engagent pas la responsabilité de Bank Al-Maghrib.

# SOMMAIRE

---

	<b>Page</b>
<b>COMMUNICATION DE MONSIEUR LE GOUVERNEUR AU CONSEIL DE LA BANQUE DU 28 SEPTEMBRE 2004</b>	5
<b>ÉTUDE :</b>	
. La politique monétaire mise en œuvre au Maroc .....	19
<b>RÉPERTOIRE LÉGISLATIF ET RÉGLEMENTAIRE .....</b>	<b>45</b>
 <b>STATISTIQUES</b>	
. Sommaire .....	63
. Statistiques monétaires .....	65
. Liquidité bancaire et taux d'intérêt .....	81
. Sociétés de financement .....	95
. Etablissements financiers .....	99
. Marché des capitaux .....	105
. Finances publiques .....	111
. Indices des prix .....	117
. Production .....	123
. Commerce extérieur .....	131
. Balance des paiements avec l'étranger .....	145
. Cours de change .....	149
. Comptes de la Nation .....	153

## Liste des signes, abréviations et sigles utilisés

### Signes

-	: Nul ou insignifiant
*	: Renvoi
“	: Idem
...	: Non disponible

### Abréviations

<b>Max.</b>	: Maximum
<b>Min.</b>	: Minimum
<b>N.B.</b>	: Nota Bene
<b>N.C.A.</b>	: Non Compris Ailleurs
<b>N.R.</b>	: Non Rémunéré
<b>P.M.</b>	: Pour Mémoire
<b>T.B.B.</b>	: Taux de Base Bancaire
<b>T.L.</b>	: Taux Libre
<b>T.P.</b>	: Taux Plafonné
<b>T.R.</b>	: Taux de Référence

### Sigles

<b>A.T.</b>	: Régime d'Admission Temporaire en douane
<b>B.A.M.</b>	: Bank Al-Maghrib
<b>B.N.D.E.</b>	: Banque Nationale pour le Développement Économique
<b>B.T.P.</b>	: Bâtiment et Travaux Publics
<b>C.A.F.</b>	: Coût, Assurance et Fret
<b>C.C.P.</b>	: Comptes Chèques et Comptes Courants Postaux
<b>C.D.G.</b>	: Caisse de Dépôt et de Gestion
<b>C.E.N.</b>	: Caisse d'Épargne Nationale
<b>C.I.H.</b>	: Crédit Immobilier et Hôtelier
<b>C.M.A.</b>	: Coopératives Marocaines Agricoles
<b>C.N.C.A.</b>	: Caisse Nationale de Crédit Agricole
<b>D.T.S.</b>	: Droits de Tirages Spéciaux
<b>F.E.C.</b>	: Fonds d'Équipement Communal
<b>F.M.A.</b>	: Fonds Monétaire Arabe
<b>F.M.I.</b>	: Fonds Monétaire International
<b>F.O.B.</b>	: Free on Board
<b>H.B.M.</b>	: Habitat Bon Marché
<b>M.R.E.</b>	: Marocains Résidant à l'Étranger
<b>O.F.S.</b>	: Organismes Financiers Spécialisés
<b>O.N.I.C.L.</b>	: Office National Interprofessionnel des Céréales et des Légumineuses
<b>O.P.C.V.M.</b>	: Organismes de Placement Collectif en Valeurs Mobilières
<b>P.M.E.</b>	: Petites et Moyennes Entreprises
<b>P.M.I.</b>	: Petites et Moyennes Industries
<b>S.C.A.M.</b>	: Sociétés Coopératives Agricoles Marocaines
<b>S.I.C.A.V.</b>	: Sociétés d'Investissement à Capital Variable
<b>U.E.B.L.</b>	: Union Économique Belgo-Luxembourgeoise
<b>V.I.T.</b>	: Valeur Immobilière Totale

**COMMUNICATION DE MONSIEUR LE GOUVERNEUR  
AU CONSEIL DE LA BANQUE**

**COMMUNICATION DE MONSIEUR LE GOUVERNEUR  
AU CONSEIL DE LA BANQUE  
DU 28 SEPTEMBRE 2004**

---

**ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL**

Bien que l'économie américaine, considérée comme le principal moteur de la croissance mondiale, ait donné quelques signes d'essoufflement au deuxième trimestre 2004, et en dépit de la récente envolée des prix du pétrole, l'évaluation des perspectives de l'économie mondiale effectuée par les services du FMI en septembre courant fait apparaître que la croissance s'avère finalement meilleure que prévu en avril dernier dans presque toutes les régions du monde. Elle serait soutenue par la solidité de la reprise des pays industrialisés et la poursuite d'une croissance exceptionnelle dans les pays émergents d'Asie et accompagnée d'une nette progression de la production industrielle et des échanges commerciaux ainsi que du rebond de la consommation privée et de l'investissement. Ces développements ont permis au FMI de relever ses prévisions de croissance de l'économie mondiale de 0,3 point pour 2004 (4,9%) et d'anticiper sa poursuite à un rythme soutenu en 2005.

Dans les économies avancées, la croissance devrait atteindre 3,6% en 2004 et 3,1% en 2005 contre 2,1% en 2003.

Aux Etats-Unis, en dépit des résultats décevants en matière de création d'emplois, le niveau élevé de la productivité prend le relais des mesures fiscales et monétaires de relance, introduites depuis 2001, et devrait continuer à soutenir la croissance, estimée à 4,4% en 2004 et à 3,8% l'année suivante.

Dans la zone euro, les pronostics de croissance pour 2004 ont été révisés à la hausse en relation avec l'accélération de l'investissement dans certains pays. Le PIB réel de la zone devrait ainsi se situer à 2% en 2004 et à 2,3% en 2005 contre 0,5% en 2003. Cette expansion sera essentiellement soutenue par une demande extérieure élevée. Dans l'ensemble, le rythme de la reprise devrait demeurer relativement modéré étant donné la lenteur des ajustements face aux chocs exogènes dans la zone et les rigidités du marché du travail.

Au Japon, où le retournement de tendance continue à se confirmer avec la détente des pressions déflationnistes et l'atténuation des faiblesses du secteur financier et de celui des entreprises, la croissance de la production devrait atteindre 4,5% en 2004, soit le taux le plus élevé enregistré par les pays du Groupe des Sept.

Dans les pays à marché émergent et les autres pays en développement, la croissance du PIB devrait demeurer vigoureuse dans toutes les principales régions, avec des performances très fortes dans les grands pays d'Asie où les risques de surchauffe deviennent toutefois préoccupants.

Cependant, un certain nombre de risques subsistent, liés essentiellement à la persistance d'incertitudes géopolitiques et à la forte tendance à la hausse des prix du pétrole. A ces deux facteurs s'ajoutent les forts déséquilibres au niveau mondial, les défis budgétaires à moyen terme dans de nombreux pays, les faiblesses structurelles et les implications du passage à terme à un environnement caractérisé par des taux d'intérêt plus élevés.

## **ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE NATIONALE**

Au Maroc, l'amélioration de la conjoncture dans le secteur agricole, ainsi que ses retombées sur les activités des services et la consolidation de la relance des autres branches laissent entrevoir un taux de croissance satisfaisant dans l'ensemble. La hausse de la demande intérieure et l'essor du tourisme ont également stimulé l'activité productive, tandis que les exportations ont évolué

à un rythme plutôt faible. En dépit du creusement du déficit commercial, cette évolution s'est accompagnée d'un nouvel excédent du compte courant extérieur, du fait notamment de l'évolution tant des transferts effectués par les Marocains résidant à l'étranger que des recettes du tourisme. Dans le même temps, la hausse des prix, bien qu'en légère accélération, est restée maîtrisée, alors que le chômage s'est plutôt détérioré, surtout en milieu urbain. Au niveau des finances publiques, la situation des charges et ressources du Trésor a dégagé un excédent budgétaire et a fait apparaître une réduction des arriérés de paiement.

### **Évolution durant les sept premiers mois de 2004**

Dans le secteur primaire, les dernières estimations du ministère de l'agriculture et du développement rural font état d'une production des trois principales céréales de 83 millions de quintaux en 2004, soit une hausse de 7% par rapport à la campagne précédente. Pour sa part, la production oléicole a plus que doublé par rapport à la campagne précédente, tandis que la récolte agrumicole a marqué un repli de 13%. Enfin, la production de la pêche, qui avait connu une baisse en 2003, a enregistré, au terme du premier semestre, une diminution de 9% des prises côtières et un recul de la pêche hauturière, comme en témoigne la chute des exportations des crustacés et mollusques.

S'agissant du secteur secondaire, l'activité du bâtiment et des travaux publics aurait enregistré une amélioration que laisse entrevoir l'accroissement de 4,4% des ventes de ciment à l'issue des huit premiers mois de l'année. Cette évolution est liée à la poursuite de l'exécution des programmes d'infrastructures de base et de construction de logements, ainsi qu'à la réalisation de projets touristiques. L'extraction des phosphates bruts, qui a bénéficié d'une reprise des exportations, a, pour sa part, enregistré, durant le premier semestre, une augmentation de 6,4% par rapport à la même période de l'année précédente. Dans le secteur de l'énergie, qui avait accusé une baisse en 2003, l'activité du raffinage a connu une reprise, alors que la production de l'électricité a enregistré une nouvelle augmentation de 6,8%. De même, l'activité s'est maintenue en hausse dans le secteur des industries de transformation. En effet, l'agro-industrie a connu un développement appréciable à la faveur d'une amélioration des apports de matières premières et les industries métallurgiques de base ont sensiblement progressé.

En ce qui concerne le secteur des services, le tourisme, bénéficiant de l'amélioration de l'environnement international et de certaines mesures incitatives, a poursuivi son redressement, durant les sept premiers mois de l'année 2004, avec une hausse d'environ 17% des nuitées et de 19% des arrivées par rapport à la même période de l'année 2003, marquée, il est vrai, par un niveau d'activité relativement faible.

Pour leur part, les prix à la consommation, qui étaient restés quasiment stables durant les six premiers mois de l'année 2003, ont enregistré cette année une augmentation de 2,1%, traduisant le renchérissement de certains produits alimentaires et l'accélération du rythme d'accroissement des prix des produits non alimentaires. En effet, les prix des produits alimentaires, qui avaient baissé en 2003, se sont accrus cette année de 2,9% sous l'effet notamment du renchérissement des produits frais. Quant aux prix des produits non alimentaires, leur hausse s'est établie à 1,4% au lieu de 1% l'année précédente, en relation principalement avec le relèvement des tarifs de l'eau, ainsi que des prix des médicaments et des frais d'hospitalisation.

En ce qui concerne l'emploi, l'économie nationale a enregistré, au terme du deuxième trimestre de 2004, la création nette de 86.000 postes avec 125.000 nouveaux emplois en milieu urbain et une perte de 39.000 emplois en milieu rural. Du fait d'une augmentation des demandes d'emploi relativement plus importante, le taux de chômage s'est établi à l'échelle nationale à 11,6% en 2004 au lieu de 11,2% en 2003.

S'agissant des échanges extérieurs, le déficit dégagé par la balance commerciale au terme des sept premiers mois de 2004 a atteint 39,6 milliards de dirhams, s'inscrivant en hausse de 31,7% au regard de la même période de l'année précédente. Cette évolution est imputable à l'accroissement des importations (+14,5%) à un rythme nettement plus rapide que celui des exportations (+4%). Dans ces conditions, le taux de couverture s'est sensiblement réduit pour s'établir à 56,4% au lieu de 62,1% un an auparavant.

Les importations se sont accrues de 11,5 milliards pour atteindre 90,8 milliards de dirhams, à la suite de l'augmentation enregistrée par la totalité des groupes de produits, en particulier les biens d'équipement (+3,1 milliards), les demi-produits (+2,5 milliards), les produits finis de consommation (+1,8 milliard), les produits alimentaires (+1,6 milliard) et les produits énergétiques (+1,9 milliard), essentiellement le pétrole brut, dont la facture a plus que doublé pour atteindre 7,9 milliards de dirhams.

En regard, les exportations, d'un montant de 51,2 milliards de dirhams, ont progressé de 2 milliards, du fait du renforcement des ventes de phosphates et dérivés (+1,4 milliard), de produits énergétiques (+0,7 milliard) et de biens d'équipement (+0,5 milliard). En revanche, les expéditions de produits finis de consommation ont pratiquement stagné (+0,3%), alors que celles des produits alimentaires ont chuté de 25,7%, en raison de la contraction des envois de crustacés, mollusques et coquillage (-50,1%), de tomates fraîches (-36,8%) et d'agrumes (-19,5%).

Pour leur part, les transferts effectués par les Marocains résidant à l'étranger et les recettes au titre des voyages se sont élevés respectivement à 21,1 milliards et 17,5 milliards de dirhams, en hausse de 3,7% et de 4,5%. En revanche, les prêts et investissements privés étrangers se sont établis à 4,9 milliards de dirhams, accusant ainsi une baisse de 76,4% d'une année à l'autre, du fait essentiellement de l'absence d'opérations importantes de privatisation.

En définitive, les avoirs extérieurs nets ont totalisé 134,5 milliards de dirhams à fin juillet 2004, représentant ainsi plus de 10 mois d'importations de marchandises.

Au niveau des finances publiques, les recettes ordinaires du Trésor se sont élevées, au terme des sept premiers mois de l'année, à 62,8 milliards de dirhams et ont progressé de 8% par rapport à la même période de l'année précédente. Cette hausse est attribuable tant aux recettes fiscales, qui ont augmenté de 5,6% pour atteindre 53,8 milliards, qu'aux recettes non fiscales, lesquelles sont passées de 5,3 milliards à 7 milliards, en liaison notamment avec l'accroissement des produits de monopoles.

En regard, les dépenses ordinaires, en portant sur 58 milliards, ont augmenté à un rythme moins rapide de 6,2%. Cette évolution a résulté, d'une part, de la hausse des charges de fonctionnement de 7,3% et de celles afférentes aux intérêts de la dette de 6% et, d'autre part, de la baisse de 16,7% des dépenses relatives à la compensation des prix de certains produits de base.

Dans ces conditions, l'épargne budgétaire s'est améliorée, passant d'une année à l'autre, de 3,5 milliards à 4,7 milliards de dirhams. A ce niveau, elle a couvert 88,7% des dépenses d'équipement qui se sont établies à 11,8 milliards, montant comparable à celui de la période correspondante de 2003.

Compte tenu du solde positif des comptes spéciaux du Trésor de 6,5 milliards et des dépenses du Fonds Hassan II pour le développement économique et social, d'un montant de 769 millions, le budget général s'est soldé par un déficit de 1,4 milliard de dirhams au lieu de 5,3 milliards un an auparavant.

Ayant réduit ses arriérés de paiement de 1,8 milliard, le Trésor a dégagé un déficit de caisse de 3,2 milliards de dirhams qu'il a couvert conjointement aux sorties nettes de capitaux au titre de la dette extérieure à hauteur de 5,8 milliards de dirhams, par les ressources mobilisées sur le marché intérieur.

### **Prévisions pour l'ensemble de l'année**

Après la hausse de 5,2% enregistrée en 2003, la croissance du produit intérieur brut en prix constants pourrait dépasser en 2004 le taux de 3,3%, prévu initialement par le Haut Commissariat au Plan, compte tenu d'une augmentation de 4% de la production du secteur primaire et une croissance de 3,5% des activités non agricoles, lesquelles ont bénéficié d'un renforcement de l'investissement et des retombées de l'agriculture sur les activités des services. La consolidation de la croissance serait réalisée dans un contexte marqué par une inflation maîtrisée globalement et la réalisation d'un nouvel excédent de la balance des paiements, à la faveur d'une progression notable des recettes touristiques et des transferts de fonds des Marocains résidant à l'étranger.

Le produit intérieur brut calculé à prix courants devrait enregistrer une augmentation d'environ 5% au lieu de 5,2% en 2003. En regard, la demande finale des résidents progresserait à un rythme plus important, ce qui se traduirait par un élargissement du déficit en biens et services qui pourrait dépasser 24 milliards de dirhams, soit environ 5,5% du PIB au lieu de près de 4% en 2003. Toutefois, cette évolution serait largement compensée par l'augmentation des recettes touristiques et des transferts effectués par les Marocains résidant à l'étranger, qui devrait permettre de dégager un excédent de la balance des paiements courants de l'ordre de 2% du PIB. Dans ces conditions, et compte tenu des entrées prévues de capitaux, les réserves de change devraient s'accroître de près de 17 milliards.

Compte tenu de la tendance observée durant le premier semestre de l'année et de l'impact du relèvement des prix internes des produits pétroliers intervenu en août 2004, l'inflation, mesurée par l'accroissement de l'indice du coût de la vie, pourrait dépasser pour l'ensemble de l'année 2%, après un taux de 1,2% enregistré en 2003.

## **ÉVOLUTION MONÉTAIRE**

La politique monétaire a continué d'être mise en œuvre dans un contexte caractérisé par la sur-liquidité. Aussi, la tendance baissière des taux d'intérêt a-t-elle été consolidée, tandis que le rythme de progression des agrégats de monnaie s'est accéléré au cours des derniers mois.

L'évolution prévisible durant le reste de l'année reste largement tributaire du degré de réalisation des opérations de privatisation programmées. En tous cas, des excédents substantiels de liquidités devraient persister et les taux d'intérêt continueraient à être orientés à la baisse. S'agissant de la progression des agrégats de monnaie, elle s'inscrirait en dépassement de l'objectif fixé au début de l'exercice 2004.

## **Évolution au cours des sept premiers mois de l'année 2004**

La situation d'abondance de liquidités qui a caractérisé le premier semestre de l'exercice 2004, à l'exception de quelques courtes périodes, s'est dans l'ensemble poursuivie en juillet et août. En effet, évalué en moyenne hebdomadaire, l'impact expansif résultant de l'accroissement des réserves de change et de l'utilisation des disponibilités du Trésor auprès de Bank Al-Maghrib a plus que compensé l'incidence restrictive liée à la forte progression que connaît habituellement la circulation fiduciaire durant les mois d'été.

Bank Al-Maghrib a entrepris de résorber les liquidités excédentaires notamment par le biais des reprises de liquidités à 7 jours sur appels d'offres et, surtout, de la facilité permanente de dépôt à 24 heures. Dans ces conditions, le taux du marché interbancaire s'est maintenu à des niveaux légèrement supérieurs à celui de la facilité de dépôt, fixé à 2,25%. De fait, il s'est établi au cours des huit premiers mois de l'année à 2,42% en moyenne, au lieu de 3,33% au cours de la période correspondante de 2003.

En conséquence, l'orientation à la baisse des taux d'intérêt s'est poursuivie. Ainsi, le taux de rémunération moyen pondéré des dépôts bancaires à 6 mois et à un an a diminué de 27 points de base pour s'établir à 3,31% en juillet 2004. Pour leur part, les taux d'émission des bons du Trésor par adjudication ont connu, au cours des huit premiers mois, une décrue allant de 32 points de base pour les bons à 15 ans à 105 points de base pour les bons à 26 semaines. Ils se sont situés, en août 2004, dans une fourchette allant de 2,42% pour les titres à 13 semaines à 6,08% pour ceux à 20 ans.

La tendance baissière des taux d'intérêt s'est reflétée dans l'évolution des conditions débitrices, toutefois de manière moins nette.

Au plan monétaire, les avoirs extérieurs nets se sont renforcés, au terme des sept premiers mois de l'exercice 2004, de 7,1 milliards de dirhams ou 5,5% en relation avec la poursuite de l'accroissement des recettes au titre des voyages et des transferts des marocains résidant à l'étranger. Pour sa part, le crédit intérieur à caractère monétaire a enregistré une hausse limitée à 1,3% recouvrant, d'une part, un repli de 6,5% des créances sur l'Etat consécutivement à l'amélioration de la position nette du Trésor auprès de Bank Al-Maghrib de 748 millions et à la diminution des concours des banques de 4,4 milliards et, d'autre part, une progression des crédits à l'économie de 13,3 milliards ou 5,4%. Les prêts immobiliers ont ainsi augmenté de 8,5% tandis que les facilités de trésorerie et à la consommation ont marqué des hausses respectives de 4,4% et de 3,7%. Les crédits à l'équipement ont, quant à eux, fléchi de 2,7%.

Cette évolution des sources de création monétaire s'est traduite par une accélération du rythme de progression de l'agrégat M1 passé de 6,1% à l'issue des sept premiers mois de 2003 à 6,6% au terme du mois de juillet 2004 et, à l'inverse, par un ralentissement de celui de l'agrégat M3 revenu de 3,8% à 3,5% d'une période à l'autre. Cette divergence tient à la baisse de 6,4% qu'ont accusée les dépôts à terme, alors que les autres composantes de la masse monétaire se sont accrues à des taux de 5,8% pour les comptes d'épargne, de 6,4% pour la monnaie scripturale et de 7% pour la monnaie fiduciaire.

Les épargnants semblent continuer de manifester, dans le contexte d'abondance de liquidités et de baisse des taux d'intérêt, une préférence marquée pour les titres d'OPCVM. En effet, les valeurs d'OPCVM obligataires ont augmenté de 32,3% en relation, par ailleurs, avec l'appréciation des cours induite par la baisse des taux d'intérêt. Pour leur part, les titres des OPCVM actions et diversifiés ont connu une hausse de 39% parallèlement à la progression continue des cours boursiers. Globalement, les agrégats de placements liquides se sont élargis de 19,3%, au lieu de 5,9% seulement au terme des sept premiers mois de 2003.

S'agissant de l'activité des marchés de capitaux, elle a été caractérisée, au cours des huit premiers mois de l'année 2004, par la poursuite du développement des émissions des titres de créances négociables ainsi que du redressement des principaux indicateurs boursiers.

Malgré l'aisance de la trésorerie de l'Etat, le Trésor a maintenu sa présence sur le marché des adjudications, levant, à fin août, des fonds d'un montant de 62,1 milliards, au lieu de 49,3 milliards au terme des huit premiers mois de l'année 2003. Compte tenu des remboursements, les apports nets pour le Trésor se sont toutefois établis à 16,3 milliards contre 19,8 milliards en 2003. S'agissant des transactions sur le marché secondaire des bons du Trésor, elles ont porté, en moyenne mensuelle, sur 331 milliards de dirhams au lieu de 248 milliards l'exercice précédent.

Pour leur part, les émissions de titres de créances négociables sont passées de 2,4 milliards à l'issue des sept premiers mois de 2003 à 4,4 milliards en 2004. Après remboursement des échéances, ces émissions ont permis un apport net de fonds de 1,2 milliard alors qu'elles avaient dégagé un flux négatif de 646 millions en 2003.

Les emprunts obligataires se sont, quant à eux, établis à 3,3 milliards, au lieu d'un montant de 3,7 milliards à l'issue de la période correspondante de 2003 qui englobait, il est vrai, à hauteur de 2,4 milliards, une émission de l'ONCF.

Enfin, le volume des transactions à la Bourse des valeurs de Casablanca a plus que doublé, au cours des huit premiers mois de 2004, totalisant 35,5 milliards de dirhams, dont 10,6 milliards au titre de l'offre publique d'échange réalisée par Attijari Wafa et 1,5 milliard de l'introduction en bourse de la Banque centrale populaire. En outre, l'orientation à la hausse des cours s'est consolidée, l'indice MASI s'appréciant de 16,2% par rapport à décembre 2003. Dans ces conditions, la capitalisation boursière est passée, en huit mois, de 115,5 milliards à 143,8 milliards de dirhams.

### **Prévisions monétaires pour l'année 2004**

Au cours du mois d'août 2004, les avoirs nets en devises de Bank Al-Maghrib se sont accrus de 6,5 milliards, en liaison essentiellement avec les opérations de change de billets de banque étrangers. Compte tenu de la quasi-stabilité des créances sur l'Etat et de la légère baisse des concours à l'économie, l'augmentation des agrégats de monnaie en août se situerait autour de 1,5%. Aussi, leur progression par rapport à fin décembre 2003 serait-elle de l'ordre de 5% pour M3 et de près de 8% pour M1.

Les perspectives d'évolution de la situation monétaire durant les quatre derniers mois de 2004 restent tributaires du degré de réalisation des opérations de privatisation programmées pour 12 milliards de dirhams par la loi de finances 2004. En outre, la structure du financement de ces opérations, par des apports en devises ou des financements intérieurs, influera sur la répartition de la création monétaire programmée entre les contreparties internes et externe de la masse monétaire.

Compte tenu des hypothèses retenues, les avoirs extérieurs nets enregistreraient, à fin décembre 2004, un accroissement de 16,6 milliards ou 13%, tandis que les crédits à l'économie progresseraient de 19 milliards ou 7,8%. Dans ces conditions, les créances sur l'Etat devraient s'inscrire en baisse pour contenir la progression des agrégats de monnaie dans des limites n'excédant pas significativement l'objectif monétaire fixé dans une fourchette de 6,5% à 7,5% au début de l'exercice 2004.

L'évolution prévisible des facteurs de la liquidité découlant de la programmation monétaire pour 2004, actualisée à la lumière de l'évolution enregistrée au cours des huit premiers mois, se traduirait au cours des derniers mois par un effet restrictif de l'ordre de 2 à 3 milliards et ramènerait, vers la fin de l'année, le volume des excédents de liquidités (près de 9 milliards à fin août 2004) à environ 6 à 7 milliards de dirhams, montant supérieur à celui de 5,7 milliards qui avait persisté à l'issue de l'exercice précédent.

**ETUDE :**

**. LA POLITIQUE MONETAIRE MISE EN ŒUVRE AU MAROC**

## LA POLITIQUE MONETAIRE MISE EN ŒUVRE AU MAROC

Parallèlement à l'évolution de la situation économique et financière, la politique monétaire mise en œuvre au Maroc est passée par trois étapes essentielles :

- Des dernières années de la décennie soixante jusqu'au début des années quatre-vingt, la politique monétaire était fondée à la fois sur l'encadrement du crédit et l'administration des taux d'intérêt ainsi que sur le refinancement des banques à taux fixes. Elle comportait un volet sélectif visant à orienter les crédits vers les secteurs jugés prioritaires en vue d'encourager la croissance.

- Face à l'ampleur des déséquilibres financiers et à l'épuisement des réserves de change au début des années quatre-vingt, les pouvoirs publics avaient demandé à rééchelonner une partie de la dette extérieure et mis en œuvre un programme d'ajustement structurel de 1983 à 1992. Durant cette période, la priorité a été donnée au rétablissement des équilibres fondamentaux qui devait s'accompagner de la mise en place progressive d'une politique monétaire basée sur les mécanismes du marché.

- Après avoir mené à bien le programme d'ajustement structurel, le Maroc a pu sortir du cycle de rééchelonnement au terme de l'année 1992 et a satisfait aux conditions de l'article VIII des statuts du FMI relatif à la convertibilité du dirham pour les opérations courantes. Aussi, tout en parachevant certaines réformes, les autorités monétaires ont-elles libéré le crédit et mené une politique monétaire axée sur les instruments de contrôle indirect avec pour objectif d'assurer la stabilité des prix.

Les politiques économique et monétaire menées au cours des dernières années se sont traduites par la maîtrise des prix et la constitution d'un stock appréciable de réserves de change, permettant ainsi de poursuivre le processus d'ouverture de l'économie sur l'extérieur à travers la conclusion d'accords de libre-échange avec l'Union Européenne, les Etats-Unis et certains pays arabes et musulmans.

## **I – LA PERIODE ANTERIEURE A L’AJUSTEMENT** **(milieu des années soixante – 1982)**

Conçue et conduite par Bank Al-Maghrib, en collaboration avec le Ministère des finances, après avis consultatif du Comité du crédit et du marché financier (voir encadré n° 1), la politique monétaire reposait sur l’encadrement et comportait un volet sélectif.

### **Encadré n° 1 :** **Le Comité du crédit et du marché financier**

La loi bancaire de juin 1967 a élargi la composition du Comité du crédit et du marché financier (CCMF) et en a fait un organisme consultatif au service des autorités monétaires (Ministère des finances et Bank Al-Maghrib) qui devaient, avant de prendre les décisions importantes, recueillir obligatoirement son avis.

Le Comité était chargé de mener toutes études et de formuler tous avis, propositions, ou suggestions, à la demande des autorités monétaires ou de sa propre initiative sur les questions relatives à la monnaie, à l’épargne, au crédit et aux financements de toute nature.

Le Comité pouvait déléguer une partie de ses attributions à une commission restreinte permanente.

Le secrétariat du Comité du crédit et du marché financier, ainsi que de sa Commission restreinte était assuré par Bank Al-Maghrib.

## 1.1- CONTROLE DU CREDIT

Dans la mesure où la situation des comptes extérieurs et des finances publiques était fragilisée, le contrôle du crédit constituait le champ privilégié d'intervention de la politique monétaire.

Face à une progression disproportionnée de la masse monétaire par rapport à la croissance de l'activité économique, d'une part, et à l'épuisement des réserves de change, d'autre part, les autorités monétaires ont dû recourir pour la première fois à l'encadrement du crédit en février 1969. Cet instrument a permis de reconstituer les réserves de change et de maintenir la hausse des prix dans des limites tolérables. Aussi, était-il apparu opportun, pour stimuler la reprise de l'activité économique, de substituer l'action sur la liquidité bancaire à l'encadrement du crédit, à partir de juin 1972.

Toutefois, la levée de l'encadrement du crédit a été de courte durée. En effet, à la suite du premier choc pétrolier de 1973, les prix des matières premières, notamment des phosphates, ont été orientés à la hausse, générant un flux important de devises. Les pouvoirs publics ont alors revu à la hausse de manière fondamentale le programme des investissements prévus dans le cadre du plan quinquennal 1973-77, tout en accordant des augmentations générales de salaires, tandis qu'a été enclenché, par ailleurs, le processus de récupération des provinces du Sud. Aussi, et à la suite des tensions qui avaient commencé à s'exercer tant sur les réserves de change que sur les prix, les autorités monétaires avaient-elles décidé de recourir de nouveau, à partir de juillet 1976, à l'encadrement du crédit.

Basé sur la fixation de plafonds de réescompte et la mobilisation hors plafonds de certains crédits accordés à des secteurs jugés prioritaires, le refinancement des banques avait joué un rôle limité. Cela a été également le cas pour le ratio des réserves obligatoires qui a été institué à partir de février 1966. Calculé initialement sur la base de la variation des dépôts, ce coefficient a été fixé, en mai 1971, à 4% de l'ensemble des exigibilités des banques. A l'exception d'une baisse pour une courte période en 1974, il est resté à ce niveau jusqu'au début de 1981 quand il a été ramené à 0,5%.

## **1.2- POLITIQUE SELECTIVE DU CREDIT**

La politique sélective du crédit était mise en oeuvre par des organismes financiers spécialisés et s'exerçait à travers le système bancaire (voir encadré n° 2) par le maintien hors encadrement de certains crédits, ainsi que par des taux d'intérêt administrés et la fixation de coefficients d'emploi obligatoires.

### **1.2.1- Maintien hors encadrement des crédits accordés à certains secteurs**

En raison de l'importance du rôle qu'ils jouent au niveau des recettes en devises, du soutien à la croissance et de la création d'emplois, les concours consentis par les organismes financiers spécialisés, ainsi que les crédits accordés par les banques, notamment à l'exportation et à l'investissement, ont été maintenus hors encadrement.

### **1.2.2- Administration des taux d'intérêt**

La structure des taux d'intérêt a fait l'objet d'une première réforme en profondeur au cours des années 1974 et 1975. Celle-ci a consisté en la suppression de la rémunération des dépôts à vue. Elle a également porté sur une révision à la hausse des taux qui a été accompagnée d'une simplification de la grille et d'une meilleure hiérarchisation des taux en fonction de la durée ainsi que d'une libéralisation graduelle en commençant par les taux assortissant les échéances les plus longues.

**Encadré n° 2**  
**Présentation du secteur financier**

Le secteur financier est constitué de Bank Al-Maghrib, qui a 20 agences, et de 18 banques qui disposent de près de 1500 guichets. Il comprend également le Trésor et le Centre des chèques postaux qui recueillent des dépôts, 6 banques offshore, 45 sociétés de financement, 11 associations de microfinance ainsi que la Caisse d'épargne nationale et d'autres institutions financières, dont la Caisse de dépôt et de gestion, 169 Organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM), 19 compagnies d'assurance et une dizaine de fonds de pension. Il englobe, par ailleurs, la Bourse des valeurs de Casablanca où sont négociées les actions et obligations. Quant aux bons du Trésor émis par adjudication et aux autres titres de créances négociables, ils sont traités sur le marché secondaire.

S'agissant du secteur bancaire, il est caractérisé par son ouverture au capital étranger, lequel contrôle 5 banques, et sa forte concentration, les trois grandes banques intervenant pour près de 64% dans le total bilan des établissements bancaires.

Bien qu'ils aient été réajustés plusieurs fois à la hausse, les taux d'intérêt offerts sur les différents placements à revenu fixe paraissaient négatifs en termes réels, au début des années quatre-vingt.

La grille des taux débiteurs était, pour sa part, caractérisée par la fixation des taux sous forme de fourchettes et l'importance des écarts, d'une part, entre les taux d'intérêt appliqués par les banques et les organismes financiers spécialisés et, d'autre part, entre les taux des crédits mobilisables et ceux des crédits non mobilisables.

Au niveau du refinancement, les crédits destinés au financement de l'exportation, de l'investissement et de la commercialisation de la récolte céréalière étaient refinancés auprès de Bank Al-Maghrib hors plafonds et à des taux préférentiels.

### **1.2.3- Réglementation des emplois des banques**

En vue d'assurer au Trésor et à certains secteurs jugés prioritaires des financements assortis de conditions avantageuses, les autorités monétaires avaient fixé plusieurs coefficients d'emploi obligatoires. En effet, les banques étaient tenues de respecter un portefeuille minimum obligatoire de bons du Trésor à hauteur de 35% de leurs exigibilités, un coefficient d'emploi en crédits au logement et un portefeuille minimum d'effets représentatifs de crédits à moyen terme, fixés respectivement à 6% et à 5,5%, de même qu'un coefficient d'emploi en bons de la Caisse nationale de crédit agricole (CNCA) à concurrence de 3,5% des exigibilités.

Au début des années quatre-vingt, les emplois obligatoires des banques dans le cadre des différents coefficients représentaient plus d'un tiers des ressources collectées.

## **II – LA PERIODE D'AJUSTEMENT (1983 – 1992)**

Tandis que l'orientation à la hausse des cours du pétrole s'est poursuivie, et même accélérée, à la suite du deuxième choc pétrolier de 1979, les prix des phosphates ont commencé à s'inscrire en baisse. Ces tendances, amplifiant les incidences négatives de la politique budgétaire expansive mise en œuvre, se sont traduites par un creusement des déséquilibres internes et externes. La situation s'est d'autant plus dégradée que l'impact de l'appréciation du dollar et de l'élévation des taux d'intérêt sur le marché financier international s'est révélé particulièrement prononcé, en relation notamment avec la politique monétaire restrictive menée par l'administration américaine.

Alors que le Maroc avait contracté d'importants emprunts au cours des années soixante-dix, caractérisées par l'abondance des liquidités, en liaison avec le recyclage des pétrodollars, et un niveau bas des taux d'intérêt ainsi que par la faiblesse du dollar, la situation avait totalement changé au début de la décennie quatre-vingt, le dollar et les taux d'intérêt atteignant des paliers élevés.

Sous le poids des échéances de la dette extérieure, d'une part, et du renchérissement des importations de pétrole, d'autre part, la situation des finances publiques s'est détériorée entraînant un épuisement des disponibilités en devises.

Dans ces conditions, le Maroc a demandé à bénéficier du rééchelonnement d'une partie de sa dette extérieure et mis en œuvre, en collaboration avec les institutions financières internationales, un programme d'ajustement structurel. Celui-ci a donné la priorité au rétablissement des équilibres fondamentaux et à la mise en œuvre de réformes structurelles visant notamment à instaurer la vérité des prix, à libéraliser le commerce extérieur ainsi qu'à assainir les finances publiques et le secteur financier. Dans ce cadre, les autorités monétaires ont réorienté la conduite de la politique monétaire vers les instruments de marché et ont commencé à s'atteler à la libéralisation des taux d'intérêt et des emplois des banques.

## **2.1 – REDEFINITION DE L'OBJECTIF MONETAIRE**

La hiérarchie des objectifs de la politique économique a été inversée, donnant la priorité au rétablissement des équilibres fondamentaux et, par la suite, à leur consolidation afin de créer les conditions propices à une reprise de la croissance.

Le déficit budgétaire étant à l'origine des déséquilibres, il fallait, par conséquent, le ramener à un niveau compatible avec la réalisation de l'objectif monétaire et, surtout, finançable sans recours à des moyens exceptionnels tels que le rééchelonnement de la dette ou la constitution d'arriérés.

La politique monétaire, en conformité avec les nouvelles orientations de la politique économique, privilégiant la stabilité des prix et le rétablissement de l'équilibre extérieur, a veillé à proportionner la progression des moyens de paiement au rythme de croissance de l'activité économique, tout en assurant au secteur productif un financement adéquat.

L'objectif monétaire devait être fixé à un niveau comparable au taux de croissance projeté, augmenté de la hausse prévue des prix. La variation des avoirs extérieurs correspondait à un objectif de la balance des paiements, déterminé dans le cadre du programme d'ajustement structurel, de manière à porter les réserves de change à un niveau jugé suffisant en équivalent de mois d'importations. Pour sa part, la progression des crédits à l'économie, étroitement liée à l'évolution de l'activité économique, était fixée à un niveau légèrement supérieur au taux de croissance à prix courants. Quant à la variation des créances sur l'Etat, elle était déterminée de sorte que le recours du Trésor au financement monétaire soit compatible avec l'objectif monétaire ainsi qu'avec la couverture programmée du déficit budgétaire et ce, compte tenu de l'accroissement prévu des avoirs extérieurs et des crédits à l'économie.

## **2.2- CONTROLE MONETAIRE**

### **2.2.1- Période de préparation de la levée de l'encadrement**

Amorçant une période d'ajustement marquée encore par une forte demande de fonds émanant du Trésor et de l'économie, la banque centrale a décidé d'abandonner de manière progressive l'encadrement du crédit. Cet instrument, dont l'efficacité s'est révélée indéniable dans le contrôle du crédit, avait par la suite montré ses limites du fait des distorsions qu'il a générées au niveau de la mobilisation et de l'allocation de l'épargne.

En vue d'en atténuer les inconvénients, la méthode de détermination des normes de progression des crédits a été révisée. Ainsi, Bank Al-Maghrib a commencé, surtout à partir de 1985, à moduler les taux d'accroissement des crédits fixés aux différentes banques en fonction de l'effort fourni dans les domaines de la mobilisation de l'épargne stable, du financement des exportations et de la bancarisation.

Dans le même temps, la banque centrale a eu recours de manière plus active au ratio de la réserve monétaire. En plus du rétablissement des comptes de réserve en mars 1985, ce ratio a été relevé progressivement afin de geler les liquidités excédentaires qui avaient résulté de l'accroissement des réserves de change et des recours du Trésor à la banque centrale. De fait, le ratio de la réserve a été porté de 0,5% à 4% en 1986 puis, en quatre étapes, à 15% en 1990.

Parallèlement, l'Institut d'émission a sensiblement réduit les possibilités de refinancement à taux fixes pour orienter les banques vers le marché monétaire où les premières interventions ont été initiées en février 1981. En effet, Bank Al-Maghrib a supprimé, en décembre 1987, les plafonds de réescompte et les fiches précédemment ouverts aux banques et aux organismes financiers spécialisés. Elle a également institué, en 1989, un coefficient de retenue d'un portefeuille minimum de créances nées sur l'étranger, fixé initialement à 3% des exigibilités, puis porté à 5% au cours de l'année 1990.

Par ailleurs, en vue de favoriser le développement des financements désintermédiés, les entreprises ont été incitées à recourir aux marchés de capitaux et, plus particulièrement, au compartiment des billets de trésorerie, institué en décembre 1986 et dont le volume des émissions a connu une croissance régulière pour atteindre un niveau sans précédent à la veille de la levée de l'encadrement du crédit.

### **2.2.2- Levée de l'encadrement du crédit**

En raison des progrès accomplis, d'une part, dans la voie de la consolidation des équilibres fondamentaux et, d'autre part, dans la mise en place du dispositif de contrôle indirect, l'encadrement du crédit a été levé au début de janvier 1991. Dans ce contexte, la demande de crédit a, comme prévu, enregistré une vive expansion, d'autant plus qu'elle était stimulée par les perspectives favorables que laissaient entrevoir la fin de la période d'ajustement et la sortie du rééchelonnement de la dette extérieure.

Face à cette situation, Bank Al-Maghrib a utilisé pleinement les instruments de contrôle indirect. D'une part, elle a porté les taux d'intervention sur le marché monétaire à 13,50% pour les avances à 7 jours, à 13,625% pour les avances à 3 jours et à 13,75% pour celles à 1 jour. D'autre part, elle a relevé progressivement le ratio de la réserve monétaire sur les dépôts à vue de 15% à 20% en 1991 et jusqu'au taux maximum fixé à 25% en 1992. Bien plus, face à l'ampleur de la pression de la demande de crédit, Bank Al-Maghrib a, au cours de certaines périodes, suspendu l'offre de monnaie centrale sur le marché monétaire. Les banques manifestant un besoin de liquidité devaient recourir, pour des montants élevés et pendant des périodes relativement longues, aux avances spéciales, dont le taux, jusque-là unique, a été différencié pour mieux tenir compte de la durée d'utilisation au cours d'un même mois. Jusqu'à 7 jours, le taux a ainsi été maintenu à 18%. Au delà, il a été porté à 21% pour les durées de 8 à 15 jours et à 24% pour celles de 16 jours jusqu'à la fin du mois.

Dans ces conditions, les taux d'intérêt pratiqués sur le marché interbancaire ont été orientés à la hausse, atteignant plus de 15% en moyenne, et des taux extrêmes de 16,5% en septembre 1992. L'augmentation du niveau général des taux d'intérêt, résultant de cette évolution, a été jugée incompatible avec le contexte de l'économie marocaine qui, au terme d'une longue période d'ajustement, avait besoin pour sa relance de financements assortis de conditions moins onéreuses, d'autant plus que la demande de crédit avait commencé à se ralentir. Le taux de progression des crédits distribués par les banques est, en effet, revenu de 34,7% en 1991 à 12,3% en 1992. Aussi, Bank Al-Maghrib a-t-elle, en vue de favoriser un assouplissement des conditions de financement de l'économie, sensiblement réduit le taux de la réserve monétaire, le ramenant de 25% à 10% en octobre 1992.

## **2.3- DEMANTELEMENT DE LA POLITIQUE SELECTIVE**

Le démantèlement de la politique sélective a consisté, en plus de l'assimilation des organismes financiers spécialisés aux banques (voir encadré n° 3), en la déréglementation des taux d'intérêt et des emplois bancaires.

### **2.3.1- Déréglementation des taux d'intérêt**

La stratégie adoptée en matière de taux d'intérêt a visé à en simplifier la structure et à créer les conditions favorables à l'évolution progressive vers des taux créditeurs, débiteurs et de refinancement déterminés par le marché.

Fixés à des minima à partir d'avril 1985, les taux créditeurs ont, par étapes, été libéralisés dans leur quasi-totalité au cours des premières années de la décennie quatre-vingt-dix. S'agissant des taux d'intérêt débiteurs, fixés à des maxima, leur déréglementation a commencé avec la libéralisation des taux d'intérêt des crédits à moyen et long termes en octobre 1990 et de ceux des crédits à court terme non mobilisables en octobre 1991. Seuls restaient alors administrés les taux assortissant les crédits à l'exportation et à moyen terme réescomptables qui allaient être libéralisés en juin 1995. Afin de prévenir une envolée des conditions débitrices, des taux débiteurs maximums ont été fixés au cours d'une période transitoire qui s'est achevée en février 1996.

**Encadré n° 3**  
**Redéfinition du cadre institutionnel**

Le cadre institutionnel a fait l'objet en 1993 d'une profonde réforme avec l'amendement des statuts de Bank Al-Maghrib de juin 1959 et l'adoption d'une nouvelle loi bancaire en remplacement de celle de 1967.

La loi bancaire de juillet 1993 a d'abord institué un cadre juridique commun à tous les établissements de crédit en opérant une distinction entre, d'une part, les banques, seules habilitées à recevoir des fonds à vue ou d'un terme inférieur ou égal à 2 ans et, d'autre part, les sociétés de financement qui ne peuvent recueillir que des ressources d'une échéance supérieure à 2 ans.

La loi bancaire a également visé à renforcer la concertation en subordonnant la prise de décision par les autorités monétaires à l'avis d'organes consultatifs. Ainsi, le Conseil national de la monnaie et de l'épargne, qui s'est substitué au Comité du crédit et du marché financier et dont la composition a été élargie, est consulté sur les orientations et les moyens de la mise en œuvre de la politique monétaire. Pour sa part, le Comité des établissements de crédit émet son avis sur les questions relatives à l'activité de ces organismes, ainsi que sur les aspects techniques des règles prudentielles et des instruments de la politique monétaire.

S'agissant des amendements apportés aux statuts de Bank Al-Maghrib en octobre 1993, ils ont notamment conféré un caractère prioritaire à sa mission de préservation de la stabilité de la monnaie et renforcé sa contribution à l'élaboration de la politique monétaire, son avis étant requis préalablement à la mise en œuvre des instruments de cette politique. Les amendements ont également précisé de manière exhaustive les conditions dans lesquelles Bank Al-Maghrib est amenée à consentir des facilités au Trésor et ont souligné le rôle qui lui est dévolu en matière de contrôle des établissements de crédit.

### **2.3.2- Déréglementation des emplois bancaires**

Amorcée en 1991, la déréglementation des emplois bancaires s'est accélérée au cours des années suivantes. Ainsi, le coefficient d'emploi en crédits à moyen terme réescomptables, de même que le coefficient d'emploi en crédits au logement et le coefficient de retenue d'un portefeuille minimum de créances nées sur l'étranger ont été supprimés en mars 1994. Quant au portefeuille minimum obligatoire de bons du Trésor, il a été abandonné en juin 1998 (voir encadré n° 4).

### **III – LA PERIODE POST-AJUSTEMENT** **(1993 – 2003)**

Alors que la demande de crédit se tassait, les facteurs autonomes de la liquidité ont continué de produire un effet globalement expansif sur les trésoreries bancaires, en relation avec la poursuite de l'accroissement des réserves de change et des recours du Trésor à Bank Al-Maghrib. Cet impact expansif a, en outre, été renforcé par l'incidence de la suppression graduelle des coefficients d'emploi obligatoires.

Dans ces conditions, les banques ont offert leurs liquidités excédentaires sur le marché interbancaire, entraînant une chute des taux à un point tel qu'ils sont apparus en déconnexion par rapport aux taux d'intervention de Bank Al-Maghrib. Il est vrai que ces derniers étaient devenus peu significatifs en raison du faible recours des banques à la banque centrale. La moyenne quotidienne des taux pratiqués sur le marché interbancaire, qui avait atteint 15,1% en septembre 1992, est revenue à 5,25% en décembre 1994, avant de s'établir à un niveau légèrement supérieur au cours des trois premiers mois de 1995.

#### **Encadré n° 4**

### **Renforcement des règles prudentielles**

Parallèlement à la libéralisation de l'activité bancaire, les autorités monétaires ont renforcé les règles prudentielles qu'elles ont, au demeurant, redéfinies selon les normes internationales et étendues aux sociétés de financement.

En plus du relèvement du capital minimum, le coefficient de solvabilité a été porté à 8% et le coefficient de liquidité à 100%, alors que le coefficient maximum de division des risques a été limité à 20%. De même, les créances en souffrance ont été assujetties à des normes rigoureuses, tant en ce qui concerne leur classification que leur couverture par la constitution de provisions, à hauteur de 20% pour les créances préjudiciables, de 50% pour les créances douteuses et de 100% pour les créances compromises. Par ailleurs, les positions de change des banques (longues ou courtes) ont été limitées, en pourcentage des fonds propres, à 10% pour une seule devise et à 20% pour l'ensemble des devises.

Au demeurant, ce dispositif a été complété par l'adoption d'un nouveau plan comptable des établissements de crédit et la fixation de nouvelles règles de contrôle interne et d'audit externe. Enfin, anticipant sur les dispositions prévues par le projet de loi relatif à la lutte contre le blanchiment des transactions illicites, Bank Al-Maghrib a récemment fixé les règles minimales que les établissements de crédit sont tenus d'observer au titre du devoir de vigilance.

Avant la fin du premier trimestre de 1995, le marché a commencé à connaître des tensions, du fait de l'accroissement des recours du Trésor pour couvrir le besoin de financement lié au retard pris dans la réalisation des opérations de privatisation programmées. Dans ces conditions, les taux d'intérêt pratiqués sur le marché interbancaire ont été orientés à la hausse, atteignant, en moyenne quotidienne, 9,5% en avril, et 10,8%, avec un maximum de 12,5%, en mai 1995. Aussi, le Trésor a-t-il dû recourir à une avance conventionnelle d'un montant de 6 milliards de dirhams accordée par Bank Al-Maghrib au début du mois d'août 1995.

Pour favoriser la détente des taux d'intérêt, dans une conjoncture où la demande de crédit est demeurée relativement modérée, Bank Al-Maghrib a, à l'occasion de la réforme des modalités de ses interventions sur le marché monétaire au début du mois de juin 1995 (voir encadré n° 5), significativement réduit le coût de la monnaie centrale. En effet, les nouveaux taux ont été fixés à 7% pour les avances à 7 jours sur appels d'offres, à 8,5% pour les avances à 5 jours et à 12,5% pour les avances à 24 heures. Par la suite, ces taux ont été révisés à la baisse à quatre reprises et ramenés, en septembre 1999, à 5% pour les avances à 7 jours sur appels d'offres et à 6,5% pour les avances à 5 jours.

### **Encadré n° 5**

#### **Réaménagement du cadre de la politique monétaire**

Depuis la refonte des instruments de la politique monétaire en juin 1995, le refinancement des banques est assuré exclusivement sur le marché monétaire. Réaménagées en avril 1999, les procédures d'intervention de Bank Al-Maghrib consistaient, d'une part, en l'octroi d'avances à 7 jours sur appels d'offres, d'avances à 5 jours à l'initiative des banques et, accessoirement, d'avances à 24 heures et, d'autre part, en la réalisation d'opérations fermes d'achat et de vente de bons du Trésor ainsi que d'opérations de reprises de liquidités à taux fixe, en tant que mécanismes de réglage fin de la liquidité.

Le taux des avances à 7 jours sur appels d'offres et celui des avances à 5 jours constituaient respectivement les taux directeurs plancher et plafond entre lesquels devait normalement fluctuer le taux interbancaire.

Le flux de devises généré par les opérations de privatisation, à partir du deuxième semestre de 1999, et l'évolution favorable des recettes des voyages et des transferts des Marocains résidant à l'étranger se sont traduits par l'apparition et la persistance de liquidités excédentaires, en dépit du gel d'une partie des recettes de privatisation au compte du Fonds Hassan II pour le développement économique et social auprès de la banque centrale (voir encadré n° 6). Aussi, Bank Al-Maghrib, en vue d'éponger les excédents et de stopper la baisse du taux interbancaire, a-t-elle effectué des opérations de reprises de liquidités, de manière quasi-permanente entre octobre 1999 et décembre 2002 et ce, après avoir cédé la totalité de son portefeuille de bons du Trésor sur le marché secondaire.

En l'absence d'indices d'un retour du marché « en-banque », Bank Al-Maghrib a dû procéder, en décembre 2002, au relèvement du ratio de la réserve monétaire de 10% à 14%, gelant ainsi durablement des excédents d'un montant de plus de 6 milliards de dirhams. Elle a, cependant, assorti cette mesure de la rémunération au taux de 0,50% de la totalité des fonds constitués au titre de la réserve afin de favoriser la poursuite de l'effort de mobilisation de l'épargne.

La situation d'abondance de liquidités s'est poursuivie en 2003 avec l'apparition de nouveaux excédents qui se sont amplifiés dès l'amorce du cycle de reflux de la circulation fiduciaire en septembre. En vue d'enrayer la chute du taux interbancaire, Bank Al-Maghrib a dû, de nouveau, au début de ce mois, porter le ratio de la réserve monétaire à 16,5%, pour neutraliser plus de 4 milliards de dirhams, et relever le taux de rémunération des avoirs à ce titre à 0,75%. En outre, elle a eu recours aux opérations de reprises de liquidités et a initié, pour la première fois, en octobre, des opérations de swaps de change.

**Encadré n° 6**  
**Le Fonds Hassan II pour le développement**  
**économique et social**

Le Fonds Hassan II pour le développement économique et social, créé initialement par décret en mars 2000, était géré comme un compte d'affectation spéciale du Trésor. En février 2002, le Fonds a été érigé, par dahir, en établissement public doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière.

Le Fonds a pour objet d'apporter son concours financier à des projets contribuant à la promotion de l'investissement et de l'emploi. Présidé par le premier ministre, le conseil d'administration du Fonds comprend, outre des autorités gouvernementales, le Wali de Bank Al-Maghrib. Il établit le programme d'action, sur la base d'une stratégie globale, arrête les critères de sélection des projets et approuve les conventions.

Les ressources du Fonds sont constituées, notamment, de versements du budget de l'Etat dans la limite de 50% des recettes de privatisation.

L'abondance des liquidités, dans un contexte caractérisé par la modération de la demande de crédit et la maîtrise de l'inflation, a amené la banque centrale à procéder à quatre nouvelles réductions des taux directeurs, qui ont ainsi été ramenés, en décembre 2002, à 3,25% pour les avances à 7 jours et à 4,25% pour les avances à 5 jours.

## **IV- BILAN ET PERSPECTIVES**

Les acquis dans le domaine de la consolidation des équilibres fondamentaux et, plus particulièrement, de la maîtrise des prix, conjugués à un niveau appréciable de réserves de change, constituent des atouts majeurs qui ont conforté les pouvoirs publics dans leur détermination à poursuivre le processus d'ouverture de l'économie sur l'extérieur.

### **4.1- RESULTATS DE LA POLITIQUE MONETAIRE**

Le taux interbancaire a, en général, été orienté à la baisse, se stabilisant, au cours des derniers mois de 2003, à des niveaux proches du taux des reprises de liquidités. A partir de janvier 2004, il s'est situé légèrement au-dessus du taux de la facilité de dépôt, fixé à 2,25% (voir encadré n° 8).

La tendance baissière du taux interbancaire s'est accompagnée d'une diminution des taux créditeurs, illustrée par la décrue quasi-continue des taux de rémunération des dépôts bancaires ainsi que de ceux assortissant les bons du Trésor et les autres titres de créances négociables. Cependant, en plus du fait qu'elle n'a commencé à se refléter au niveau des taux débiteurs qu'après un certain délai, l'orientation à la baisse ainsi constatée n'a pas bénéficié au même degré à l'ensemble de la clientèle. Bank Al-Maghrib n'est pas restée insensible à la problématique du financement des petites et moyennes entreprises et a, récemment, initié une série de mesures visant à améliorer la visibilité sur cette catégorie d'entreprises et, partant, à réduire le risque de crédit auquel s'exposent les banques.

Au cours des dernières années, la progression des agrégats de monnaie s'est souvent avérée en léger dépassement par rapport à l'objectif monétaire fixé en début d'exercice, du fait principalement de flux de devises plus importants que prévu. En effet, les opérations de privatisation ont rapporté des montants supérieurs à ceux programmés par les lois de finances, tandis que les recettes de voyages et les transferts des Marocains résidant à l'étranger, en dépit de certains facteurs exceptionnels, ont continué de croître à un rythme soutenu. Ainsi, la part des avoirs extérieurs nets dans le total des contreparties est passée de moins de 6% en 1982 à 22% en 1992 et à 32% en 2003.

Dans ces conditions, le taux de liquidité de l'économie (M3/PIB) a presque doublé, passant d'environ 45% en 1982 à 60% en 1992 et à 87,5% en 2003, reflétant ainsi la bancarisation croissante de l'économie, dont témoigne par ailleurs le repli de la part de la monnaie fiduciaire dans la masse monétaire au sens large, de 31% en 1982 à 25% en 1992 et à 19% en 2003.

Ces évolutions se sont accompagnées, à partir du milieu des années quatre-vingt, d'un net ralentissement de la hausse des prix, ramenée de 10,5% en 1982 à moins de 5% en 1992 et à 1,2% en 2003, et de la réalisation, à partir de 2001, de soldes significativement excédentaires de la balance des paiements, les disponibilités de change représentant plus de 10 mois d'importations de biens et services, au lieu d'un mois en 1982 et de 6 mois en 1992. Ces performances sont d'autant plus remarquables que le taux de croissance, bien qu'encore en deçà des espérances, s'est accéléré, s'élevant à 4,9% en moyenne au cours des trois dernières années.

## **4.2- PERSPECTIVES**

La réussite du processus d'ouverture de l'économie sur l'extérieur reste tributaire de la mise à niveau du tissu productif, de la maîtrise des finances publiques, de l'assainissement du secteur financier et de la stabilité des prix. La politique monétaire est appelée à jouer un rôle essentiel dans la création des conditions préalables à l'intégration du Maroc au sein de l'économie mondiale. A cet effet, la banque centrale s'est dotée de nouveaux statuts qui sont en cours d'approbation auprès du Parlement, de même qu'elle a entamé les travaux d'adaptation du cadre stratégique et opérationnel de la politique monétaire et entrepris sa propre restructuration. Par ailleurs, une nouvelle loi bancaire devrait être approuvée par le Parlement.

### **4.2.1- Adaptation du cadre juridique**

Les projets de lois ont été préparés à la lumière, d'une part, de l'évolution des missions assignées aux banques centrales et de l'autonomie qui leur a été conférée pour leur réalisation et, d'autre part, de l'état d'avancement de la réforme du secteur financier ainsi que du processus d'ouverture de l'économie sur l'extérieur.

Le texte de loi relatif à Bank Al-Maghrib lui a notamment fixé comme objectif prioritaire la stabilité des prix et a consacré son autonomie et son rôle de conseiller financier de l'Etat, de même qu'il a clarifié et élargi ses attributions. Ce texte a, en effet, confié à Bank Al-Maghrib la responsabilité de la conception et de la conduite de la politique monétaire, de la mise en œuvre de la politique de taux de change, de la réglementation et de la supervision de l'activité des établissements de crédit, ainsi que les missions de veiller au bon fonctionnement et à la sécurité des systèmes de paiement et de lutter contre le blanchiment des fonds illicites.

Conformément à cette orientation, les statuts de Bank Al-Maghrib ont consacré, d'une part, le principe de l'élimination de toute influence du gouvernement dont la représentation a été circonscrite à un seul siège sans participation au vote en matière de politique monétaire et, d'autre part, celui de la prohibition de l'octroi de concours financiers à l'Etat et aux entreprises publiques. Le nouveau texte a, par ailleurs, prévu le retrait de la banque centrale du capital et des instances de gestion des établissements entrant dans son périmètre de supervision et le remplacement du contrôle comptable et d'inventaire exercé par les censeurs par celui de commissaires aux comptes.

S'agissant de la loi bancaire, elle a redéfini les domaines de compétence des autorités monétaires et a renforcé particulièrement les attributions de la banque centrale. Cette loi a ainsi confié à Bank Al-Maghrib la responsabilité de l'octroi d'agrément aux établissements de crédit, de l'élaboration de la réglementation et de la supervision de ces établissements, de la mise en place d'un système de prévention des crises et de gestion du processus de redressement de la situation financière des établissements en difficulté. La nouvelle loi a, par ailleurs, habilité Bank Al-Maghrib à donner son approbation en ce qui concerne la nomination de nouveaux dirigeants, certaines prises de participations et les distributions de dividendes.

En vue de se préparer à assumer pleinement de telles missions, Bank Al-Maghrib a procédé, dans une première étape, à partir du diagnostic de l'existant, à l'élaboration de son Plan stratégique 2004-2006, lequel a défini les enjeux et fixé un certain nombre d'orientations déclinées en actions à court et moyen termes. Dans une deuxième étape, elle a initié un processus de restructuration, tant au niveau organisationnel que des ressources humaines et des moyens logistiques.

#### **4.2.2- Adaptation du cadre de la politique monétaire**

L'adaptation du cadre stratégique et opérationnel de la politique monétaire dans la perspective d'une plus grande ouverture de l'économie constitue l'une des principales actions programmées dans le Plan stratégique 2004-2006.

La politique monétaire s'assigne comme objectif prioritaire la stabilité des prix et vise, dans les limites compatibles avec cet objectif, à assouplir les conditions de financement de l'économie. Elle retient un agrégat monétaire comme objectif intermédiaire et le taux interbancaire comme objectif opérationnel. Quant au taux de change du dirham, il dépend du comportement des cours des monnaies incluses dans un panier de cotation établi compte tenu de la structure des échanges du Maroc avec l'étranger (voir encadré n° 7).

**Encadré n° 7**  
**Politique du taux de change**

Le Maroc a adhéré au FMI en avril 1958 et a satisfait aux obligations de l'article XIII des statuts du Fonds relatif à la convertibilité du dirham pour les opérations courantes en janvier 1993. De même, notre pays a instauré la convertibilité quasi-totale pour les non-résidents, y compris les Marocains résidant à l'étranger, en ce qui concerne leurs opérations d'investissement au Maroc. Un marché de change a, par ailleurs, été mis en place en juin 1996 afin d'offrir aux banques un cadre de concurrence pour les opérations en devises, y compris en matière de cotation, et de leur permettre de promouvoir les instruments modernes de financement et de couverture contre le risque de change notamment.

Dans le contexte de flottement généralisé des taux de change qui a caractérisé le début des années soixante-dix, le Maroc a abandonné le régime de parité par rapport au franc français et a adopté un système de panier de cotation à partir de mai 1973. Cette option a permis d'assurer une relative stabilité du dirham, en dehors de la période de septembre 1980 à juillet 1985, durant laquelle le dirham s'est déprécié de 37% en termes réels. En outre, la monnaie nationale a été dévaluée de 9,25% le 2 mai 1990.

Plus récemment, le 25 avril 2001, le réaménagement du panier de cotation, en vue d'augmenter la pondération de l'euro, s'est traduit par une nouvelle dépréciation du dirham, de 5%.

Le cadre opérationnel de la politique monétaire permet à la banque centrale d'adapter ses interventions, ainsi que le choix de ses instruments, pour réguler la liquidité du marché et, par voie de conséquence, mieux influencer sur l'évolution du taux interbancaire (voir encadré n° 8).

\* \* \*

**Encadré n° 8**  
**Nouveau cadre de la politique monétaire**

Le cadre de la politique monétaire a fait l'objet d'un nouveau réaménagement, vers la fin de l'année 2003, à la suite duquel les instruments de la politique monétaire ont été classés en trois catégories :

- les avances à 7 jours sur appels d'offres, qui constituent le principal mécanisme de refinancement des banques et dont le taux de rémunération représente le taux directeur de la banque centrale ;

- les facilités permanentes de dépôt à 24 heures et d'avances à 5 jours, à l'initiative des banques, dont les taux respectifs constituent les limites inférieure et supérieure de la fourchette à l'intérieur de laquelle le taux interbancaire doit normalement fluctuer ;

- les mécanismes de réglage fin de la liquidité qui visent à maintenir le taux interbancaire à un niveau proche du taux directeur de Bank Al-Maghrib. En période de resserrement, la Banque peut injecter des liquidités en achetant des bons du Trésor ou des devises dans le cadre de swaps de change. A l'inverse, en période d'abondance, la Banque peut retirer les excédents de liquidités en effectuant des opérations de reprises de liquidités à 7 jours par voie d'appels d'offres et en vendant des bons du Trésor ou des devises dans le cadre de swaps de change. Elle pourra, à l'avenir, comme le prévoient ses nouveaux statuts, émettre des titres de créance.

Si les liquidités excédentaires persistent et tendent à porter sur des volumes importants, la banque centrale peut les geler durablement en relevant le ratio de la réserve monétaire dans les limites de 25% sur les dépôts à vue et de 10% sur les dépôts à terme.

Les réformes entreprises jusqu'à présent ont permis une avancée qualitative dans la voie de l'adaptation du cadre et des instruments de la politique monétaire. A travers la disponibilité des financements et l'assouplissement de leurs conditions, la politique monétaire a indéniablement contribué à l'amélioration de l'environnement de l'investissement.

Bank Al-Maghrib est déterminée à persévérer dans la mise en œuvre des réformes préalables à la poursuite, sans heurts, du processus d'ouverture de l'économie. Pour affiner le cadre stratégique et opérationnel de la politique monétaire, elle s'attache, notamment, à améliorer l'analyse et la prévision des prix, ainsi que la connaissance du fonctionnement des mécanismes de transmission de la politique monétaire. Par ailleurs, les parcours poursuivis par certaines économies émergentes dans le domaine de la libéralisation des opérations de capital constituent autant d'expériences à étudier en vue de tirer les enseignements qui s'imposent avant d'arrêter les choix stratégiques.

En tout état de cause, les autorités monétaires continueront d'allier prudence et vigilance afin de préserver la stabilité des prix, de contribuer au renforcement de la compétitivité de l'économie et d'adresser, ainsi, un signal de confiance à tous les agents économiques. A cet effet, elles entendent, tout en développant les réflexes de créativité et d'innovation, renforcer l'esprit de consultation et de concertation qui a toujours caractérisé leur action.

## **RÉPERTOIRE LÉGISLATIF ET RÉGLEMENTAIRE**

## REPertoire LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE (\*)

### AGRICULTURE

#### Variétés de plantes cultivables au Maroc

**Arrêtés du ministre de l'agriculture, du développement rural et des pêches maritimes n<sup>os</sup> 1276-04 et 1277-04 du 12 juillet 2004** autorisant respectivement l'inscription de nouvelles variétés sur la liste « A » et l'inscription des variétés de pomme de terre sur la liste « B » du catalogue officiel des espèces et des variétés de plantes cultivables au Maroc. **(B.0. n<sup>o</sup>5240 du 19 août 2004)**

#### Catalogue officiel des espèces et des variétés de plantes cultivables au Maroc – inscription de nouvelles variétés

**Arrêté du ministre de l'agriculture, du développement rural et des pêches maritimes n<sup>o</sup> 1535-04 du 17 août 2004** autorisant l'inscription de nouvelles variétés de betterave sucrière et du riz sur la liste « A » du catalogue officiel des espèces et des variétés de plantes cultivables au Maroc. **(B.0. n<sup>o</sup>5248 du 16 septembre 2004)**

### COMMERCE INTÉRIEUR

#### Farine subventionnée

**Arrêté conjoint du ministre de l'intérieur, du ministre des finances et de la privatisation et du ministre de l'agriculture, du développement rural et des pêches maritimes n<sup>o</sup> 1309-04 du 15 juillet 2004** fixant les conditions d'achat du blé tendre destiné à la fabrication de la farine subventionnée, ainsi que les conditions de fabrication, de conditionnement et de mise en vente de ladite farine. **(B.0. n<sup>o</sup>5240 du 19 août 2004)**

---

(\*) Sélection des principaux textes législatifs et réglementaires relatifs aux domaines économique et financier parus au cours du 3<sup>ème</sup> trimestre 2004.

## **COOPÉRATION INTERNATIONALE**

### **Accord de coopération dans le domaine du tourisme avec la République de Hongrie**

**Dahir n° 1-01-48 du 21 avril 2004** portant publication de l'Accord de coopération dans le domaine du tourisme fait à Budapest le 12 octobre 1998 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République de Hongrie. **(B.0. n°5226 du 1<sup>er</sup> juillet 2004)**

### **Accord commercial avec la République du Salvador**

**Dahir n° 1-01-285 du 21 avril 2004** portant publication de l'Accord commercial fait à Rabat le 21 avril 1999 entre le Royaume du Maroc et la République du Salvador. **(B.0. n°5226 du 1<sup>er</sup> juillet 2004)**

### **Contrat de financement avec la Banque européenne d'investissement**

**Décret n° 2-04-442 du 7 juin 2004** approuvant le contrat de financement d'un montant de 30 millions d'euros conclu le 10 novembre 2003 entre le Royaume du Maroc et la Banque européenne d'investissement (BEI). **(B.0. n°5226 du 1<sup>er</sup> juillet 2004)**

### **Accord de prêt avec la Banque internationale pour la reconstruction et le développement**

**Décret n° 2-04-674 du 17 août 2004** approuvant l'accord de prêt n° 7245-0-MOR d'un montant de 82,5 millions d'euros conclu le 12 juillet 2004 entre le Royaume du Maroc et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, pour le financement du projet de réforme de l'administration publique. **(B.0. n°5244 du 2 septembre 2004)**

### **Contrat avec la Kreditanstalt Fur Wiederaufbau pour la garantie d'un prêt**

**Décret n° 2-04-673 du 23 août 2004** approuvant le contrat conclu le 30 mars 2004 entre le Royaume du Maroc et la Kreditanstalt Fur Wiederaufbau (KFW) pour la garantie du prêt portant sur un montant de 35.790.431,68 euros consenti par ladite banque à l'Office national de l'eau potable (ONEP), pour le financement du projet "Amélioration des performances de l'ONEP". **(B.O. n°5244 du 2 septembre 2004)**

### **Contrat de cautionnement conclu avec la Banque européenne d'investissement**

**Décret n° 2-04-679 du 25 août 2004** approuvant le contrat de cautionnement conclu le 7 mai 2004 entre le Royaume du Maroc et la Banque européenne d'investissement, pour la garantie du prêt de 110 millions d'euros consenti par ladite banque à la Société nationale des autoroutes du Maroc, pour le financement du projet " Autoroutes du Maroc IV (Euromed II) ". **(B.O. n°5248 du 16 septembre 2004)**

## **ÉNERGIE**

### **Concession d'exploitation d'hydrocarbures**

**Décret n° 2-04-531 du 22 juillet 2001** accordant à l'Office national de recherches et d'exploitations pétrolières et à la société « Gabre Maroc Limited » une concession d'exploitation des hydrocarbures dite « SAR 1 ». **(B.O. n°5236 du 5 août 2004)**

Cette concession d'une durée de 15 ans porte sur une superficie de 0,9km<sup>2</sup>.

## **Approbation d'accords pétroliers**

**Arrêté du ministre de l'énergie et des mines et du ministre des finances et de la privatisation n° 1145-04 du 18 mai 2004** approuvant l'accord pétrolier conclu le 19 mars 2004 entre l'Office national de recherches et d'exploitations pétrolières, représentant le Royaume du Maroc et les sociétés « Heyco Maroc », « Stratic Energy Morocco Inc. » et « Energycorp Maroc ». **(B.0. n°5236 du 5 août 2004)**

## **Cession des parts d'intérêt des sociétés « Vanco Morocco Ltd » et « CNOOC Morocco Ltd »**

**Arrêté du ministre de l'énergie et des mines n° 1143-04 du 21 mai 2004** instituant la cession partielle par la société « Vanco Morocco Ltd » au profit de la société « CNOOC Morocco Ltd », des parts d'intérêt qu'elle détient dans les permis de recherches d'hydrocarbures dits « Ras Tafelney offshore 1 à 8 ». **(B.0. n°5236 du 5 août 2004)**

## **Approbation d'un avenant à un accord pétrolier**

**Arrêté du ministre de l'énergie et des mines et du ministre des finances et de la privatisation n°1144-04 du 21 mai 2004** approuvant l'avenant n°3 à l'accord pétrolier conclu le 24 novembre 2000 entre l'Office national de recherches et d'exploitations pétrolières, représentant le Royaume du Maroc et les sociétés « Vanco Morocco Ltd » et « Lasmo Overseas Nederland II BV », conclu le 23 avril 2004 entre ledit office et les sociétés « Vanco Morocco Ltd », «ENI Morocco BV» et «CNOOC Morocco Ltd». **(B.0. n°5236 du 5 août 2004)**

## **Accord pétrolier – approbation d'avenant**

**Arrêté conjoint du ministre de l'énergie et des mines et du ministre des finances et de la privatisation n° 1271-04 du 28 mars 2004** approuvant l'avenant n° 3 à l'accord pétrolier, conclu le 12 mars 2004 entre l'Office national de recherches et d'exploitations pétrolières, représentant le Royaume du Maroc et la Société anonyme marocaine de l'industrie de raffinage (SAMIR). **(B.0. n°5244 du 2 septembre 2004)**

## **Octroi des permis de recherches des hydrocarbures**

**Arrêtés du ministre de l'énergie et des mines n°s 854-04, 855-04 et 856-04 du 3 mai 2004** modifiant l'arrêté du ministre de l'industrie, du commerce, de l'énergie et des mines n° 892-01 du 4 mai 2001 accordant respectivement un permis de recherches des hydrocarbures dit "Tiznit Offshore I, II et III" à l'Office national de recherches et d'exploitations pétrolières et aux sociétés "Energy Africa Morocco Limited" et "Taurus Oil AB". **(B.0. n°5248 du 16 septembre 2004)**

**Arrêtés du ministre de l'énergie et des mines n°s 1272-04 et 1273-04 du 18 mai 2004** accordant respectivement un permis de recherche des hydrocarbures dit "Mamora" et "Moulay Bousselham" à l'Office national de recherches et d'exploitations pétrolières et aux sociétés "Heyco Maroc", "Stratic Energy Morocco Inc" et "Energycorp Maroc". **(B.0. n°5248 du 16 septembre 2004)**

**Arrêtés du ministre de l'énergie et des mines n°s 1250-04, 1251-04, 1252-04, 1253-04, 1254-04, 1255-04, 1256-04 et 1257-04 du 1<sup>er</sup> juillet 2004** accordant un permis de recherche des hydrocarbures dit "Tarfaya Shallow I, II, III, IV, V, VI, VII et VIII" à l'Office national de recherche et d'exploitations pétrolières et à la société "Maersk Oil Morocco GmbH". **(B.0. n°5248 du 16 septembre 2004)**

## **FINANCES PUBLIQUES**

### **Emission de bons du Trésor à un an**

**Arrêté du ministre des finances et de la privatisation n° 1326-04 du 16 juillet 2004** modifiant l'arrêté n° 215-04 du 27 janvier 2004 relatif à l'émission de bons du Trésor à 1 an. **(B.0. n°5240 du 19 août 2004)**

Ces bons seront remboursés au pair à dater du jour de leur échéance. Leur taux de rémunération annuel est égal au taux moyen pondéré des bons du Trésor à 52 semaines émis par voie d'adjudication au cours de l'année précédente majoré de 25 points de base. Les intérêts relatifs à ces bons sont payables à la souscription.

## MARCHÉ DES CAPITAUX

### Bourse des valeurs :

- **Taux maximum de la commission perçue par la société gestionnaire de la bourse**

**Arrêté du ministre des finances et de la privatisation n° 1233-04 du 2 juin 2004** modifiant l'arrêté du ministre des finances et des investissements extérieurs n° 2821-95 du 15 janvier 1996 fixant le taux maximum de la commission perçue par la société gestionnaire de la Bourse des valeurs. **(B.0. n°5244 du 2 septembre 2004)**

- **Seuil de variation du cours d'une valeur mobilière**

**Arrêté du ministre des finances et de la privatisation n° 1234-04 du 2 juin 2004** abrogeant l'arrêté du ministre des finances et des investissements extérieurs n° 1648-95 du 14 juin 1995 fixant le seuil de variation à la hausse ou à la baisse du cours d'une valeur mobilière pendant une même séance de bourse. **(B.0. n°5244 du 2 septembre 2004)**

- **Taux maximum de la commission de courtage perçue par les sociétés de bourse**

**Arrêté du ministre des finances et de la privatisation n° 1238-04 du 2 juin 2004** abrogeant l'arrêté du ministre des finances et des investissements extérieurs n° 2820-95 du 15 janvier 1996 fixant le taux maximum de la commission de courtage perçue par les sociétés de bourse. **(B.0. n°5244 du 2 septembre 2004)**

### OPCVM :

- **Liste des documents du dossier d'agrément**

**Arrêté du ministre des finances et de la privatisation n° 1235-04 du 2 juin 2004** abrogeant l'arrêté du ministre des finances et des investissements n° 2896-94 du 24 octobre 1994 fixant la liste des documents du dossier accompagnant les demandes d'agrément des projets de statuts des sociétés d'investissement à capital variable ou de règlement de gestion des fonds communs de placement. **(B.0. n°5244 du 2 septembre 2004)**

**- Liste des documents du dossier d'agrément en cas de fusion, fusion-scission, scission ou absorption**

**Arrêté du ministre des finances et de la privatisation n° 1236-04 du 2 juin 2004** abrogeant l'arrêté du ministre des finances et des investissements n° 2891-94 du 24 octobre 1994 fixant la liste des documents du dossier accompagnant les demandes d'agrément des projets de fusion, fusion-scission, scission ou absorption d'organismes de placement collectif en valeurs mobilières. **(B.O. n°5244 du 2 septembre 2004)**

**- Taux maximum de la commission de souscription ou de rachat d'actions ou parts**

**Arrêté du ministre des finances et de la privatisation n° 1237-04 du 2 juin 2004** abrogeant l'arrêté du ministre des finances et des investissements n° 2899-94 du 24 octobre 1994 fixant le montant maximum des commissions pouvant être perçues à l'occasion de la souscription ou du rachat d'actions ou parts d'organismes de placement collectif en valeurs mobilières. **(B.O. n°5244 du 2 septembre 2004)**

**Emprunt marocain 4,5% de 1952 à capital garanti**

**Arrêté du ministre des finances et de la privatisation n° 1385-04 du 26 juillet 2004** fixant la valeur de reprise des titres de l'emprunt marocain 4,5% de 1952 à capital garanti. **(B.O. n°5244 du 2 septembre 2004)**

Entre le 1<sup>er</sup> juillet et le 31 décembre de l'année 2004, la valeur de reprise de l'obligation de l'emprunt 4,5 % de 1952 à capital garanti admise en paiement des droits de mutation est fixée à cent soixante-trois mille six cent soixante-deux dirhams et cinquante centimes (163 662,50 DH).

## MONNAIE, CRÉDIT ET BANQUE

### **Nouvelles facilités pour le transfert des avoirs en dirhams détenus par les étrangers non-résidents ne bénéficiant pas du régime de convertibilité**

Dans le cadre de la poursuite du processus de libéralisation de la réglementation des changes et afin d'inciter davantage les non-résidents à contribuer à l'effort national d'investissement, il a été décidé d'assouplir le système des comptes convertibles à terme. Ces comptes sont destinés à recevoir les avoirs en dirhams des étrangers non-résidents ne bénéficiant pas du régime de convertibilité.

Les nouvelles mesures prises à cet effet visent les objectifs suivants :

- permettre aux titulaires de ces comptes de disposer librement dans l'immédiat des disponibilités qui y sont logées et présentant un solde inférieur ou égal à 200.000 dirhams à la date du 10 septembre 2004, cette mesure bénéficiera à un nombre important de titulaires de ces comptes ;

- élargir les possibilités d'investissement au Maroc des disponibilités logées dans ces comptes en leur conférant, après une période de deux ans, le régime de convertibilité. Les investissements peuvent être effectués dans tous les secteurs d'activité économique et ce, quelle que soit la forme de l'investissement (création de sociétés, acquisition de valeurs mobilières, achat de biens immobiliers...);

- ramener le délai de transfert des disponibilités logées dans les comptes présentant un solde supérieur à 200.000 dirhams et n'ayant pas fait l'objet d'utilisation au Maroc de cinq à quatre ans à raison de 25% par an ;

- permettre aux marocains résidant à l'étranger d'acquérir, à l'instar des étrangers non-résidents, les comptes convertibles à terme et utiliser les disponibilités en dirhams qui y sont logées pour la couverture de leurs dépenses de consommation ou d'investissement au Maroc. **(Circulaire de l'Office des Change n°1705 du 10 septembre 2004)**

**Bank Al-Maghrif - mise en circulation de pièces  
de monnaie commémoratives**

**Décret n° 2-04-698 du 1<sup>er</sup> septembre 2004** approuvant la mise en circulation de pièces de monnaie commémoratives de 1.000 dirhams en or pur à l'occasion du 41<sup>ème</sup> anniversaire de Sa Majesté le Roi Mohammed VI. **(B.O. n°5248 du 16 septembre 2004)**

Le pouvoir libératoire des pièces de monnaie commémoratives en or entre particuliers est fixé à 10.000 dirhams.

**Décret n° 2-04-699 du 1<sup>er</sup> septembre 2004** approuvant la mise en circulation de pièces de monnaie commémoratives de 250 dirhams en or pur et en argent à l'occasion de la Journée mondiale des personnes handicapées.

**Décret n° 2-04-700 du 1<sup>er</sup> septembre 2004** approuvant la mise en circulation de pièces de monnaie commémoratives de 250 dirhams en or pur et en argent à l'occasion du cinquième anniversaire de l'intronisation de Sa Majesté le Roi. **(B.O. n°5248 du 16 septembre 2004)**

Le pouvoir libératoire des pièces de monnaie commémoratives en or et en argent entre particuliers est fixé à 2.500 dirhams.

**Banque centrale populaire - autorisation de prise de participation  
dans le capital de la société anonyme « Centre monétique  
interbancaire »**

**Décret n° 2-04-695 du 1<sup>er</sup> septembre 2004** autorisant la prise de participation de 13,24% par la Banque centrale populaire dans le capital de la société anonyme " Centre monétique interbancaire". **(B.O. n°5248 du 16 septembre 2004)**

Les principaux objectifs du CMI sont :

- le développement des services monétiques au Maroc ;
- la mutualisation des moyens des banques dans la perspective de mettre en place un système d'acquisition de paiement efficace et rentable ;
- le développement des fonctions de paiement et de retrait au niveau national ;
- la possibilité de permettre aux banques de se concentrer sur le développement du volet émission ;
- l'interopérabilité complète entre les banques pour toutes les opérations monétiques.

### **Société « Crédor » – nouvel agrément**

**Arrêté du ministre des finances et de la privatisation n° 1396-04 du 29 juillet 2004** portant nouvel agrément, en qualité de société de financement, de la société " Crédor ". **(B.O. n°5248 du 16 septembre 2004)**

La société " Crédor ", dont le siège social est sis au n° 155, boulevard d'Anfa à Casablanca, est agréée en qualité de société de financement pour effectuer les opérations de crédit à la consommation et à continuer à exercer son activité après la prise du contrôle de son capital par la société " Wafasalaf ".

### **Société « Attijari Cetelem » – nouvel agrément**

**Arrêté du ministre de finances et de la privatisation n° 1397-04 du 29 juillet 2004** portant nouvel agrément, en qualité de société de financement, de la société " Attijari Cetelem ". **(B.O. n°5248 du 16 septembre 2004)**

La société " Attijari Cetelem ", dont le siège social est sis au n°2, boulevard Moulay Youssef à Casablanca, est agréée en qualité de société de financement pour effectuer des opérations de crédit à la consommation, la location avec option d'achat (LOA) et à continuer à exercer son activité après la prise de son contrôle par " Cetelem France " et au transfert de son siège social au 30, avenue des FAR à Casablanca.

## **PÊCHE**

### **Algues marines - conditions de pêche et de ramassage dans certaines zones maritimes du littoral atlantique**

**Arrêté du ministre de l'agriculture, du développement rural et des pêches maritimes n° 1511-04 du 6 août 2004** réglementant la pêche et le ramassage des algues marines dans certaines zones maritimes du littoral atlantique. **(B.0. n°5248 du 16 septembre 2004)**

## **POPULATION**

### **Recensement général de la population et de l'habitat**

**Décret n° 2-04-406 du 6 août 2004** relatif à la rétribution des participants à la préparation et à la réalisation du recensement général de la population et de l'habitat. **(B.0. n°5240 du 19 août 2004)**

## **PRIX**

### **Prix de vente au public de tabacs manufacturés**

**Arrêté du ministre de finances et de la privatisation n° 1382-04 du 22 juillet 2004** relatif à la fixation de vente au public des tabacs manufacturés. **(B.0. n°5236 du 5 août 2004)**

### **Combustibles liquides et butane - prix de reprise en raffinerie et de vente**

**Arrêté du ministre de l'énergie et des mines n° 1616-04 du 1<sup>er</sup> septembre 2004** modifiant l'arrêté n° 43-95 du 30 décembre 1994 relatif à la fixation du prix de reprise en raffinerie et de vente des combustibles liquides et du butane. **(B.0. n°5248 du 16 septembre 2004)**

Les prix de vente de base maxima au public du butane et des combustibles liquides sont fixés comme suit, à compter du 25 août 2004 :

butane :

- charges supérieures à 5 kg	3.333,33 DH/T
- charges inférieures à 5 kg	3.333,33 DH/T
- supercarburants	935,00 DH/HL
- essence ordinaire	895,00 DH/HL
- pétrole lampant	596,00 DH/HL
- gas-oil	596,00 DH/HL
- gas-oil 350	720,00 DH/HL
- fuel-oil n° 2	2.081,00 DH/T

fuel oil destiné à la production de l'énergie électrique d'une puissance supérieure à 10 M W 1.884,29 DH/T.

## **SALAIRES**

### **Revalorisation du salaire minimum dans les secteurs du tourisme, du textile, du cuir et des industries alimentaires**

**Arrêté du ministre de l'emploi et de la formation professionnelle n° 1392-04 du 5 août 2004** fixant la date d'application de la revalorisation du salaire minimum dans certains secteurs qui connaissent des difficultés particulières. **(B.O. n°5248 du 16 septembre 2004)**

Le salaire minimum horaire des ouvriers et employés des secteurs du tourisme, du textile, du cuir et des industries alimentaires est fixé à 9,66 dirhams à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2005.

## **TRANSPORT**

**Société « Atlas Blue » : autorisation d'exploiter des services aériens de transport public de passagers et de marchandises**

**Arrêté du ministre de l'équipement et du transport n° 1142-04 du 17 juin 2004** autorisant la société « Atlas Blue » : à exploiter des services aériens de transport public de passagers et de marchandises.  
**(B.O. n°5236 du 5 août 2004)**

## **STATISTIQUES**

# S O M M A I R E

	<b>Page</b>
<b>I. STATISTIQUES MONÉTAIRES .....</b>	<b>65</b>
1. Avoirs de Bank Al-Maghrib.....	67
2. Engagements de Bank Al-Maghrib .....	68
3. Avoirs des banques .....	69
4. Engagements des banques .....	70
5. Agrégats de monnaie .....	71
6. Agrégats de placements liquides .....	72
7. Contreparties de M 3 .....	73
8. Avoirs extérieurs nets .....	74
9. Créances sur l'État.....	75
10. Concours à l'économie .....	76
11. Agrégats de monnaie et de placements liquides (1982 - 2002).....	77
12. Contreparties de M 3 (1982 - 2002).....	78
13. Mouvements de fonds aux guichets de Bank Al-Maghrib .....	79
14. Mouvements des chambres de compensation.....	80
<b>II. LIQUIDITÉ BANCAIRE ET TAUX D'INTÉRÊT .....</b>	<b>81</b>
1. Évolution de la liquidité bancaire.....	83
2. Avances de Bank Al-Maghrib sur le marché monétaire .....	84
3. Taux d'intervention de Bank Al-Maghrib sur le marché monétaire .....	86
4. Taux du marché monétaire interbancaire .....	87
5. 1 Taux des dépôts chez les banques .....	88
5. 2 Taux des dépôts chez la Caisse d'épargne nationale .....	88
5. 3 Taux des bons du Trésor émis dans le public .....	88
5. 4 Taux créditeur moyen pondéré des dépôts à 6 mois et 1 an .....	89
5. 5 Taux moyen pondéré des bons du Trésor émis par adjudication .....	90
5. 6 Taux des bons et obligations émis sur le marché obligataire .....	90
5. 7 Taux d'intérêt offerts sur les titres de créances négociables .....	91
6. 1 Taux de base bancaires .....	92
6. 2 Taux débiteurs bancaires minimums et maximums .....	93
6. 3 Taux maximum des intérêts conventionnels des établissements de crédit .....	94
7. Taux des concours de Bank Al-Maghrib à l'État .....	94
<b>III. SOCIÉTÉS DE FINANCEMENT .....</b>	<b>95</b>
1. Emplois et ressources des sociétés de crédit à la consommation .....	97
2. Emplois et ressources des sociétés de crédit-bail .....	98
<b>IV. ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS .....</b>	<b>99</b>
1. Indicateurs d'activité des OPCVM .....	101
2. Emplois et ressources consolidés du "groupe C.D.G." .....	102
3. Évolution des dépôts à la Caisse d'épargne nationale.....	103
4. Bilan des entreprises d'assurance et de réassurance.....	104

<b>V. MARCHÉ DES CAPITAUX .....</b>	<b>105</b>
1. Prêts et emprunts sur le marché monétaire interbancaire .....	107
2. Encours des titres de créances négociables .....	108
3. Indicateurs boursiers .....	109
<b>VI. FINANCES PUBLIQUES .....</b>	<b>111</b>
1. Recettes, dépenses et couverture du besoin de financement du Trésor.....	113
2. Recettes, dépenses et couverture du besoin de financement du Trésor par nature d'opérations .....	114
3. Encours de la dette publique directe.....	116
<b>VII. INDICES DES PRIX .....</b>	<b>117</b>
1. Indice des prix à la production : Industries manufacturières .....	119
2. Indice des prix à la production : Industries extractives.....	120
3. Indice des prix à la production : Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau.....	121
4. Indice du coût de la vie (385 articles).....	122
<b>VIII. PRODUCTION .....</b>	<b>123</b>
1. Indice de la production : Mines et énergie.....	125
2. Indice de la production : Industries de transformation.....	126
3. Production minière .....	127
4. Production énergétique.....	127
5. Balance énergétique.....	127
6. Production de céréales et superficies cultivées .....	128
7. Production d'autres produits agricoles.....	128
8. Pêches maritimes.....	128
7. L'activité touristique.....	129
<b>IX. COMMERCE EXTÉRIEUR.....</b>	<b>131</b>
1. Balance commerciale.....	133
2. Importations par groupes de produits .....	134
3. Importations par principaux produits .....	135
4. Exportations par groupes de produits .....	138
5. Exportations par principaux produits .....	139
6. Répartition géographique des échanges.....	143
<b>X. BALANCE DES PAIEMENTS AVEC L'ÉTRANGER .....</b>	<b>145</b>
<b>XI. COURS DE CHANGE .....</b>	<b>149</b>
1. Cours de change des devises cotées par Bank Al-Maghrib.....	151
<b>XII. COMPTES DE LA NATION .....</b>	<b>153</b>
1. Produit intérieur brut par branches d'activité économique (prix constants) .....	155
2. Produit intérieur brut par branches d'activité économique (prix courants).....	155
3. Compte de biens et services (prix courants) .....	156
4. Revenu national brut disponible et son affectation (prix courants).....	157
5. Compte de capital de la Nation (prix courants).....	157

## **I - STATISTIQUES MONÉTAIRES**

I - 1 - AVOIRS DE BANK AL-MAGHRIB

(en millions de dirhams)

Date	Avoirs extérieurs (1)	Concours financiers à l'État				Comptes courants postaux	Opérations de crédit					Bons du Trésor acquis sur le marché secondaire	Emploi du capital et des réserves	Divers	Total général	
		Avances conventionnelles	Facilités de caisse	Mobilisation de traites douanières et d'obligations cautionnées	Total		Avances			Effets en cours de recouvrement (II)	dont : Chèques présentés par le Trésor et pris à l'escompte					
							Avances aux banques	Autres avances	Total (I)							
1998 Déc.	43 435	9 691	8 583	-	18 274	28	3 381	7 390	10 771	1 881	1 767	12 652	-	2 542	1 099	78 030
1999 Déc.	59 710	5 500	7 722	-	13 222	27	1 346	7 192	8 538	735	688	9 273	-	2 540	1 742	86 514
2000 Déc.	53 544	5 500	8 250	-	13 750	33	7 161	7 471	14 632	1 532	1 450	16 164	1 606	2 678	1 817	89 592
2001 Déc.	100 191	5 500	636	-	6 136	26	7	8 311	8 311	1 591	1 527	9 902	-	2 787	2 286	121 328
2002 Déc.	105 299	5 500	-	-	5 500	38	1	9 748	9 748	1 265	1 200	11 013	-	2 725	2 483	127 058
2003 Janv.	104 465	5 500	-	970	6 470	27	3	9 739	9 742	860	764	10 602	-	2 735	2 286	126 585
Fév.	102 919	5 500	-	894	6 394	-	1 140	9 747	10 887	945	867	11 832	-	2 737	4 147	128 029
Mars	103 480	5 500	-	-	5 500	-	1	9 747	9 748	1 497	1 436	11 245	-	2 737	2 277	125 239
Avril	102 840	5 500	-	-	5 500	-	2 814	9 747	12 561	614	562	13 175	-	2 610	1 153	125 278
Mai	104 542	5 500	-	-	5 500	-	1 700	9 747	11 447	1 173	1 107	12 620	-	2 612	1 136	126 410
Juin	104 747	5 500	-	-	5 500	-	32	9 747	9 779	1 339	1 279	11 118	-	2 619	1 351	125 335
Juil.	121 618	5 500	-	-	5 500	-	10	12 080	12 090	912	796	13 002	-	2 623	778	143 521
Août	126 372	5 500	-	-	5 500	-	3	11 477	11 480	741	644	12 221	-	2 627	758	147 478
Sept.	125 193	5 500	-	-	5 500	-	0	11 477	11 477	1 685	1 629	13 162	-	2 631	952	147 438
Oct.	123 460	5 500	-	-	5 500	-	28	11 477	11 505	1 024	971	12 529	-	2 640	951	145 080
Nov.	123 390	5 500	-	-	5 500	-	2	11 477	11 479	488	416	11 967	-	2 642	1 012	144 511
Déc.	123 534	5 500	-	-	5 500	-	0	11 477	11 477	1 189	1 116	12 666	-	2 646	2 056	146 402
2004 Janv.	123 146	5 500	-	-	5 500	-	4	11 477	11 481	888	810	12 369	-	2 648	1 791	145 454
Fév.	125 059	5 500	-	-	5 500	-	-	11 477	11 477	631	559	12 108	-	2 651	1 667	146 985
Mars	126 707	5 500	-	-	5 500	-	-	11 477	11 477	1 867	1 813	13 344	-	2 658	1 728	149 937
Avril	125 957	5 500	-	-	5 500	-	1	11 177	11 178	656	611	11 834	-	2 527	811	146 629
Mai	127 497	5 500	-	-	5 500	-	-	11 177	11 177	1 083	1 030	12 260	-	2 584	769	148 610
Juin	127 968	5 500	-	-	5 500	-	3	11 177	11 180	973	903	12 153	-	2 588	935	149 144
Juil.	129 049	5 500	-	417	5 917	-	1	11 177	11 178	827	753	12 005	-	2 592	803	150 366
Août	135 586	5 500	-	-	5 500	-	-	11 177	11 177	949	875	12 126	-	2 612	639	156 463
Sept.	134 929	5 500	-	-	5 500	-	3	11 177	11 180	1 324	1 259	12 504	-	2 622	859	156 414

(1) Avoirs en or, droits de tirage spéciaux, devises convertibles et accords de paiement.

Source : Bank Al-Maghrib.

**I - 2 - ENGAGEMENTS DE BANK AL-MAGHRIB**

(en millions de dirhams)

Date	Billets et monnaies en circulation	Engagements en devises			Dépôts et autres engagements				Allocations de droits de tirage spéciaux	Capital et réserves	Divers	Total général	
		Engagements envers l'étranger <sup>(1)</sup>	Compte de dépôt en devises des banques	Total	dont :								
					Compte courant du Trésor <sup>(2)</sup>	Comptes des banques	Comptes de reprise de liquidités	Comptes des particuliers					
1998 Déc.	53 247	725	742	1 467	14 001	1	11 451	-	2 384	434	4 791	4 090	78 030
1999 Déc.	60 067	826	2 323	3 149	14 107	1	11 064	-	2 989	434	4 891	3 866	86 514
2000 Déc.	61 444	893	2 162	3 055	15 629	1	13 766	-	1 789	434	5 021	4 009	89 592
2001 Déc.	69 595	927	3 257	4 184	33 116	10 001	16 535	4 000	2 569	434	5 166	8 833	121 328
2002 Déc.	73 171	809	142	951	36 596	10 517	22 828	-	3 245	434	5 324	10 582	127 058
2003 Janv.	73 413	781	-	781	35 782	9 172	23 885	-	2 719	434	5 324	10 851	126 585
Fév.	74 505	821	-	821	36 254	8 372	24 130	-	3 745	434	5 324	10 691	128 029
Mars	73 830	778	-	778	33 837	7 157	22 593	-	3 592	434	5 324	11 036	125 239
Avril	73 923	1 020	-	1 020	34 521	6 339	24 871	-	3 303	434	5 369	10 011	125 278
Mai	73 658	1 783	-	1 783	35 712	10 969	22 694	-	2 003	434	5 369	9 454	126 410
Juin	74 592	769	-	769	34 565	8 834	23 982	-	1 739	434	5 369	9 606	125 335
Juil.	78 859	4 079	-	4 079	44 887	17 511	25 273	-	2 095	434	5 369	9 893	143 521
Août	80 933	3 940	-	3 940	47 661	17 306	28 921	-	1 413	434	5 369	9 141	147 478
Sept.	78 448	2 542	-	2 542	50 531	17 294	28 674	2 850	1 380	434	5 369	10 114	147 438
Oct.	78 091	1 233	-	1 233	50 039	14 417	29 469	4 750	1 398	434	5 369	9 914	145 080
Nov.	78 849	1 132	-	1 132	48 736	14 144	30 083	2 900	1 603	434	5 369	9 991	144 511
Déc.	78 505	1 183	-	1 183	49 914	12 996	30 500	5 200	1 194	434	5 369	10 997	146 402
2004 Janv.	83 333	1 225	-	1 225	44 325	13 072	29 842	300	1 106	434	5 369	10 768	145 454
Fév.	79 962	1 185	-	1 185	49 171	15 650	30 424	1 000	2 092	434	5 369	10 864	146 985
Mars	78 994	1 309	-	1 309	52 741	15 533	29 779	5 050	1 903	434	5 369	11 090	149 937
Avril	79 506	1 270	-	1 270	51 279	16 911	30 083	2 350	1 931	434	5 415	8 725	146 629
Mai	78 791	1 365	-	1 365	53 673	17 498	30 328	3 920	1 922	434	5 415	8 932	148 610
Juin	79 502	1 607	-	1 607	53 037	16 226	32 471	2 030	2 305	434	5 415	9 149	149 144
Juil.	83 785	1 585	-	1 585	49 882	13 798	34 029	210	1 840	434	5 415	9 265	150 366
Août	85 872	1 508	-	1 508	53 632	17 599	25 240	8 930	1 857	434	5 415	9 602	156 463
Sept.	83 242	1 596	-	1 596	55 831	14 826	29 895	9 416	1 689	434	5 415	9 896	156 414

(1) Engagements en devises convertibles, comptes des organismes internationaux et accords de paiement.

(2) Y compris le compte courant du Fonds HASSAN II pour le développement économique et social.

Source : Bank Al-Maghrib.

I - 3 - AVOIRS DES BANQUES

(en millions de dirhams)

Date	Valeurs en caisse et avoirs liquides				Avoirs auprès des banques et prêts aux banques	Correspondants étrangers et assimilés	Portefeuille de bons du Trésor et fonds d'État	Crédits à l'économie	Portefeuille de titres de placement autres que les fonds d'État				Portefeuille de titres de participation et emplois assimilés	Immobilisations	Excédent des emplois divers sur les ressources diverses	Total	
	dont :			dont :													
	Billets étrangers et chèques en devises	Dépôts en dirhams auprès de Bank Al-Maghrib	Dépôts auprès du Trésor et du Service des chèques postaux	Certificats de dépôts acquis par les banques					Titres émis par les entreprises non bancaires	Bons et obligations souscrits par les banques <sup>(1)</sup>	Bons des sociétés de financement détenus par les banques						
1998 Déc.	13 937	( 377)	(10 682)	( 180)	3 896	4 215	58 434	167 602	8 345	(2 075)	( 893)		8 216	9 377	-	274 022	
1999 Déc.	17 558	( 343)	(11 858)	( 115)	3 471	4 469	54 802	183 531	9 657	(2 239)	(2 241)	(5 044)	( 133)	10 110	9 779	-	293 377
2000 Déc.	19 658	( 582)	(13 467)	( 96)	5 326	5 774	61 633	199 138	8 543	(1 751)	( 977)	(5 377)	( 438)	10 605	10 273	-	320 950
2001 Déc.	29 070	( 761)	(20 528)	( 843)	3 241	5 805	72 318	207 013	10 782	(1 809)	( 621)	(7 339)	(1 013)	12 019	10 854	-	351 102
2002 Déc.	29 777	( 498)	(23 330)	(1 744)	3 776	8 532	75 179	214 284	11 167	(1 447)	(1 525)	(7 530)	( 665)	13 413	11 384	-	367 512
2003 Janv.	28 770	( 491)	(22 944)	(1 749)	3 538	9 021	74 103	215 220	11 834	(1 448)	(1 966)	(7 656)	( 764)	13 385	11 384	-	367 255
Fév.	29 918	( 437)	(24 026)	(1 445)	3 342	8 830	75 585	215 610	11 790	(1 376)	(1 970)	(7 679)	( 765)	13 300	11 154	-	369 529
Mars	28 921	( 403)	(22 937)	(1 617)	3 375	9 110	78 764	216 037	11 903	(1 392)	(2 069)	(7 742)	( 700)	13 321	10 940	416	372 787
Avril	29 679	( 340)	(25 008)	( 476)	3 131	9 313	79 433	219 831	11 938	(1 366)	(2 072)	(7 795)	( 705)	12 960	11 036	-	377 321
Mai	27 557	( 260)	(23 231)	( 472)	3 709	8 919	76 958	220 004	12 262	(1 336)	(2 423)	(7 759)	( 744)	12 922	11 142	-	373 473
Juin	27 763	( 308)	(23 373)	( 253)	4 701	8 072	75 110	221 496	12 592	(1 331)	(2 655)	(7 738)	( 868)	13 012	11 138	-	373 884
Juil.	30 898	( 869)	(25 542)	( 367)	5 578	8 560	73 620	225 964	12 464	(1 406)	(2 340)	(7 772)	( 946)	13 100	11 294	-	381 478
Août	35 545	( 601)	(28 989)	(1 175)	3 791	7 136	73 513	225 672	11 911	(1 289)	(2 370)	(7 336)	( 916)	13 184	11 347	-	382 099
Sept.	37 555	( 342)	(31 245)	(1 791)	2 211	8 881	74 198	222 778	11 895	(1 286)	(2 326)	(7 377)	( 906)	13 229	11 407	-	382 154
Oct.	40 644	( 363)	(34 769)	(1 750)	2 166	9 856	73 110	225 242	11 903	(1 286)	(2 335)	(7 376)	( 906)	13 262	11 490	-	387 673
Nov.	39 632	( 408)	(33 329)	(1 862)	2 249	10 875	75 999	225 206	11 859	(1 219)	(2 347)	(7 386)	( 907)	13 200	11 541	-	390 561
Déc.	40 448	( 345)	(35 826)	( 657)	3 495	8 368	76 466	231 270	10 964	( 295)	(2 372)	(7 408)	( 889)	14 902	11 532	-	397 445
2004 Janv.	34 238	( 425)	(29 638)	( 587)	5 133	9 296	77 755	230 222	10 997	( 295)	(2 267)	(7 496)	( 939)	14 838	11 408	-	393 887
Fév.	38 081	( 333)	(31 918)	(2 500)	4 166	10 914	76 424	231 865	10 972	( 295)	(2 229)	(7 504)	( 944)	15 002	11 229	-	398 653
Mars	41 660	( 255)	(34 999)	(2 864)	3 024	8 917	76 083	231 420	11 464	( 295)	(2 694)	(7 511)	( 964)	14 500	11 160	-	398 228
Avril	38 782	( 290)	(32 012)	(3 059)	3 758	10 755	71 692	234 074	11 564	( 295)	(2 731)	(7 575)	( 963)	14 528	10 939	-	396 092
Mai	41 874	( 300)	(34 640)	(3 274)	4 584	12 068	74 969	234 616	11 495	( 295)	(2 689)	(7 579)	( 932)	14 587	10 989	-	405 182
Juin	41 568	( 279)	(34 483)	(3 204)	4 667	10 704	71 686	239 659	11 457	( 295)	(2 684)	(7 583)	( 895)	19 987	10 892	-	410 620
Juil.	41 560	( 679)	(33 812)	(3 334)	5 039	9 713	69 404	242 587	11 531	( 295)	(2 583)	(7 585)	(1 068)	20 061	11 002	-	410 897
Août	40 922	( 598)	(34 709)	( 846)	5 407	8 108	72 517	242 031	11 902	( 295)	(2 918)	(7 642)	(1 047)	21 512	10 568	-	412 967
Sept.	44 332	( 293)	(39 732)	( 256)	7 494	9 581	71 828	243 245	11 812	( 295)	(2 738)	(7 705)	(1 074)	21 631	11 011	-	420 934

(1) Il s'agit des bons et obligations de la B.N.D.E. , du C.I.H. de la C.N.C.A. et du F.E.C.

Source : Bank Al-Maghrib.

I - 4 - ENGAGEMENTS DES BANQUES

(en millions de dirhams)

Date	Comptes créditeurs à vue en dirhams de la clientèle					Comptes sur carnets	Comptes à terme et bons à échéance fixe	Certificats de dépôts	dont: Souscriptions des entreprises non financières et des particuliers	Comptes créditeurs à vue et à terme en devises de la clientèle	Engagements des banques auprès des autres banques	Emprunts nets auprès des organismes financiers	Correspondants étrangers et assimilés	Emprunts obligataires en dirhams	Emprunts extérieurs à long terme	Recours auprès de Bank Al-Maghrib	Provisions	Fonds propres	Excédent des ressources diverses sur les emplois divers	Total
	Comptes de chèques (1)	dont : (Comptes des M.R.E.) (2)	Comptes courants	Autres dépôts	Total															
1998 Déc.	57 821	(22 461)	27 053	5 718	90 592	24 193	64 504	4 807	(610)	1 082	9 234	529	3 194	13 817	13 716	3 381	12 944	26 937	5 092	274 022
1999 Déc.	63 366	(24 376)	29 447	7 302	100 115	27 348	68 616	5 813	(773)	1 316	8 449	1 470	3 289	13 203	14 653	1 346	14 916	29 106	3 737	293 377
2000 Déc.	72 166	(26 619)	31 140	9 827	113 133	29 032	75 392	5 642	(889)	431	10 107	2 380	3 891	11 808	13 083	7 161	17 316	29 480	2 094	320 950
2001 Déc.	85 607	(32 819)	37 181	10 445	133 233	33 005	83 318	4 967	(976)	641	10 547	2 329	3 240	10 212	12 035	7	22 037	32 574	2 957	351 102
2002 Déc.	98 105	(36 911)	39 936	9 878	147 919	35 785	82 528	3 532	( 809)	527	11 422	3 836	2 213	8 240	11 659	1	24 468	32 730	2 652	367 512
2003 Janv.	98 558	(37 082)	36 006	9 154	143 718	36 086	83 738	3 532	( 806)	485	11 585	4 017	2 009	7 740	12 568	3	24 569	32 488	4 717	367 255
Fév.	99 928	(38 235)	36 467	10 726	147 121	36 398	83 022	3 532	( 806)	506	11 719	3 064	2 257	7 667	12 534	1 140	25 326	32 597	2 646	369 529
Mars	100 768	(37 768)	36 930	12 442	150 140	36 540	82 464	3 475	( 806)	494	12 398	5 357	2 324	7 904	12 364	1	26 717	32 609	-	372 787
Avril	102 088	(37 587)	36 326	10 025	148 439	36 694	81 586	3 297	( 808)	1 005	13 152	5 679	2 281	8 342	12 493	2 814	27 772	32 285	1 482	377 321
Mai	102 711	(38 426)	35 860	10 733	149 304	36 834	81 596	3 199	( 807)	1 282	12 175	2 178	1 973	8 197	12 233	1 700	27 940	31 676	3 186	373 473
Juin	104 403	(39 560)	39 323	9 169	152 195	36 978	81 030	3 169	( 777)	927	13 248	1 607	2 088	8 030	11 146	32	27 803	31 436	4 195	373 884
Juil.	107 508	(40 961)	39 787	10 207	157 502	37 291	79 928	3 201	( 757)	997	14 113	3 781	2 383	7 851	11 156	10	28 199	31 704	3 362	381 478
Août	108 568	(40 906)	39 591	11 309	159 468	37 652	80 190	3 200	( 732)	941	12 756	2 564	2 253	7 124	11 204	3	28 247	31 704	4 793	382 099
Sept.	107 841	(39 841)	40 081	10 985	158 907	38 200	81 878	3 200	( 732)	881	11 373	2 330	3 191	6 992	11 072	1	28 503	31 709	3 917	382 154
Oct.	107 539	(39 939)	39 879	12 480	159 898	38 779	84 605	3 195	( 731)	982	11 566	2 757	2 081	6 885	11 031	28	28 486	31 987	5 393	387 673
Nov.	108 495	(40 461)	40 143	11 200	159 838	39 167	83 779	3 130	( 698)	892	12 343	5 068	2 737	6 832	11 612	2	28 313	31 983	4 865	390 561
Déc.	109 515	(40 252)	46 039	10 900	166 454	39 647	87 145	2 204	( 215)	881	12 633	1 558	2 722	6 702	10 814	0	29 235	32 482	4 968	397 445
2004 Janv.	109 087	(40 564)	39 811	9 437	158 335	40 173	87 402	2 204	( 215)	843	15 122	2 938	3 203	6 687	10 822	4	29 598	32 593	3 963	393 887
Fév.	111 278	(41 269)	40 860	10 299	162 437	40 834	86 961	2 204	( 215)	779	13 480	580	3 917	6 630	11 011	0	30 872	32 678	6 270	398 653
Mars	111 881	(41 267)	43 139	12 334	167 354	41 257	86 093	1 465	( 215)	741	12 242	2 249	3 306	6 258	9 763	0	33 073	30 525	3 902	398 228
Avril	113 154	(42 030)	41 801	10 610	165 565	41 646	83 785	1 465	( 215)	715	13 212	1 583	4 195	6 129	10 035	1	33 386	30 563	3 812	396 092
Mai	113 894	(42 559)	44 095	12 357	170 346	41 832	84 238	1 465	( 215)	681	13 940	4 051	2 903	6 042	9 942	0	33 498	31 106	5 138	405 182
Juin	116 618	(43 800)	46 359	11 721	174 698	41 471	82 248	1 465	( 215)	690	14 950	2 866	3 467	6 492	9 903	3	35 332	35 891	1 144	410 620
Juil.	119 481	(45 739)	44 474	12 929	176 884	41 815	81 554	1 465	( 214)	711	15 584	2 333	3 433	6 445	9 899	1	34 521	35 942	310	410 897
Août	120 997	(45 258)	45 990	10 650	177 637	42 248	81 503	1 015	( 14)	803	14 905	3 537	2 845	6 318	9 003	0	34 243	35 947	2 963	412 967
Sept.	120 369	(44 604)	46 646	14 399	181 414	42 686	81 083	958	( 14)	772	16 956	1 662	3 453	5 809	8 750	3	33 815	36 085	7 488	420 934

(1) A partir de janvier 2000, les comptes de chèques et les comptes courants sont regroupés dans un compte intitulé "comptes de chèques et comptes courants".

(2) M.R.E. : Marocains résidant à l'étranger.

Source : Bank Al-Maghrib.

I - 5 - AGRÉGATS DE MONNAIE

(en millions de dirhams)

Date	Agrégat M 3													
	Agrégat M 2													
	Agrégat M 1											M 2 = M 1 + Placements à vue	Placements à terme <sup>(1)</sup>	M 3 = M 2 + Placements à terme
	Monnaie fiduciaire	Monnaie scripturale					M 1 = monnaie fiduciaire + monnaie scripturale	Placements à vue		Total				
Comptes créditeurs à vue auprès de Bank Al- Maghrib		Comptes créditeurs à vue auprès des banques	Comptes créditeurs à vue auprès du Service des chèques postaux	Comptes créditeurs à vue auprès de la Trésorerie générale	Total	Comptes sur carnets auprès des banques		Comptes sur livrets auprès de la Caisse d'épargne nationale						
1998 Déc.	50 644	2 384	90 592	2 122	4 530	99 628	150 272	24 193	5 330	29 523	179 795	65 114	244 909	
1999 Déc.	56 713	2 989	100 115	2 205	5 506	110 815	167 528	27 348	5 721	33 069	200 597	69 389	269 986	
2000 Déc.	58 169	1 789	113 133	2 486	5 686	123 094	181 263	29 032	6 208	35 240	216 503	76 281	292 784	
2001 Déc.	66 025	2 569	133 233	2 599	5 686	144 087	210 112	33 005	6 576	39 581	249 693	84 294	333 987	
2002 Déc.	69 556	3 245	147 919	2 672	5 686	159 522	229 078	35 785	7 312	43 097	272 175	83 337	355 512	
2003 Janv.	70 172	2 719	143 718	2 721	5 686	154 844	225 016	36 086	7 377	43 463	268 479	84 544	353 023	
Fév.	70 885	3 745	147 121	2 766	5 686	159 318	230 203	36 398	7 431	43 829	274 032	83 828	357 860	
Mars	70 264	3 592	150 140	2 936	5 686	162 354	232 618	36 540	7 488	44 028	276 646	83 270	359 916	
Avril	70 392	3 303	148 439	2 878	5 686	160 306	230 698	36 694	7 555	44 249	274 947	82 394	357 341	
Mai	70 246	2 003	149 304	2 902	5 686	159 895	230 141	36 834	7 550	44 384	274 525	82 403	356 928	
Juin	70 937	1 739	152 195	2 842	5 686	162 462	233 399	36 978	7 810	44 788	278 187	81 807	359 994	
Juil.	74 970	2 095	157 502	2 834	5 686	168 117	243 087	37 291	7 835	45 126	288 213	80 685	368 898	
Août	76 671	1 413	159 468	2 785	5 686	169 352	246 023	37 652	7 874	45 526	291 549	80 922	372 471	
Sept.	74 587	1 380	158 907	2 217	5 686	168 190	242 777	38 200	7 941	46 141	288 918	82 610	371 528	
Oct.	74 525	1 398	159 898	2 873	5 686	169 855	244 380	38 779	8 015	46 794	291 174	85 336	376 510	
Nov.	74 998	1 603	159 838	2 995	5 686	170 122	245 120	39 167	8 059	47 226	292 346	84 477	376 823	
Déc.	74 890	1 194	166 454	2 913	5 686	176 247	251 137	39 647	8 196	47 843	298 980	87 360	386 340	
2004 Janv.	79 620	1 106	158 335	2 939	5 686	168 066	247 686	40 173	8 236	48 409	296 095	87 617	383 712	
Fév.	76 578	2 092	162 437	2 972	5 686	173 187	249 765	40 834	8 392	49 226	298 991	87 176	386 167	
Mars	75 429	1 903	167 354	2 880	5 686	177 823	253 252	41 257	8 691	49 948	303 200	86 308	389 508	
Avril	76 141	1 931	165 565	2 808	5 686	175 990	252 131	41 646	8 779	50 425	302 556	84 000	386 556	
Mai	75 091	1 922	170 346	2 893	5 686	180 847	255 938	41 832	8 842	50 674	306 612	84 453	391 065	
Juin	75 829	2 305	174 698	2 901	5 686	185 590	261 419	41 471	8 901	50 372	311 791	82 463	394 254	
Juil.	80 114	1 840	176 884	2 831	5 686	187 241	267 355	41 815	8 945	50 760	318 115	81 768	399 883	
Août	81 447	1 857	177 637	2 858	5 686	188 038	269 485	42 248	9 023	51 271	320 756	81 517	402 273	
Sept.	79 420	1 689	181 414	2 775	5 686	191 564	270 984	42 686	9 023	51 709	322 693	81 097	403 790	

(1) Comptes à terme et bons à échéance fixe auprès des banques et certificats de dépôts souscrits par les particuliers et les entreprises non financières.

Source : Bank Al-Maghrib.

I - 6 - AGRÉGATS DE PLACEMENTS LIQUIDES <sup>(\*)</sup>

(en millions de dirhams)

Date	Agrégat PL 1					Agrégat PL 2		Agrégat PL 3		Total Agrégats PL
	Bons du Trésor à 6 mois	Bons du Trésor négociables (1)	Billets de Trésorerie	Bons émis par les sociétés de financement	Total	Titres émis par les OPCVM obligations	Total	Titres émis par les OPCVM actions et les OPCVM diversifiés	Total	
1998 Déc.	7 767	10 496	-	225	18 488	9 154	9 154	6 590	6 590	34 232
1999 Déc.	7 019	8 171	-	108	15 298	18 630	18 630	5 423	5 423	39 351
2000 Déc.	3 988	7 307	-	125	11 420	12 722	12 722	3 214	3 214	27 356
2001 Déc.	9 407	4 238	-	261	13 906	17 111	17 111	1 936	1 936	32 953
2002 Déc.	2 554	5 873	4	408	8 839	29 696	29 696	1 247	1 247	39 782
2003 Janv.	2 318	5 657	4	409	8 388	32 094	32 094	1 359	1 359	41 841
Fév.	2 177	5 045	18	563	7 803	31 621	31 621	1 368	1 368	40 792
Mars	2 028	7 790	43	562	10 423	31 352	31 352	1 292	1 292	43 067
Avril	2 208	4 335	43	562	7 148	32 466	32 466	1 327	1 327	40 941
Mai	2 118	7 399	20	554	10 091	33 419	33 419	1 558	1 558	45 068
Juin	2 103	5 520	20	553	8 196	32 146	32 146	1 640	1 640	41 982
Juil.	2 280	5 807	20	671	8 778	31 758	31 758	1 612	1 612	42 148
Août	2 366	5 619	-	746	8 731	30 564	30 564	1 656	1 656	40 951
Sept.	2 777	5 380	-	779	8 936	32 469	32 469	1 688	1 688	43 093
Oct.	3 007	4 032	-	798	7 837	31 448	31 448	1 741	1 741	41 026
Nov.	3 152	4 013	-	798	7 963	31 940	31 940	1 745	1 745	41 648
Déc.	3 053	4 374	-	721	8 148	26 423	26 423	1 752	1 752	36 323
2004 Janv.	3 053	3 324	-	710	7 087	30 341	30 341	1 956	1 956	39 384
Fév.	3 053	5 426	-	712	9 191	30 918	30 918	2 225	2 225	42 334
Mars	3 053	5 555	-	720	9 328	32 827	32 827	2 353	2 353	44 508
Avril	3 053	4 068	-	723	7 844	34 976	34 976	2 426	2 426	45 246
Mai	3 053	2 185	-	723	5 961	35 889	35 889	2 345	2 345	44 195
Juin	3 053	2 141	-	723	5 917	34 615	34 615	2 392	2 392	42 924
Juil.	3 053	2 169	-	737	5 959	34 955	34 955	2 435	2 435	43 349
Août	3 053	2 169	-	729	5 951	36 234	36 234	2 506	2 506	44 691
Sept.	3 053	2 169	-	727	5 949	36 230	36 230	2 021	2 021	44 200

(\*) Souscriptions des entreprises non financières et des particuliers. Les agrégats PL sont classés par ordre de proximité décroissante avec la monnaie.

(1) Encours des emprunts nationaux, des bons de privatisation et des bons du Trésor émis par adjudications .

Source : Bank Al-Maghrib.

I - 7 - CONTREPARTIES DE M3

(en millions de dirhams)

Date	Avoirs extérieurs nets ( I )			Crédit intérieur à caractère monétaire ( II )											Total des contreparties de M3 ( I+II )	Solde des éléments divers <sup>(3)</sup>	Agrégat M3 (Pour mémoire)
				Crédit intérieur global								Ressources à caractère non monétaire (à déduire)					
	Créances sur l'État				Concours à l'économie				Total (A+B+C)								
	de Bank Al-Maghrib	des banques	Total	des entre-prises non financières et des particuliers <sup>(1)</sup>	Total (A)	de Bank Al-Maghrib	des banques	Total (B)		Contrepartie des avoirs en comptes auprès de la C.E.N. <sup>(2)</sup> (C)							
1998 Déc.	42 710	316	43 026	19 244	58 614	6 652	84 510	7 390	168 495	175 885	5 330	265 725	54 721	211 004	254 030	-9 121	244 909
1999 Déc.	58 884	207	59 091	13 405	54 917	7 711	76 033	7 192	185 905	193 097	5 721	274 851	58 611	216 240	275 331	-5 345	269 986
2000 Déc.	52 651	2 034	54 685	16 033	61 729	8 172	85 934	7 471	200 553	208 024	6 208	300 166	58 534	241 632	296 317	-3 533	292 784
2001 Déc.	99 264	2 685	101 949	-3 117	73 161	8 285	78 329	8 304	208 647	216 951	6 576	301 856	60 875	240 981	342 930	-8 943	333 987
2002 Déc.	104 490	6 290	110 780	-4 584	76 923	8 358	80 697	9 747	216 474	226 221	7 312	314 230	60 011	254 219	364 999	-9 487	355 512
2003 Janv.	103 684	7 018	110 702	-2 716	75 852	8 407	81 543	9 739	217 950	227 689	7 377	316 609	60 480	256 129	366 831	-13 808	353 023
Fév.	102 098	6 504	108 602	-1 916	77 030	8 452	83 566	9 747	218 345	228 092	7 431	319 089	60 671	258 418	367 020	-9 160	357 860
Mars	102 702	6 695	109 397	-1 026	80 381	8 622	87 977	9 747	218 806	228 553	7 488	324 018	64 554	259 464	368 861	-8 945	359 916
Avril	101 820	6 367	108 187	-1 082	79 909	8 564	87 391	9 747	222 608	232 355	7 555	327 301	66 457	260 844	369 031	-11 690	357 341
Mai	102 759	5 924	108 683	-5 167	77 430	8 588	80 851	9 747	223 171	232 918	7 550	321 319	61 973	259 346	368 029	-11 101	356 928
Juin	103 978	5 365	109 343	-2 860	75 363	8 528	81 031	9 747	225 019	234 766	7 810	323 607	59 683	263 924	373 267	-13 273	359 994
Juil.	117 539	6 049	123 588	-12 020	73 987	8 520	70 487	12 080	229 250	241 330	7 835	319 652	62 081	257 571	381 159	-12 261	368 898
Août	122 432	4 543	126 975	-11 967	74 688	8 471	71 192	11 477	228 958	240 435	7 874	319 501	60 233	259 268	386 243	-13 772	372 471
Sept.	122 651	5 151	127 802	-10 970	75 989	7 903	72 922	11 477	226 010	237 487	7 941	318 350	59 890	258 460	386 262	-14 734	371 528
Oct.	122 227	7 156	129 383	-8 751	74 860	8 559	74 668	11 477	228 483	239 960	8 015	322 643	60 301	262 342	391 725	-15 215	376 510
Nov.	122 258	7 654	129 912	-9 033	77 861	8 681	77 509	11 477	228 460	239 937	8 059	325 505	63 007	262 498	392 410	-15 587	376 823
Déc.	122 351	5 110	127 461	-7 185	77 123	8 599	78 537	11 477	234 531	246 008	8 196	332 741	58 774	273 967	401 428	-15 088	386 340
2004 Janv.	121 921	5 675	127 596	-7 567	78 342	8 625	79 400	11 477	233 428	244 905	8 236	332 541	60 807	271 734	399 330	-15 618	383 712
Fév.	123 874	6 551	130 425	-10 396	78 924	8 658	77 186	11 477	235 038	246 515	8 392	332 093	59 952	272 141	402 566	-16 399	386 167
Mars	125 398	5 125	130 523	-9 025	78 947	8 566	78 488	11 477	235 078	246 555	8 691	333 734	59 874	273 860	404 383	-14 875	389 508
Avril	124 687	6 135	130 822	-11 605	74 751	8 494	71 640	11 177	237 768	248 945	8 779	329 364	60 072	269 292	400 114	-13 558	386 556
Mai	126 132	8 784	134 916	-11 773	78 243	8 579	75 049	11 177	238 237	249 414	8 842	333 305	62 849	270 456	405 372	-14 307	391 065
Juin	126 361	6 826	133 187	-10 628	74 890	8 587	72 849	11 177	243 238	254 415	8 901	336 165	63 387	272 778	405 965	-11 711	394 254
Juil.	127 464	6 248	133 712	-7 933	72 738	8 517	73 322	11 177	246 238	257 415	8 945	339 682	61 856	277 826	411 538	-11 655	399 883
Août	134 078	5 058	139 136	-12 029	73 363	8 544	69 878	11 177	245 996	257 173	9 023	336 074	60 477	275 597	414 733	-12 460	402 273
Sept.	133 333	5 649	138 982	-8 872	72 084	8 461	71 673	11 177	247 057	258 234	9 023	338 930	56 921	282 009	420 991	-17 201	403 790

(1) Contrepartie des dépôts auprès de la Trésorerie générale et du Service des chèques postaux recensés dans la monnaie scripturale.

(2) Les ressources collectées par la Caisse d'épargne nationale sont déposées auprès de la C.D.G.

Elles ne peuvent faire l'objet d'une répartition entre les créances sur l'Etat et les concours à l'économie.

(3) Excédent des autres éléments du passif du système bancaire sur les éléments de son actif.

Source : Bank Al-Maghrib.

## I - 8 - AVOIRS EXTÉRIEURS NETS

(en millions de dirhams)

Date	Avoirs extérieurs nets de Bank Al-Maghrib											Avoirs extérieurs nets des banques			Total des avoirs extérieurs nets	
	Avoirs extérieurs bruts							Engagements extérieurs				Total ( I-II )	Avoirs extérieurs bruts (1)	Engagements extérieurs (2)		Total
	Or	Devises convertibles	D.T.S.	F.M.I. - Tranche de réserve	Souscription au capital du F.M.A.	devises inconvertibles	Total ( I )	Comptes des organismes internationaux	Autres engagements	Total ( II )						
1998 Déc.	1 950	40 407	30	761	269	18	43 435	194	531	725	42 710	4 592	4 276	316	43 026	
1999 Déc.	1 950	55 323	858	1 294	285	-	59 710	193	633	826	58 884	4 812	4 605	207	59 091	
2000 Déc.	1 955	48 742	1 268	1 294	285	-	53 544	194	699	893	52 651	6 356	4 322	2 034	54 685	
2001 Déc.	1 957	95 214	1 426	1 294	300	-	100 191	194	733	927	99 264	6 566	3 881	2 685	101 949	
2002 Déc.	1 960	100 516	1 244	1 294	285	-	105 299	202	607	809	104 490	9 030	2 740	6 290	110 780	
2003 Janv.	1 960	99 795	1 135	1 294	281	-	104 465	207	574	781	103 684	9 512	2 494	7 018	110 702	
Fév.	1 960	98 249	1 135	1 294	281	-	102 919	207	614	821	102 098	9 267	2 763	6 504	108 602	
Mars	1 960	98 818	1 129	1 294	279	-	103 480	207	571	778	102 702	9 513	2 818	6 695	109 397	
Avril	1 960	98 207	1 103	1 294	276	-	102 840	203	817	1 020	101 820	9 653	3 286	6 367	108 187	
Mai	1 960	100 009	1 008	1 294	271	-	104 542	203	1 580	1 783	102 759	9 179	3 255	5 924	108 683	
Juin	1 960	100 201	1 018	1 294	274	-	104 747	203	566	769	103 978	8 380	3 015	5 365	109 343	
Juil.	1 960	117 159	931	1 294	274	-	121 618	200	3 879	4 079	117 539	9 429	3 380	6 049	123 588	
Août	1 960	121 891	948	1 294	279	-	126 372	200	3 740	3 940	122 432	7 737	3 194	4 543	126 975	
Sept.	1 960	120 732	933	1 294	274	-	125 193	200	2 342	2 542	122 651	9 229	4 072	5 157	127 808	
Oct.	1 960	118 843	1 087	1 294	276	-	123 460	200	1 033	1 233	122 227	10 219	3 063	7 156	129 383	
Nov.	1 960	118 864	999	1 294	273	-	123 390	196	936	1 132	122 258	11 283	3 629	7 654	129 912	
Déc.	1 960	119 029	983	1 294	268	-	123 534	200	983	1 183	122 351	8 713	3 603	5 110	127 461	
2004 Janv.	1 960	118 631	991	1 294	270	-	123 146	201	1 024	1 225	121 921	9 721	4 046	5 675	127 596	
Fév.	1 960	120 540	994	1 294	271	-	125 059	198	987	1 185	123 874	11 247	4 696	6 551	130 425	
Mars	1 960	122 175	1 004	1 294	274	-	126 707	199	1 110	1 309	125 398	9 172	4 047	5 125	130 523	
Avril	1 960	121 499	931	1 294	273	-	125 957	199	1 071	1 270	124 687	11 045	4 910	6 135	130 822	
Mai	1 960	123 043	928	1 294	272	-	127 497	200	1 165	1 365	126 132	12 368	3 584	8 784	134 916	
Juin	1 960	123 510	931	1 294	273	-	127 968	200	1 407	1 607	126 361	10 983	4 157	6 826	133 187	
Juil.	1 960	124 590	932	1 294	273	-	129 049	195	1 390	1 585	127 464	10 392	4 144	6 248	133 712	
Août	1 960	131 185	874	1 294	273	-	135 586	195	1 313	1 508	134 078	8 706	3 648	5 058	139 136	
Sept.	1 960	130 546	860	1 294	269	-	134 929	195	1 401	1 596	133 333	9 874	4 225	5 649	138 982	

(1) Il s'agit des avoirs en devises des banques et de leurs dépôts en devises chez leurs correspondants étrangers.

Les dépôts des banques en devises auprès de Bank Al-Maghrib, qui constituent des créances sur un établissement résident, sont exclus de leurs avoirs extérieurs.

(2) Il s'agit essentiellement des comptes créditeurs des correspondants étrangers auprès des banques et des dépôts en devises de leur clientèle.

Source : Bank Al-Maghrib.

**I - 9 - CRÉANCES SUR L'ÉTAT**

(en millions de dirhams)

Date	Créances de Bank Al-Maghrib									Créances des banques				Total des entreprises non financières et des particuliers (3) (III)	Total des créances sur l'État (I+II+III)	
	Créances propres de Bank Al-Maghrib									Portefeuille d'effets publics			Total (II)			
	Avances à l'État (1)	Traites douanières et obligations cautionnées	Chèques présentés par le Trésor et pris à l'escompte	Dépôts de Bank Al-Maghrib auprès du Service des chèques postaux	Total brut	Avoirs liquides détenus par les comptables publics (2) (à déduire)	Total créances propres de Bank Al-Maghrib	Bons du Trésor acquis sur le marché secondaire	Total (I)	Bons du Trésor en comptes courants	Emprunts d'État	Total				Dépôts des banques auprès du Trésor
1998 Déc.	18 274	-	1 767	28	20 069	825	19 244	-	19 244	56 504	1 930	58 434	180	58 614	6 652	84 510
1999 Déc.	13 222	-	688	27	13 937	532	13 405	-	13 405	52 496	2 306	54 802	115	54 917	7 711	76 033
2000 Déc.	13 750	-	1 450	33	15 233	806	14 427	1 606	16 033	...	...	61 633	96	61 729	8 172	85 934
2001 Déc.	6 136	-	1 527	26	7 689	10 806	-3 117	-	-3 117	...	...	72 318	843	73 161	8 285	78 329
2002 Déc.	5 500	-	1 200	38	6 738	11 322	-4 584	-	-4 584	...	...	75 179	1 744	76 923	8 358	80 697
2003 Janv.	5 500	970	764	27	7 261	9 977	-2 716	-	-2 716	...	...	74 103	1 749	75 852	8 407	81 543
Fév.	5 500	894	867	-	7 261	9 177	-1 916	-	-1 916	...	...	75 585	1 445	77 030	8 452	83 566
Mars	5 500	-	1 436	-	6 936	7 962	-1 026	-	-1 026	...	...	78 764	1 617	80 381	8 622	87 977
Avril	5 500	-	562	-	6 062	7 144	-1 082	-	-1 082	...	...	79 433	476	79 909	8 564	87 391
Mai	5 500	-	1 107	-	6 607	11 774	-5 167	-	-5 167	...	...	76 958	472	77 430	8 588	80 851
Juin	5 500	-	1 279	-	6 779	9 639	-2 860	-	-2 860	...	...	75 110	253	75 363	8 528	81 031
Juil.	5 500	-	796	-	6 296	18 316	-12 020	-	-12 020	...	...	73 620	367	73 987	8 520	70 487
Août	5 500	-	644	-	6 144	18 111	-11 967	-	-11 967	...	...	73 513	1 175	74 688	8 471	71 192
Sept.	5 500	-	1 629	-	7 129	18 099	-10 970	-	-10 970	...	...	74 198	1 791	75 989	7 903	72 922
Oct.	5 500	-	971	-	6 471	15 222	-8 751	-	-8 751	...	...	73 110	1 750	74 860	8 559	74 668
Nov.	5 500	-	416	-	5 916	14 949	-9 033	-	-9 033	...	...	75 999	1 862	77 861	8 681	77 509
Déc.	5 500	-	1 116	-	6 616	13 801	-7 185	-	-7 185	...	...	76 466	657	77 123	8 599	78 537
2004 Janv.	5 500	-	810	-	6 310	13 877	-7 567	-	-7 567	...	...	77 755	587	78 342	8 625	79 400
Fév.	5 500	-	559	-	6 059	16 455	-10 396	-	-10 396	...	...	76 424	2 500	78 924	8 658	77 186
Mars	5 500	-	1 813	-	7 313	16 338	-9 025	-	-9 025	...	...	76 083	2 864	78 947	8 566	78 488
Avril	5 500	-	611	-	6 111	17 716	-11 605	-	-11 605	...	...	71 692	3 059	74 751	8 494	71 640
Mai	5 500	-	1 030	-	6 530	18 303	-11 773	-	-11 773	...	...	74 969	3 274	78 243	8 579	75 049
Juin	5 500	-	903	-	6 403	17 031	-10 628	-	-10 628	...	...	71 686	3 204	74 890	8 587	72 849
Juil.	5 500	417	753	-	6 670	14 603	-7 933	-	-7 933	...	...	69 404	3 334	72 738	8 517	73 322
Août	5 500	-	875	-	6 375	18 404	-12 029	-	-12 029	...	...	72 517	846	73 363	8 544	69 878
Sept.	5 500	-	1 259	-	6 759	15 631	-8 872	-	-8 872	...	...	71 828	256	72 084	8 461	71 673

(1) Avances conventionnelles et facilités de caisse.

(2) Billets et monnaies détenus par les comptables publics et compte créditeur du Trésor auprès de Bank Al-Maghrib.

(3) Contrepartie des comptes créditeurs à vue auprès du Service des chèques postaux et de la Trésorerie Générale du Royaume.

Source : Bank Al-Maghrib.

I - 10 - CONCOURS À L'ECONOMIE (\*)

(en millions de dirhams)

Date	Concours à l'économie														
	Concours des banques													Crédits de Bank Al-Maghrib	Total
	Crédits accordés aux entreprises et aux particuliers							Concours aux sociétés de financement			Portefeuille de titres de placement des banques	Total			
	Comptes débiteurs et crédits de trésorerie	Crédits à l'équipement	Crédits immobiliers	Crédits à la consommation	Créances diverses sur la clientèle	Créances en souffrance	Total	Crédits	Bons des sociétés de financement détenus par les banques	Total					
2000 Déc	75 590	45 227	27 023	8 003	4 283	30 927	191 053	8 085	438	8 523	977	200 553	7 471	208 024	
2001 Déc	72 440	45 371	30 699	8 283	3 396	35 699	195 888	11 125	1 013	12 138	621	208 647	8 304	216 951	
2002 Déc.	69 720	42 116	35 155	8 378	5 679	38 021	199 069	15 215	665	15 880	1 525	216 474	9 747	226 221	
2003 Janv.	70 443	41 716	35 579	8 388	6 198	38 234	200 558	14 662	764	15 426	1 966	217 950	9 739	227 689	
Fév.	70 068	42 237	35 915	8 454	5 608	38 440	200 722	14 888	765	15 653	1 970	218 345	9 747	228 092	
Mars	68 772	42 530	36 021	8 565	5 731	38 519	200 138	15 899	700	16 599	2 069	218 806	9 747	228 553	
Avril	70 419	43 041	36 626	8 639	6 199	39 355	204 279	15 552	705	16 257	2 072	222 608	9 747	232 355	
Mai	70 926	43 275	37 094	8 740	5 256	39 284	204 575	15 429	744	16 173	2 423	223 171	9 747	232 918	
Juin	72 039	41 547	36 291	8 933	5 658	40 279	204 747	16 749	868	17 617	2 655	225 019	9 747	234 766	
Juil.	72 628	45 100	36 559	9 114	5 379	40 864	209 644	16 320	946	17 266	2 340	229 250	12 080	241 330	
Août	71 615	44 223	37 536	9 314	5 464	41 195	209 347	16 325	916	17 241	2 370	228 958	11 477	240 435	
Sept.	68 190	44 420	38 154	9 373	4 874	41 551	206 562	16 216	906	17 122	2 326	226 010	11 477	237 487	
Oct.	68 663	45 130	38 995	9 434	5 113	41 495	208 830	16 412	906	17 318	2 335	228 483	11 477	239 960	
Nov.	67 012	45 297	39 286	9 447	5 575	42 080	208 697	16 509	907	17 416	2 347	228 460	11 477	239 937	
Déc.	68 848	47 789	39 472	9 492	6 143	43 224	214 968	16 302	889	17 191	2 372	234 531	11 477	246 008	
2004 Janv.	68 594	46 631	39 104	9 332	4 600	45 465	213 726	16 496	939	17 435	2 267	233 428	11 477	244 905	
Fév.	68 816	46 774	39 503	9 100	4 514	46 688	215 395	16 470	944	17 414	2 229	235 038	11 477	246 515	
Mars	67 016	46 327	40 065	9 366	3 681	48 296	214 751	16 669	964	17 633	2 694	235 078	11 477	246 555	
Avril	67 987	45 992	40 954	9 366	4 378	48 531	217 208	16 866	963	17 829	2 731	237 768	11 177	248 945	
Mai	67 425	46 695	41 541	9 479	4 299	48 469	217 908	16 708	932	17 640	2 689	238 237	11 177	249 414	
Juin	70 374	46 419	42 251	9 605	4 564	48 688	221 901	17 758	895	18 653	2 684	243 238	11 177	254 415	
Juil.	71 472	46 270	42 836	9 845	6 208	48 010	224 641	17 946	1 068	19 014	2 583	246 238	11 177	257 415	
Août	70 493	45 981	43 376	9 914	5 016	48 552	223 332	18 699	1 047	19 746	2 918	245 996	11 177	257 173	
Sept.	71 173	46 749	44 081	9 903	4 298	48 191	224 395	18 850	1 074	19 924	2 738	247 057	11 177	258 234	

(\*) La répartition des concours à l'économie est issue de la nouvelle situation comptable des banques élaborée depuis janvier 2000, date d'entrée en vigueur du nouveau plan comptable bancaire.

Source : Bank Al-Maghrib.

I - 11 - AGRÉGATS DE MONNAIE ET DE PLACEMENTS LIQUIDES (1982 -2002) (\*)

(en millions de dirhams)

Encours à fin décembre	Agrégat M 3							Agrégats de placements liquides			
	Agrégat M 2						M 3 = M 2 + Placements à terme	PL 1 <sup>(3)</sup>	PL 2 <sup>(4)</sup>	PL 3 <sup>(5)</sup>	Total
	Agrégat M 1			Placements à vue <sup>(1)</sup>	M 2 = M 1 + Placements à vue	Placements à terme <sup>(2)</sup>					
	Monnaie fiduciaire	Monnaie scripturale	Total								
1982	12 023	17 584	29 607	1 735	31 342	7 654	38 996	336	-	-	336
1983	13 635	20 345	33 980	2 259	36 239	10 227	46 466	351	-	-	351
1984	14 770	22 305	37 075	2 744	39 819	11 373	51 192	359	-	-	359
1985	16 194	26 570	42 764	3 136	45 900	14 416	60 316	2 641	-	-	2 641
1986	18 694	31 361	50 055	4 160	54 215	15 851	70 066	6 229	-	-	6 229
1987	20 003	34 718	54 721	5 891	60 612	16 485	77 097	9 612	-	-	9 612
1988	21 913	40 335	62 248	7 573	69 821	18 867	88 688	10 308	-	-	10 308
1989	24 814	44 460	69 274	9 317	78 591	21 441	100 032	13 485	-	-	13 485
1990	29 543	53 115	82 658	11 491	94 149	24 883	119 032	15 739	-	-	15 739
1991	34 269	60 352	94 621	14 051	108 672	31 190	139 862	14 504	-	-	14 504
1992	35 744	64 939	100 683	14 913	115 596	37 467	153 063	15 564	-	-	15 564
1993	37 202	68 576	105 778	15 959	121 737	43 986	165 723	16 837	-	-	16 837
1994	41 021	76 163	117 184	18 685	135 869	47 464	183 333	21 849	-	-	21 849
1995	43 154	81 329	124 483	21 279	145 762	52 494	198 256	22 910	-	8	22 918
1996	46 447	84 346	130 793	23 466	154 259	57 283	211 542	23 158	220	1 696	25 074
1997	48 662	92 198	140 860	25 983	166 843	64 121	230 964	19 821	2 708	3 057	25 586
1998	50 644	99 628	150 272	29 523	179 795	65 114	244 909	18 488	9 154	6 590	34 232
1999	56 713	110 815	167 528	33 069	200 597	69 389	269 986	15 298	18 630	5 423	39 351
2000	58 169	123 094	181 263	35 240	216 503	76 281	292 784	11 420	12 722	3 214	27 356
2001	66 025	144 087	210 112	39 581	249 693	84 294	333 987	13 906	17 111	1 936	32 953
2002	69 556	159 522	229 078	43 097	272 175	83 337	355 512	8 839	29 696	1 247	39 782
2003	74 890	176 247	251 137	47 843	298 980	87 360	386 340	8 148	26 423	1 752	36 323

(\*) Avoirs des personnes physiques et sur livrets auprès de la Caisse d'épargne nationale.

(1) Comptes sur carnets auprès des banques et sur livrets auprès de la Caisse d'épargne nationale.

(2) Comptes et bons à échéance fixe auprès des banques et certificats de dépôt.

(3) Bons du Trésor à 6 mois émis dans le public et titres de créances négociables (bons du Trésor, bons de sociétés de financement et billets de trésorerie).

(4) Actifs émis par les OPCVM obligations .

(5) Actifs émis par les OPCVM actions et diversifiés.

Source : Bank Al-Maghrib.

I - 12 - CONTREPARTIES DE M 3 ( 1982 - 2002 )

(en millions de dirhams)

Date	Avoirs extérieurs nets ( I )			Crédit intérieur à caractère monétaire ( II )											Total des contreparties de M 3 ( I+II )	Solde des éléments divers <sup>(3)</sup>	Agrégat M3 (Pour mémoire)
	de Bank Al-Maghrib	des banques	Total	Crédit intérieur global								Ressources à caractère non monétaire (à déduire)					
				de Bank Al-Maghrib	des banques	des entreprises non financières et des particuliers <sup>(1)</sup>	Total (A)	de Bank Al-Maghrib	des banques	Total (B)	Contrepartie des avoirs en comptes auprès de la C.E.N. <sup>(2)</sup>		Total (A+B+C)				
1982	743	48	791	8 336	9 185	1 844	19 365	682	26 406	27 088	552	47 005	7 324	39 681	40 472	-1 476	38 996
1983	- 56	35	- 21	10 924	12 423	1 715	25 062	1 034	30 169	31 203	626	56 891	9 094	47 797	47 776	-1 310	46 466
1984	300	70	370	10 857	13 107	1 926	25 890	1 675	34 557	36 232	719	62 841	10 523	52 318	52 688	-1 496	51 192
1985	972	137	1 109	10 048	17 888	2 028	29 964	3 079	39 311	42 390	780	73 134	12 219	60 915	62 024	-1 708	60 316
1986	1 705	- 18	1 687	9 558	25 138	2 301	36 997	5 184	43 184	48 368	897	86 262	15 285	70 977	72 664	-2 598	70 066
1987	2 985	228	3 213	8 799	28 277	2 925	40 001	5 835	46 588	52 423	1 053	93 477	17 750	75 727	78 940	-1 843	77 097
1988	4 292	254	4 546	10 078	32 690	4 347	47 115	6 033	52 411	58 444	1 236	106 795	21 011	85 784	90 330	-1 642	88 688
1989	3 951	137	4 088	10 614	37 701	4 988	53 303	6 699	59 418	66 117	1 428	120 848	22 703	98 145	102 233	-2 201	100 032
1990	16 600	612	17 212	11 517	34 575	5 208	51 300	6 814	71 000	77 814	1 663	130 777	27 483	103 294	120 506	-1 474	119 032
1991	24 435	637	25 072	12 116	35 346	6 274	53 736	6 845	87 850	94 695	1 917	150 348	32 144	118 204	143 276	-3 414	139 862
1992	31 504	590	32 094	9 924	41 427	6 151	57 502	7 001	99 079	106 080	2 150	165 732	40 301	125 431	157 525	-4 462	153 063
1993	36 900	735	37 635	9 936	46 295	6 532	62 763	7 045	104 747	111 792	2 342	176 897	45 480	131 417	169 052	-3 329	165 723
1994	40 753	299	41 052	8 185	54 747	6 783	69 715	7 307	114 796	122 103	2 754	194 572	48 072	146 500	187 552	-4 219	183 333
1995	32 348	426	32 774	18 490	52 908	6 789	78 187	7 619	128 982	136 601	3 292	218 080	49 854	168 226	201 000	-2 744	198 256
1996	35 214	166	35 380	18 758	54 847	8 032	81 637	7 386	142 056	149 442	3 866	234 945	54 172	180 773	216 153	-4 610	211 543
1997	40 355	294	40 649	19 680	58 616	8 073	86 369	7 395	152 029	159 424	4 553	250 346	53 144	197 202	237 851	-6 887	230 964
1998	42 710	316	43 026	19 244	58 614	6 652	84 510	7 390	168 495	175 885	5 330	265 725	54 721	211 004	254 030	-9 121	244 909
1999	58 884	207	59 091	13 405	54 917	7 711	76 033	7 192	185 905	193 097	5 721	274 851	58 611	216 240	275 331	-5 345	269 986
2000	52 651	2 034	54 685	16 033	61 729	8 172	85 934	7 471	200 553	208 024	6 208	300 166	58 534	241 632	296 317	-3 533	292 784
2001	99 264	2 685	101 949	-3 117	73 161	8 285	78 329	8 304	208 647	216 951	6 576	301 856	60 875	240 981	342 930	-8 943	333 987
2002	104 490	6 290	110 780	-4 584	76 923	8 358	80 697	9 747	216 474	226 221	7 312	314 230	60 011	254 219	364 999	-9 487	355 512
2003	122 351	5 110	127 461	-7 185	77 123	8 599	78 537	11 477	234 531	246 008	8 196	332 741	58 774	273 967	401 428	-15 088	386 340

(1) Contrepartie des dépôts auprès de la Trésorerie générale et du Service des chèques postaux recensés dans la monnaie scripturale.

(2) Les ressources collectées par la Caisse d'épargne nationale sont déposées auprès de la C.D.G.

Elles ne peuvent faire l'objet d'une répartition entre les créances sur l'État et les concours à l'économie.

(3) Excédent des autres éléments du passif du système bancaire sur les éléments de son actif.

Source : Bank Al-Maghrib.

**I - 13 - MOUVEMENTS DE FONDS AUX GUICHETS DE BANK AL-MAGRIB**

(en millions de dirhams)

	2002			2003			2004		
	Sorties	Entrées	Sorties ou entrées (-) nettes	Sorties	Entrées	Sorties ou entrées (-) nettes	Sorties	Entrées	Sorties ou entrées (-) nettes
Janvier	5 706	7 127	-1 421	6 323	6 180	143	9 002	5 437	3 565
Février	7 017	4 230	2 787	6 593	5 502	1 091	4 179	7 550	-3 371
Mars	4 198	6 529	-2 331	5 238	5 913	- 675	6 279	7 246	- 967
Avril	5 429	5 542	- 113	6 254	6 161	93	6 050	6 612	- 562
Mai	5 794	5 646	148	5 626	5 886	- 260	5 793	6 507	- 714
Juin	4 932	4 550	382	6 127	5 193	934	6 736	6 025	711
Juillet	8 819	4 577	4 242	9 710	5 443	4 267			
Août	7 501	5 597	1 904	8 112	6 040	2 072			
Septembre	5 009	6 790	-1 781	5 478	7 961	-2 483			
Octobre	6 126	6 667	- 541	6 853	7 209	- 356			
Novembre	5 276	5 223	53	5 220	4 462	758			
Décembre	6 521	6 266	255	7 075	7 418	- 343			
Total	72 328	68 744	3 584	78 609	73 368	5 241			

Source : Bank Al-Maghib.

**I - 14- MOUVEMENTS DES CHAMBRES DE COMPENSATION  
ET DU SYSTEME INTERBANCAIRE MAROCAIN  
DE TELECOMPENSATION (SIMT)**

(en millions de dirhams)

	Chèques (1)	Effets (1)	Virements	Total
Année 1990	205 374	53 654	81 145	340 173
" 1991	236 863	55 277	85 590	377 730
" 1992	265 870	56 586	91 478	413 934
" 1993	264 973	49 945	90 541	405 459
" 1994	289 115	40 473	104 251	433 839
" 1995	312 092	41 650	112 375	466 117
" 1996	328 226	41 733	127 739	497 698
" 1997	355 284	44 073	184 724	584 081
" 1998	374 491	48 265	233 637	656 393
" 1999	416 715	49 608	294 711	761 033
" 2000	421 060	52 611	318 634	792 305
" 2001	428 089	56 758	363 438	848 285
" 2002	443 012	59 486	368 619	871 117
2003 Janvier	40 128	4 744	34 994	79 866
Février	30 771	5 129	26 517	62 417
Mars	37 302	5 141	29 868	72 311
Avril	40 770	5 135	33 469	79 374
Mai	34 797	4 524	30 547	69 868
Juin	38 142	5 450	35 700	79 292
Juillet	40 181	5 033	41 385	86 599
Août	33 469	4 650	32 243	70 362
Septembre	39 899	6 202	37 881	83 982
Octobre	42 563	5 803	41 927	90 293
Novembre	27 130	3 961	29 225	60 316
Décembre	45 135	6 740	46 860	98 735
2004 Janvier	39 072	4 571	42 157	85 800
Février	31 530	4 796	46 431	82 757
Mars	42 149	6 620	40 312	89 081
Avril	42 397	5 595	39 531	87 523
Mai	39 869	5 559	37 010	82 438
Juin	42 613	5 729	41 533	89 875

(1) Valeurs échangées déduction faite des rejets.

Source : Bank Al-Maghrib.

## **II- LIQUIDITÉ BANCAIRE ET TAUX D'INTÉRÊT**

**II - 1 - ÉVOLUTION DES FACTEURS DE LA LIQUIDITÉ BANCAIRE ET DES INTERVENTIONS DE BANK AL-MAGHRIB (\*)**

(en millions de dirhams)

	Facteurs de la liquidité bancaire <sup>(1)</sup>												Interventions de Bank Al-Maghrif sur le marché monétaire								
	Monnaie "Banque centrale"							Avoirs nets de change de Bank Al-Maghrif	Swap de change	Concours de Bank Al-Maghrif au Trésor	Créances diverses de Bank Al-Maghrif	Autres facteurs	Total	Appels d'offres	Avances à 5 jours	Avances à 24 heures	Open market <sup>(3)</sup>	Facilité de dépôt	Reprises de liquidités <sup>(4)</sup>	Swap de change	Total <sup>(5)</sup>
	Billets et monnaies	Comptes		Comptes de dépôt en devises des banques	Autres	Sous-total	Comptes de dépôt en devises des banques														
banques		Trésor <sup>(2)</sup>	Total				Avoirs nets de change de Bank Al-Maghrif	Swap de change													
1998 Déc.	+418			-685	-56	-323	+253		-1 456	+365	+340	-821	+434	-11	+398						+821
1999 Déc.	-1 185			-438	-160	-1 783	-103		-513	-160	+565	-1 994	-	+265	+6	-588		+2 311			+1 994
2000 Déc.	-551			+636	-2 586	-55	-2 556	+2 869	-228	+31	-819	-703	-161	+234	-	+630		-			+703
2001 Déc.	-1 633	+386	-2 803	-4 050	-157	-133	-4 340	+3 650	-604	+151	-324	-1 467	-	+33	-14	-		+1 448			+1 467
2002 Déc.	-126	-4 069	+96	-4 099	+162	-98	-4 035	+1 179	-118	+257	-684	-3 401	-	-	+1	-		+3 400			+3 401
2003																					
Jan.	-60	-2 814	+998	-1 876	+60	-241	-2 057	-182	+574	+761	-263	-1 167	+70	+100	-3	-		+1 000			+1 167
Fév.	-2 210	+358	+1 542	-310	+85	-1 105	-1 330	-994	+235	-27	+447	-1 669	+835	+835	-1	-		-			+1 669
Mars	+1 436	+194	+771	+2 401	0	+377	+2 778	+397	-618	-17	-703	+1 837	-905	-935	+3	-		-			-1 837
Avril	-95	-124	-1 863	-2 082	0	-273	-2 355	-444	-250	-4	+49	-3 004	+2 443	+563	-2	-		-			+3 004
Mai	+80	-171	-379	-470	0	+1 694	+1 224	+104	+224	-1	-570	+981	-924	-56	-1	-		-			-981
Juin	-73	-3	-1 020	-1 096	0	+448	-648	+1 128	-279	+10	+840	+1 051	-544	-507	-	-		-			-1 051
Juillet	-2 802	-408	-4 279	-7 489	0	-329	-7 818	+6 677	+53	+1 207	-340	-221	-57	+275	+3	-		-			+221
Août	-3 797	-1 496	-4 463	-9 756	0	+480	-9 276	+9 942	+129	+1 017	-622	+1 190	-918	-275	+3	-		-			-1 190
Sept.	+1 214	-3 584	-941	-3 311	0	+160	-3 151	+3 568	-235	-487	+334	+29	+300	-	-4	-		-325			-29
Oct.	+1 076	-50	+2 295	+3 321	0	+44	+3 365	-927	+420	+242	-13	+2 930	-300	-	+5	-		-2 215	-420		-2 930
Nov.	-48	-632	+2 214	+1 534	0	-80	+1 454	-542	+580	-251	+4	+1 299	0	-	-6	-		-713	-580		-1 299
Déc.	+488	-279	-506	-297	0	-187	-484	+532	-223	+42	-9	-140	0	-	+2	-		-85	+223		+140
2004																					
Jan.	-2 171	+380	+799	-992	0	+676	-316	-1 560	-277	+210	+20	+79	-1 844	0	0	-1	-	-320	+1 888	+277	+1 844
Fév.	-717	-417	-207	-1 341	0	-342	-1 683	+2 040	0	-180	-3	-331	-157	0	0	+2	-	-408	+563	+0	+157
Mars	+1 201	+589	-540	+1 250	0	-512	+739	+1 544	-300	-10	-16	-214	+1 743	0	0	-3	-	-2 285	+245	+300	-1 743
Avril	+205	-288	-388	-471	0	-80	-551	+209	+780	+88	-303	+641	0	0	+0	-		+163	-24	-780	-641
Mai	+564	-495	-340	-271	0	-41	-312	-119	+520	-64	-13	+938	+950	0	0	+2	-	-718	+286	-520	-950
Juin	-164	-522	-3 309	-3 995	0	+153	-3 842	+1 634	-200	0	-30	-445	-2 883	0	0	+2	-	+2 621	+60	+200	+2 883
Juillet	-2 937	-798	+4 710	+975	0	-38	+937	-95	-780	+370	+163	-224	+371	0	0	-3	-	-1 124	-24	+780	-371
Août	-3 947	+537	+970	-2 440	0	+254	-2 186	+5 519	-520	-41	-94	+2 888	0	0	+2	-		-3 625	+137	+520	-2 966
Sept.	+1 460	-651	-1 533	-724	0	-34	-758	+2 196	0	-423	-18	-586	411	0	0	-1	-	-91	-319	0	-411

(\*) Les montants correspondent aux variations des encours mensuels moyens eux-mêmes calculés à partir des encours hebdomadaires.

(1) Le signe (+) signifie un effet expansif et le signe (-) un impact restrictif sur la liquidité bancaire.

(2) Y compris le solde créditeur du Fonds Hassan II pour le développement économique et social.

(3) Achats (+) et cessions (-) de bons du Trésor sur le marché secondaire.

(4) Le signe (-) correspond à une ponction de liquidités et le signe (+) à une remise de liquidités.

(5) Le signe (+) correspond à une injection de monnaie centrale par Bank Al-Maghrif et le signe (-) à une ponction.

Source : Bank Al-Maghrif

**II - 2 - AVANCES DE BANK AL-MAGHRIB SUR LE MARCHÉ MONÉTAIRE**

(en millions de dirhams)

Année 2003 (moyenne quotidienne de la semaine)	Appels d'offres	Avances à 5 jours	Avances à 24 heures		Open Market	Reprises de liquidités	Swap de change	Total
			A l'initiative des banques	Couverture des soldes débiteurs				
26 décembre au 1er janvier 2003 .....	-	-	-	-	-	-		0
2 au 8 janvier .....	-	-	-	0	-	-		0
9 au 15 janvier .....	350	357	-	1	-	-		708
16 au 22 janvier .....	-	-	-	1	-	-		1
23 au 29 janvier .....	-	-	-	1	-	-		1
30 janvier au 5 février .....	-	-	-	2	-	-		2
6 au 12 février .....	-	114	-	-	-	-		114
13 au 19 février .....	1 353	1 503	-	1	-	-		2 857
20 au 26 février .....	900	1 851	-	1	-	-		2 752
27 février au 5 mars .....	1 140	-	-	-	-	-		1 140
6 au 12 mars .....	-	-	-	2	-	-		2
13 au 19 mars .....	-	-	-	-	-	-		0
20 au 26 mars .....	-	-	-	4	-	-		4
27 mars au 2 avril .....	-	-	-	1	-	-		1
3 au 9 avril .....	-	36	-	-	-	-		36
10 au 16 avril .....	3 220	943	-	1	-	-		4 164
17 au 23 avril .....	3 737	629	-	1	-	-		4 367
24 avril au 1er mai .....	2 814	-	-	2	-	-		2 816
2 au 7 mai .....	1 570	-	-	-	-	-		1 570
8 au 15 mai .....	1 214	56	-	3	-	-		1 273
16 au 21 mai .....	1 889	1 085	191	1	-	-		3 166
22 au 28 mai .....	1 220	1 384	-	1	-	-		2 605
29 mai au 4 juin.....	1 700	-	-	1	-	-		1 701
5 au 11 juin.....	1 851	-	-	1	-	-		1 852
12 au 18 juin.....	2 046	-	-	-	-	-		2 046
19 au 25 juin.....	-	-	-	19	-	-		19
26 juin au 2 juillet.....	-	-	-	7	-	-		7
3 au 9 juillet.....	-	72	-	5	-	-		77
10 au 16 juillet.....	2 150	143	-	1	-	-		2 294
17 au 23 juillet.....	1 520	571	-	1	-	-		2 092
24 au 30 juillet.....	-	-	-	2	-	-		2
31 juillet au 6 août.....	-	-	-	4	-	-		4
7 au 13 août.....	-	-	-	4	-	-		4
14 au 20 août.....	-	-	-	9	-	-		9
21 au 27 août.....	-	-	-	4	-	-		4
28 août au 3 septembre.....	-	-	-	1	-	-		1
4 au 10 septembre.....	-	-	-	1	-	-		1
11 au 17 septembre.....	1 200	-	-	-	-	-		1 200
18 au 24 septembre.....	-	-	-	2	-	-		2
25 septembre au 1er octobre.....	-	-	-	3	-	-1 679		-1 676
2 au 8 octobre.....	-	-	-	5	-	-1 000		- 995
9 au 15 octobre.....	-	-	-	1	-	- 829		- 828
16 au 22 octobre.....	-	-	-	8	-	-1 993	-364	-2 349
23 au 29 octobre.....	-	-	-	2	-	-3 400	-1 050	-4 448
30 octobre au 5 novembre.....	-	-	-	4	-	-4 379	-1 050	-5 425
6 au 12 novembre.....	-	-	-	1	-	-3 336	-1 050	-4 385
13 au 19 novembre.....	-	-	-	-	-	-4 007	-1 050	-5 057
20 au 26 novembre.....	-	-	-	-	-	-3 034	-964	-3 998
27 novembre au 3 décembre.....	-	-	-	1	-	-3 343	-1 279	-4 621
4 au 10 décembre.....	-	-	-	-	-	-3 429	-1 350	-4 779
11 au 17 décembre.....	-	-	-	-	2	-3 286	-1 350	-4 634
18 au 24 décembre.....	-	-	-	-	2	-3 200	-986	-4 184
25 au 31 décembre.....	-	-	-	-	-	-3 857	-500	-4 357

Source : Bank Al-Maghib.

## II - 2 (suite) - AVANCES DE BANK AL-MAGHRIB SUR LE MARCHÉ MONÉTAIRE

(en millions de dirhams)

Année 2004 (moyenne quotidienne de la semaine)	Appels d'offres	Avances à 5 jours	Avances à 24 heures		Open Market	Reprises de liquidités	Swap de change	Facilité de dépôts à 24 heures	Total
			A l'initiative des banques	Couverture des soldes débiteurs					
25 au 31 décembre.....	-	-	-	-	-	-3 857	-500		-4 357
2 au 8 janvier.....	-	-	-	1	-	-3 293	-500	-293	-4 085
9 au 15 janvier.....	-	-	-	-	-	-1 100	-500	-214	-1 814
16 au 21 janvier.....	-	-	-	1	-	- 200	-500	-1 009	-1 708
22 au 28 janvier.....	-	-	-	3	-	- 300	-500	0	- 797
29 janvier au 4 février.....	-	-	-	3	-	- 300	-500	0	- 797
5 au 11 février.....	-	-	-	9	-	-1 100	-500	-317	-1 908
12 au 18 février.....	-	-	-	1	-	-1 300	-500	-586	-2 385
19 au 25 février.....	-	-	-	5	-	- 750	-500	-1 204	-2 449
26 février au 3 mars.....	-	-	-	0	-	- 400	-371	-543	-1 314
4 au 10 mars.....	-	-	-	7	-	- 800	-200	-3 239	-4 232
11 au 17 mars.....	-	-	-	0	-	-1 120	-200	-3 157	-4 477
18 au 24 mars.....	-	-	-	0	-	- 400	-200	-1 939	-2 539
25 au 31 mars.....	-	-	-	1	-	- 250	-200	-2 386	-2 835
1er au 7 avril.....	-	-	-	1	-	- 250	-200	-4 201	-4 650
8 au 14 avril.....	-	-	-	0	-	-1 950	-200	-2 211	-4 361
15 au 21 avril.....	-	-	-	0	-	- 475	-1 500	-2 545	-4 520
22 au 28 avril.....	-	-	-	0	-	- 356	-1 500	-586	-2 442
29 avril au 5 mai.....	-	-	-	1	-	- 300	-1 500	-1 854	-3 653
6 au 12 mai.....	-	-	-	2	-	- 420	-1 500	-2 593	-4 511
13 au 19 mai.....	-	-	-	3	-	- 420	-1 500	-4 021	-5 938
20 au 26 mai.....	-	-	-	1	-	- 460	-1 500	-3 668	-5 627
27 mai au 2 juin.....	-	-	-	2	-	- 220	-1 443	-4 057	-5 718
3 au 9 juin.....	-	-	-	0	-	- 340	-1 300	-2 183	-3 823
10 au 16 juin.....	-	-	-	2	-	- 250	-1 300	-836	-2 384
17 au 23 juin.....	-	-	-	6	-	- 290	-1 300	-408	-1 992
24 au 30 juin.....	-	-	-	1	-	- 400	-1 300	-233	-1 932
1er au 7 juillet.....	-	-	-	1	-	- 400	-1 300	-3 950	-5 649
8 au 14 juillet.....	-	-	-	1	-	- 415	-1 300	-1 679	-3 393
15 au 21 juillet.....	-	-	-	1	-	- 415	-	-2 281	-2 695
22 au 28 juillet.....	-	-	-	1	-	- 280	-	-	- 279
29 juillet au 4 août.....	-	-	-	3	-	- 210	-	-	- 207
5 au 11 août.....	-	-	-	1	-	- 330	-	-5 536	-5 865
12 au 18 août.....	-	-	-	16	-	-	-	-5 183	-5 167
19 au 25 août.....	-	-	-	2	-	- 320	-	-3 990	-4 308
26 août au 1er septembre.....	-	-	-	5	-	- 180	-	-3 624	-3 799
2 au 8 septembre.....	-	-	-	2	-	- 406	-	-4 367	-4 771
9 au 15 septembre.....	-	-	-	2	-	- 506	-	-6 311	-6 815
16 au 22 septembre.....	-	-	-	2	-	- 598	-	-5 374	-5 970
23 au 29 septembre.....	-	-	-	1	-	- 596	-	-4 861	-5 456
30 septembre au 6 octobre.....	-	-	-	3	-	- 636	-	-4 759	-5 392

Source : Bank Al-Maghrib.

**II - 3 - TAUX DES INTERVENTIONS DE BANK AL-MAGHRIB  
SUR LE MARCHÉ MONÉTAIRE**

(taux annuels en pourcentage)

Années	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
2000												
- 7 jours (appels d'offres)	5,00	5,00	5,00	5,00	5,00	5,00	5,00	5,00	5,00	5,00	5,00	5,00
- 5 jours	6,50	6,50	6,50	6,50	6,50	6,50	6,50	6,50	6,50	6,50	6,50	6,50
- 24 heures (à l'initiative des banques)	10,50	10,50	10,50	10,50	10,50	10,50	10,50	10,50	10,50	10,50	10,50	10,50
- 24 heures (couverture des soldes débiteurs)	12,50	12,50	12,50	12,50	12,50	12,50	12,50	12,50	12,50	12,50	12,50	12,50
- Reprises de liquidités	-	4,50	4,50	4,50	4,50	-	-	-	-	-	-	4,00-4,70
2001												
- 7 jours (appels d'offres)	5,00	5,00	4,75 <sup>(1)</sup>	4,75	4,75	4,75	4,75	4,75	4,75	4,75	4,25 <sup>(2)</sup>	4,25
- 5 jours	6,50	6,50	5,75 <sup>(1)</sup>	5,75	5,75	5,75	5,75	5,75	5,75	5,75	5,25 <sup>(2)</sup>	5,25
- 24 heures (à l'initiative des banques)	10,50	10,50	9,75 <sup>(1)</sup>	9,75	9,75	9,75	9,75	9,75	9,75	9,75	9,25 <sup>(2)</sup>	9,25
- 24 heures (couverture des soldes débiteurs)	12,50	12,50	11,75 <sup>(1)</sup>	11,75	11,75	11,75	11,75	11,75	11,75	11,75	11,25 <sup>(2)</sup>	11,25
- Reprises de liquidités	4,75	-	-	4,25 - 4,50	4 - 4,50	4 - 4,50	3,00	4,00	3 - 4,00	3,00	3,00	3,00
2002												
- 7 jours (appels d'offres)	4,25	4,25	3,75 <sup>(3)</sup>	3,75	3,75	3,75	3,75	3,75	3,75	3,75	3,75	3,25 <sup>(5)</sup>
- 5 jours	5,25	5,25	4,75 <sup>(3)</sup>	4,75	4,75	4,75	4,75	4,75	4,75	4,75	4,75	4,25 <sup>(5)</sup>
- 24 heures (à l'initiative des banques)	9,25	9,25	8,75 <sup>(3)</sup>	8,75	8,75	8,75	8,75	8,75	8,75	8,75	8,75	8,25 <sup>(5)</sup>
- 24 heures (couverture des soldes débiteurs)	11,25	11,25	10,75 <sup>(3)</sup>	10,75	10,75	10,75	10,75	10,75	10,75	10,75	10,75	10,25 <sup>(5)</sup>
- Reprises de liquidités	3,00	3,00	3,00	3,00	2,5-3,00 <sup>(4)</sup>	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50 <sup>(6)</sup>
2003												
- 7 jours (appels d'offres)	3,25	3,25	3,25	3,25	3,25	3,25	3,25	3,25	3,25	3,25	3,25	3,25
- 5 jours	4,25	4,25	4,25	4,25	4,25	4,25	4,25	4,25	4,25	4,25	4,25	4,25
- 24 heures (à l'initiative des banques)	8,25	8,25	8,25	8,25	8,25	8,25	8,25	8,25	8,25	8,25	8,25	8,25
- 24 heures (couverture des soldes débiteurs)	10,25	10,25	10,25	10,25	10,25	10,25	10,25	10,25	10,25	10,25	10,25	10,25
- Reprises de liquidités	-	-	-	-	-	-	-	-	3,25 <sup>(7)</sup>	3,25	3,25	3,25
2004												
- 7 jours (appels d'offres)	3,25	3,25	3,25	3,25	3,25	3,25	3,25	3,25	3,25	3,25	3,25	3,25
- 5 jours	4,25	4,25	4,25	4,25	4,25	4,25	4,25	4,25	4,25	4,25	4,25	4,25
- 24 heures (à l'initiative des banques)	8,25	8,25	8,25	8,25	8,25	8,25	8,25	8,25	8,25	8,25	8,25	8,25
- 24 heures (couverture des soldes débiteurs)	10,25	10,25	10,25	10,25	10,25	10,25	10,25	10,25	10,25	10,25	10,25	10,25
- Reprises de liquidités	3,00	2,94	2,66	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50
- Facilité de dépôt <sup>(8)</sup>	2,25	2,25	2,25	2,25	2,25	2,25	2,25	2,25	2,25	2,25	2,25	2,25

(1) A compter du 21 mars 2001, Bank Al-Maghrib a réduit de 25 points de base le taux des avances à 7 jours sur appels d'offres et de 75 points de base ceux des avances à 5 jours et à 24 heures.

(2) A compter du 8 novembre 2001, Bank Al-Maghrib a réduit de 50 points de base les taux de ses interventions sur le marché monétaire.

(3) A compter du 19 mars 2002, Bank Al-Maghrib a réduit, de 50 points de base, les taux de ses interventions sur le marché monétaire.

(4) A compter du 13 mai 2002, Bank Al-Maghrib a réduit, de 50 points de base, le taux des reprises de liquidités.

(5) A compter du 26 décembre 2002, Bank Al-Maghrib a réduit, de 50 points de base, les taux de ses interventions sur le marché monétaire.

(6) Les reprises de liquidités ont été suspendues à compter du 19 décembre 2002.

(7) A compter du 22 septembre 2003, Bank Al-Maghrib a procédé à des opérations de reprise de liquidités sous forme d'emprunts à 24 heures.

(8) A compter du 7 janvier 2004, Bank Al-Maghrib a décidé d'instituer, à l'initiative des banques, la facilité de dépôt à 24 heures à taux fixe.

Source : Bank Al-Maghrib.

## II - 4 - TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE INTERBANCAIRE

(taux annuels en pourcentage)

Années	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
1998												
- Taux de fin de mois .....	6,51	6,25	5,00	6,64	5,64	5,47	5,79	6,34	5,25	6,45	6,30	6,15
- Taux moyen .....	6,65	6,71	5,53	6,57	6,81	5,89	5,85	6,35	6,27	5,82	6,59	6,57
1999												
- Taux de fin de mois .....	7,49	5,93	6,89	5,47	6,76	5,54	5,71	5,80	4,58	4,45	4,62	5,29
- Taux moyen .....	6,56	6,54	6,04	6,41	5,79	6,07	5,68	5,96	5,31	4,03	4,62	4,67
2000												
- Taux de fin de mois .....	5,01	4,46	5,29	4,73	5,51	5,21	6,50	5,20	5,10	5,58	5,34	6,32
- Taux moyen .....	5,42	5,22	5,20	5,48	5,24	5,29	5,70	5,71	5,49	5,31	5,57	5,35
2001												
- Taux de fin de mois .....	6,12	5,28	4,86	5,16	4,63	2,69	5,80	3,87	3,03	2,88	3,53	2,78
- Taux moyen .....	5,64	6,01	5,50	4,84	4,75	3,86	3,95	5,11	3,46	3,49	3,47	3,23
2002												
- Taux de fin de mois .....	2,82	3,17	1,94	3,03	3,15	2,46	3,59	2,65	3,64	2,46	3,14	3,29
- Taux moyen .....	2,96	3,13	3,21	3,60	2,98	2,84	2,83	2,77	3,09	2,77	2,72	2,94
2003												
- Taux de fin de mois .....	2,96	3,55	2,88	3,55	3,34	3,26	3,35	2,01	3,14	2,86	2,62	3,04
- Taux moyen .....	3,36	3,39	2,97	3,81	3,59	3,24	3,51	2,80	2,81	3,02	2,98	3,15
2004												
- Taux de fin de mois .....	2,97	2,69	2,25	2,27	2,25	2,32	2,39	2,30	2,25			
- Taux moyen .....	2,72	2,74	2,29	2,28	2,26	2,36	2,31	2,39	2,27			

Source : Bank Al-Maghrib.

## II - 5.1 - TAUX DES DÉPÔTS CHEZ LES BANQUES

(taux annuels en pourcentage)

	Juillet- Déc. 2000	Janvier - Juin 2001	Juillet- Déc. 2001	Janvier - Juin 2002	Juillet- Déc. 2002	Janvier - Juin 2003	Juillet- Déc. 2003	Janvier - Juin 2004	Juillet- Déc. 2004
<b>Dépôts chez les banques</b>									
- Comptes à vue <sup>(1)</sup> .....	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Comptes sur carnets <sup>(2)</sup> .....	4,48	5,11	4,72	3,95	3,42	2,15	2,95	2,49	2,35
- Autres comptes <sup>(3)</sup> .....	-	-	-	-	-	-	-	-	-

(1) Non rémunérés.

(2) Taux minimum de rémunération. À compter du 1er juillet 1999, il est égal au taux moyen pondéré des bons du Trésor à 52 semaines émis par adjudication, au cours du semestre précédent, diminué de 100 points de base.

(3) Taux libre.

Source : Bank Al-Maghrib.

## II - 5.2 - TAUX DES DÉPÔTS CHEZ LA CAISSE D'ÉPARGNE NATIONALE

(taux annuels en pourcentage)

	Juillet- Déc. 2000	Janvier - Juin 2001	Juillet- Déc. 2001	Janvier - Juin 2002	Juillet- Déc. 2002	Janvier - Juin 2003	Juillet- Déc. 2003	Janvier - Juin 2004	Juillet- Déc. 2004
<b>Livrets de la Caisse d'épargne nationale <sup>(1)</sup> .....</b>	3,30	3,95	3,75	3,70	3,50	2,65	2,36	2,30	2,10

(1) À partir de janvier 1998, le taux de rémunération des dépôts en comptes sur livrets de la Caisse d'épargne nationale est égal au taux moyen des bons du Trésor à 5 ans, émis par adjudication au cours du semestre précédent, minoré de 250 points de base.

## II - 5.3 - TAUX DES BONS DU TRÉSOR A 6 MOIS <sup>(1)</sup>

(taux annuels en pourcentage)

Années	Bons à 6 mois
2001 1 <sup>er</sup> semestre ...	5,80
2 <sup>ème</sup> semestre ...	6,10
2002 1 <sup>er</sup> semestre ...	5,10 <sup>(3)</sup>
3 <sup>ème</sup> trimestre ...	3,90
4 <sup>ème</sup> trimestre ...	3,30
2003 1 <sup>er</sup> trimestre ...	2,90
2 <sup>ème</sup> trimestre ...	3,50
3 <sup>ème</sup> trimestre ...	3,90
4 <sup>ème</sup> trimestre ...	3,90
2004 1 <sup>er</sup> trimestre ...	3,70
2 <sup>ème</sup> trimestre ...	3,70
3 <sup>ème</sup> trimestre ...	3,00

(1) Émission permanente.

(2) À compter de février 2000.

(3) À compter de juillet 2002, le taux de rémunération des bons à 6 mois est égal au taux moyen des bons du Trésor à 26 semaines, émis par adjudication au cours du trimestre précédent, majoré de 25 points de base.

Source : Bank Al-Maghrib.

**II - 5. 4 - TAUX CRÉDITEUR MOYEN PONDÉRÉ DES DÉPÔTS  
À 6 MOIS ET 1 AN**  
(taux annuels en pourcentage)

Années	Taux moyen pondéré des dépôts à 6 mois	Taux moyen pondéré des dépôts à 1 an	Taux moyen pondéré des dépôts à 6 mois et 1 an
2002			
Janvier .....	4,28	4,77	4,55
Février .....	4,43	4,78	4,61
Mars .....	4,62	4,81	4,71
Avril .....	4,31	4,87	4,60
Mai .....	4,20	4,66	4,43
Juin .....	3,41	4,53	3,92
Juillet .....	4,14	4,49	4,34
Août .....	4,10	4,52	4,41
Septembre.....	4,07	4,58	4,42
Octobre.....	3,94	4,38	4,19
Novembre .....	3,61	4,03	3,85
Décembre .....	3,59	4,11	3,88
2003			
Janvier .....	3,38	3,71	3,56
Février .....	3,40	3,71	3,56
Mars .....	3,31	3,75	3,53
Avril .....	3,37	3,96	3,69
Mai .....	3,50	3,96	3,74
Juin .....	3,39	3,75	3,56
Juillet .....	3,55	3,76	3,65
Août .....	3,40	3,74	3,64
Septembre.....	3,44	3,72	3,61
Octobre.....	3,36	3,76	3,58
Novembre .....	3,33	3,74	3,55
Décembre .....	3,39	3,79	3,58
2004			
Janvier .....	3,34	4,04	3,71
Février .....	3,29	3,63	3,47
Mars .....	3,42	3,68	3,53
Avril .....	3,25	3,76	3,52
Mai .....	3,16	3,61	3,41
Juin .....	3,16	3,53	3,33
Juillet.....	3,09	3,47	3,31
Août .....	3,20	3,53	3,43
Septembre.....	3,21	3,52	3,40

Source : Bank Al-Maghrib.

**II - 5.5 - TAUX MOYEN PONDÉRÉ DES BONS DU TRÉSOR  
ÉMIS PAR ADJUDICATION**  
(taux annuels en pourcentage)

Années		Bons à 13 semaines	Bons à 26 semaines	Bons à 52 semaines	Bons à 2 ans	Bons à 5 ans	Bons à 10 ans	Bons à 15 ans	Bons à 20 ans
1999	Décembre .....	4,50	4,61	4,83	-	5,24	-	-	-
2000	Décembre.....	5,73	5,90	6,33	6,56	6,72	6,84	-	-
2001	Décembre.....	-	-	4,64	5,30	6,18	6,74	7,13	-
2002	Décembre.....	2,46	2,61	2,74	3,77	4,84	5,89	6,48	-
2003	Janvier .....	3,10	3,28	3,58	4,04	4,92	5,90	6,48	-
	Février .....	3,36	3,42	3,90	4,27	5,05	5,96	-	-
	Mars .....	3,51	3,80	4,35	-	-	-	-	-
	Avril .....	3,48	3,67	4,00	-	-	-	6,50	-
	Mai.....	3,39	3,50	3,82	4,28	4,98	5,87	6,45	-
	Juin .....	2,92	3,10	3,22	3,60	4,64	5,54	6,17	-
	Juillet .....	-	-	3,18	3,50	4,39	5,29	5,91	-
	Août.....	-	-	3,11	3,50	4,39	5,27	5,89	-
	Septembre.....	-	3,11	2,95	3,40	4,31	5,27	5,89	-
	Octobre.....	3,35	3,30	-	3,67	4,72	5,28	5,88	-
	Novembre.....	-	3,50	3,75	4,04	4,95	-	-	-
	Décembre.....	3,35	3,50	3,79	4,04	5,00	-	5,89	-
2004	Janvier .....	-	3,20	3,56	-	4,81	-	5,86	-
	Février .....	3,04	3,15	3,38	3,75	4,58	5,22	5,82	-
	Mars .....	2,95	3,04	3,22	3,68	4,53	5,21	5,82	-
	Avril .....	-	2,79	3,00	3,60	4,48	5,20	5,80	6,10
	Mai.....	-	-	2,93	3,51	4,36	5,17	5,77	-
	Juin .....	2,40	2,50	2,75	-	4,21	5,07	5,69	-
	Juillet .....	2,37	-	2,63	3,10	4,09	4,97	5,59	6,07
	Août.....	2,42	2,45	2,80	3,09	4,01	4,95	5,57	6,08
	Septembre.....	2,36	2,40	2,76	-	3,95	4,91	5,55	-

**II - 5.6 - TAUX DES BONS ET OBLIGATIONS ÉMIS  
SUR LE MARCHÉ OBLIGATAIRE <sup>(1)</sup>**  
(taux annuels en pourcentage)

Bons et obligations émis par certains établissements financiers et non financiers	2000	2001	2002	2003				2004		
				1er trim.	2ème trim.	3ème trim.	4ème trim.	1er trim.	2ème trim.	3ème trim.
à 3 ans .....	-	-	4,75-7,50	-	-	-	-	5,15	-	-
à 5 ans .....	5,85	6,70	6,35	5,50	5,90	-	4,50 <sup>(4)</sup>	5,20	-	5,50
à 7 ans .....	4,25 <sup>(2)</sup>	7,00	-	-	-	-	-	-	-	5,46
à 8 ans .....	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
à 10 ans.....	6,35	-	-	-	-	-	-	-	-	-
à 15 ans.....	-	-	6,95	-	6,10-6,20 <sup>(3)</sup>	-	-	5,55 <sup>(3)</sup> -6,77	5,32 <sup>(3)</sup>	-

(1) Taux des dernières émissions.

(2) Taux offert sur des obligations convertibles en actions.

(3) Obligations garanties par l'Etat.

(4) Obligations subordonnées

## II- 5. 7 - TAUX D'INTÉRÊT OFFERTS SUR LES TITRES DE CRÉANCES NÉGOCIABLES

( taux annuels en pourcentage )

	2002	2003				2004								
		Mars	Juin	Sept.	Déc.	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.
<b>Certificats de dépôt</b>														
A 10 jours .....	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
De plus de 10 jours à 3 mois non inclus .....	2,80- 4,40	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
De 3 mois à 6 mois non inclus .....	4,75	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
De 6 mois à 12 mois non inclus .....	4,50-5,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
De 12 mois à 18 mois non inclus .....	4,60-5,50	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
De 18 mois à 2 ans non inclus.....	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
De 2 ans à 3 ans non inclus.....	5,5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
De 3 ans à 5 ans non inclus .....	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
De 5 ans à 7 ans non inclus.....	6,00-6,50	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
A 7 ans .....	6,9	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Bons de sociétés de financement</b>														
De plus de 2 ans à 3 ans non inclus .....	5,16-6,50	-	4,15	4,35	4,80-5,50	4,80-5,55	4,80	-	-	-	-	3,80-4,20	-	-
De 3 ans à 5 ans non inclus .....	5,50-7,10	-	4,50-6,20	4,70-7,00	4,75-5,50	4,75-5,50	4,80-7,00	4,87-5,55	4,78	-	3,79-5,80	4,25-4,50	-	3,65-4,80
De 5 ans à 7 ans non inclus .....	6,70-7,20	-	-	-	-	-	-	6,03	-	-	5,30	-	-	-
A 7 ans .....	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Billets de trésorerie</b>														
De plus de 10 jours à 3 mois non inclus .....	3	3,40-3,55	3,55	-	3,70	3,70	3,70	3,25-3,50	3,25-3,50	3,25-3,45	3,20	2,70	2,70	2,70-2,80
De 3 mois à 6 mois non inclus .....	3,60-5,30	5,30	-	3,55	3,95	3,95	3,4-3,95	3,40-3,65	-	3,60	3,00-3,60	2,70-3,25	3,00	-
De 6 mois à 1 an non inclus .....	4,20-5,75	-	5	-	-	-	-	-	3,55	-	3,25-3,50	-	3,10-3,25	3,25
A 1 an .....	3,25	-	-	-	-	-	-	-	3,45	3,30	-	-	-	-

Source : Bank Al-Maghrib.

## II - 6. 1- TAUX DE BASE BANCAIRES

	Mi-février - Avril 1996	Mai 1996 - Septembre 1997	Octobre 1997 - Avril 1998	Mai 1998 - Novembre 1999	À partir de décembre 1999
<b>Taux de base bancaires</b>					
- Crédits à l'exportation .....	8,75	8,50	8,00	7,50	7,50 - 7,00 <sup>(2)</sup>
- Crédits à court terme .....	9,75	9,75	9,25	8,00 - 7,75 <sup>(1)</sup>	8,00 - 7,25 <sup>(2)</sup>
- Crédits à moyen terme .....	10,50	10,00	9,50	8,25	8,25 - 7,25 <sup>(2)(3)</sup>
- Crédits à long terme .....	11,25	10,75	10,25	9,00	9,00 - 8,25 <sup>(2)(3)</sup>

(1) En juin 1999, une banque de la place a réduit de 0,25 point le taux de base des crédits à court terme.

(2) En décembre 1999, une banque de la place a réduit de 0,5 point ses taux de base, tandis qu'une banque a abaissé de 50 points de base les taux des crédits à moyen et long termes.

(3) En avril 2002, une banque de la place a ramené le taux des crédits à moyen terme à 7,25% et celui des crédits à long terme à 8,25%.

**II - 6. 2 - TAUX DÉBITEURS BANCAIRES MINIMUMS ET MAXIMUMS**  
(taux annuels en pourcentage)

Année 2000	1er trimestre		2e trimestre		3e trimestre		4e trimestre	
	Min	Max	Min	Max	Min	Max	Min	Max
- Crédits à l'exportation .....	7,00	10,00	7,00	10,00	7,00	10,00	7,00	10,00
- Autres crédits à court terme .....	7,25	13,50	7,25	13,25	7,25	13,25	7,25	13,25
- Crédits à moyen terme PME/PMI .....	7,50	11,00	7,50	11,00	7,50	11,00	7,50	11,00
- Autres crédits à moyen terme .....	7,50	13,25	7,50	13,25	7,50	13,25	7,50	13,25
- Crédits à long terme .....	8,50	13,25	8,50	13,25	8,50	13,25	8,50	13,25
Année 2001	1er trimestre		2e trimestre		3e trimestre		4e trimestre	
	Min	Max	Min	Max	Min	Max	Min	Max
- Crédits à l'exportation .....	7,00	10,00	7,00	10,00	7,00	10,00	7,00	10,00
- Autres crédits à court terme .....	7,25	13,25	7,25	13,25	7,25	13,25	7,25	13,25
- Crédits à moyen terme ( PME/PMI) .....	7,50	11,00	7,50	11,00	7,50	11,00	7,50	11,00
- Autres crédits à moyen terme .....	7,50	13,25	7,50	13,25	7,50	13,25	7,50	13,25
- Crédits à long terme .....	8,50	13,25	8,50	13,25	8,50	13,25	8,50	13,25
Année 2002	1er trimestre		2e trimestre		3e trimestre		4e trimestre	
	Min	Max	Min	Max	Min	Max	Min	Max
- Crédits à l'exportation .....	7,00	10,00	7,00	10,00	7,00	10,00	7,00	10,00
- Autres crédits à court terme .....	7,00	13,25	7,00	13,25	7,00	13,25	7,00	12,75
- Crédits à moyen terme ( PME/PMI) .....	7,50	12,00	7,25	12,00	7,25	12,00	7,00	12,00
- Autres crédits à moyen terme .....	7,25	13,25	7,25	13,25	7,25	13,25	7,25	13,00
- Crédits à long terme .....	8,00	13,25	8,00	12,00	8,00	12,00	8,00	12,00
Année 2003	1er trimestre		2e trimestre		3e trimestre		4e trimestre	
	Min	Max	Min	Max	Min	Max	Min	Max
- Crédits à l'exportation .....	7,00	10,00	7,00	10,00	7,00	10,00	7,00	10,00
- Autres crédits à court terme .....	7,00	12,75	7,00	12,75	7,00	12,75	7,00	12,00
- Crédits à moyen terme ( PME/PMI) .....	7,00	12,00	7,00	12,00	7,00	11,50	7,00	11,00
- Autres crédits à moyen terme .....	7,00	12,50	7,00	12,50	7,00	12,00	7,25	12,00
- Crédits à long terme .....	8,00	12,00	8,00	12,00	8,00	12,00	7,50	12,50
Année 2004	1er trimestre		2e trimestre					
	Min	Max	Min	Max				
- Crédits à l'exportation .....	7,00	10,00	7,00	10,00				
- Autres crédits à court terme .....	7,00	11,50	7,00	11,50				
- Crédits à moyen terme ( PME/PMI) .....	7,00	11,00	7,00	11,00				
- Autres crédits à moyen terme .....	7,25	12,00	7,25	12,00				
- Crédits à long terme .....	7,50	12,50	7,50	12,50				

**II - 6.3 - TAUX MAXIMUM DES INTÉRÊTS CONVENTIONNELS  
DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT**  
(taux annuels en pourcentage)

Périodes \ Taux	Oct. 1999 - Mars 2000	Avril - Sept. 2000	Oct. 2000 - Mars 2001	Avril - Septembre 2001	Oct. 2001 - Mars 2002	Avril - Septembre 2002	Oct. 2002 - Mars 2003	Avril - Septembre 2003	Oct. 2003 - Mars 2004	Avril - Septembre 2004	Oct. 2004 - Mars 2005
Taux moyen des banques .....	9,28	9,22	9,03	9,09	9,13	8,87	8,60	8,48	8,08	8,09	7,88
Taux moyen des sociétés de financement .....	16,54	15,62	14,96	14,21	13,36	13,14	13,23	12,89	12,76	12,72	12,35
TMP <sup>(*)</sup> de l'ensemble des établissements de crédit .....	9,77	9,85	9,66	9,66	9,65	9,46	9,19	9,13	8,76	8,72	8,48
<b>Taux maximum des intérêts conventionnels .....</b>	<b>15,63 <sup>(1)</sup></b>	<b>15,76</b>	<b>15,46</b>	<b>15,46</b>	<b>15,44</b>	<b>15,14</b>	<b>14,70</b>	<b>14,61</b>	<b>14,02</b>	<b>13,95</b>	<b>13,57</b>

(\*) Taux moyen pondéré (T.M.P).

(1) TMP des établissements de crédit multiplié par 1,60 (au lieu de 1,70 auparavant).

Source : Bank Al-Maghrib.

**II - 7 - TAUX DES CONCOURS DE BANK AL-MAGHRIB À L'ÉTAT**  
(taux annuels en pourcentage)

	Mars 2002	Juin 2002	Sept. 2002	Déc. 2002	Mars 2003	Juin 2003	Sept. 2003	Déc. 2003	Mars 2004	Juin 2004	Sept. 2004
<b>Concours à l'État</b>											
Avance conventionnelle <sup>(1)</sup> .....	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Facilité de caisse <sup>(2)</sup> .....	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Avances sur traites douanières et sur obligations cautionnées <sup>(3)</sup> .....	3,75	3,75	3,75	3,25 <sup>(4)</sup>	3,25	3,25	3,25	3,25	3,25	3,25	3,25

(1) Taux appliqués à l'avance conventionnelle consentie en août 1995 et remboursée en juin 1999.

(2) Concours gratuits.

(3) Ce taux a été aligné sur le taux des avances à 7 jours sur appels d'offres à partir du 7 septembre 1999.

(4) A partir du 26 décembre 2002.

Source : Bank Al-Maghrib.

### **III- SOCIÉTÉS DE FINANCEMENT**

**III - 1 - EMPLOIS ET RESSOURCES DES SOCIÉTÉS  
DE CRÉDIT À LA CONSOMMATION**

(en millions de dirhams)

	Décembre 1998	Décembre 1999	Décembre 2000	Décembre 2001	Décembre 2002	Décembre 2003
<b>EMPLOIS</b>						
Immobilisations .....	307	340	304	327	343	438
Crédits .....	14 027	16 434	17 934	18 727	19 909	21 570
Débiteurs divers et comptes de régularisation .....	238	326	411	386	476	434
Avoirs liquides .....	414	723	381	394	361	321
<b>Total .....</b>	<b>14 986</b>	<b>17 823</b>	<b>19 030</b>	<b>19 834</b>	<b>21 089</b>	<b>22 763</b>
<b>RESSOURCES</b>						
Fonds propres et assimilés .....	2 503	2 621	2 537	2 774	2 860	2 972
Provisions .....	1 057	1 590	2 379	2 354	2 864	3 661
Dettes de financement .....	5 158	6 291	6 602	8 702	9 958	11 130
Créditeurs divers et comptes de régularisation .....	1 283	1 142	1 417	817	1 007	1 324
Comptes de trésorerie .....	4 985	6 179	6 095	5 187	4 400	3 676
<b>Total .....</b>	<b>14 986</b>	<b>17 823</b>	<b>19 030</b>	<b>19 834</b>	<b>21 089</b>	<b>22 763</b>

Source : Bank Al-Maghrib.

**III - 2 - EMPLOIS ET RESSOURCES DES SOCIÉTÉS  
DE CRÉDIT-BAIL**

(en millions de dirhams)

	Décembre 1998	Décembre 1999	Décembre 2000	Décembre 2001	Décembre 2002	Décembre 2003
<b>EMPLOIS</b>						
Immobilisations .....	94	191	54	59	60	82
Crédits .....	6 052	7 260	9 209	10 916	12 496	13 750
Débiteurs divers et comptes de régularisation .....	221	196	71	196	131	148
Avoirs liquides .....	40	27	29	21	227	88
<b>Total .....</b>	<b>6 407</b>	<b>7 674</b>	<b>9 363</b>	<b>11 192</b>	<b>12 914</b>	<b>14 068</b>
<b>RESSOURCES</b>						
Fonds propres et assimilés .....	1 010	1 142	1 237	1 244	1 267	1 216
Provisions .....	421	624	690	850	1 095	1 253
Dettes de financement .....	3 660	4 655	5 777	6 972	8 116	8 775
Créditeurs divers et comptes de régularisation .....	471	583	594	704	1 003	1 245
Comptes de trésorerie .....	845	670	1 065	1 422	1 433	1 579
<b>Total .....</b>	<b>6 407</b>	<b>7 674</b>	<b>9 363</b>	<b>11 192</b>	<b>12 914</b>	<b>14 068</b>

Source : Bank Al-Maghrib.

## **IV- ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS**

#### IV - 1 - INDICATEURS D'ACTIVITÉ DES OPCVM

Situation au	Nombre d'OPCVM				Actif net (en millions de dirhams )				Nombre de parts et actions en circulation (PAC)				Indices de performance			
	Actions	Obligations	Diversifiés	Total	Actions	Obligations	Diversifiés	Total	Actions	Obligations	Diversifiés	Total	Actions	Obligations	Diversifiés	Moyenne
27/12/2002	42	84	34	160	2 791,5	64 305,8	2 416,0	69 513,3	2 979 281	43 001 733	2 884 851	48 865 865	108,83	157,65	140,18	155,08
31/01/2003	42	84	34	160	2 865,0	57 726,4	2 329,4	62 920,8	2 886 825	41 813 773	2 840 126	47 540 724	108,14	157,72	140,02	154,81
28/02/2003	42	84	33	159	2 978,4	57 675,0	2 347,0	63 000,4	2 865 304	39 957 096	2 849 668	45 672 068	112,74	157,91	141,94	155,18
28/03/2003	42	87	34	163	2 836,2	58 064,3	2 299,0	63 199,5	2 838 464	42 308 696	2 831 925	47 979 085	108,33	157,24	139,64	154,40
25/04/2003	44	87	34	165	2 977,7	58 229,4	2 341,7	63 548,8	2 826 162	41 282 946	2 822 115	46 931 223	113,93	158,25	142,86	155,61
30/05/2003	44	87	34	165	3 034,9	60 766,3	2 215,4	66 016,6	2 769 661	37 403 624	2 690 282	42 863 567	116,65	160,03	145,70	157,55
27/06/2003	44	89	34	167	3 283,9	61 750,0	2 293,4	67 327,3	2 837 982	43 861 294	2 673 587	49 372 863	125,36	162,12	151,33	159,96
25/07/2003	44	89	34	167	3 295,2	60 512,6	2 269,7	66 077,5	2 802 070	43 360 233	2 640 530	48 802 833	126,61	162,64	152,13	160,48
22/08/2003	45	89	34	168	3 420,9	62 901,9	2 273,9	68 596,7	2 778 698	45 138 140	2 628 148	50 544 986	128,24	163,17	153,26	161,10
26/09/2003	45	89	34	168	3 583,6	61 785,3	2 339,4	67 708,3	2 837 504	44 340 174	2 619 738	49 797 416	133,39	163,81	156,36	161,94
31/10/2003	44	90	35	169	2 387,3	60 866,3	3 535,7	66 789,3	2 709 959	44 140 037	2 741 390	49 591 386	134,17	163,58	156,60	162,16
28/11/2003	44	90	35	169	2 372,2	61 581,4	3 504,5	67 458,1	2 572 181	43 490 106	2 704 161	48 766 448	135,90	163,78	157,78	162,49
26/12/2003	44	90	35	169	2 430,8	61 903,7	3 411,9	67 746,4	2 590 084	40 852 493	2 628 378	46 070 955	139,73	164,13	160,52	163,07
30/01/2004	44	90	35	169	2 727,0	61 859,4	3 459,0	68 045,4	2 647 003	41 248 735	2 550 857	46 446 595	144,87	165,63	165,02	164,77
27/02/2004	45	90	35	170	3 255,9	64 524,8	3 568,3	71 349,0	3 031 621	40 636 678	2 562 865	46 231 164	151,95	166,17	169,37	165,68
26/03/2004	45	93	35	173	3 499,9	69 034,1	3 617,0	76 151,0	3 211 964	46 210 046	2 573 484	51 995 494	158,51	166,92	172,85	166,82
30/04/2004	45	94	35	174	3 614,5	71 312,8	3 591,9	78 519,2	3 272 658	49 332 579	2 529 981	55 135 218	161,61	167,73	175,21	167,79
28/05/2004	45	95	34	174	3 528,5	73 968,6	3 369,5	80 866,6	3 232 067	48 921 508	2 279 934	54 433 509	159,88	168,49	174,68	168,37
02/07/2004	45	95	34	174	3 561,2	71 902,6	3 417,8	78 881,6	3 199 110	48 731 168	2 295 723	54 226 001	160,05	169,64	175,63	169,47
02/08/2004	45	98	34	177	3 713,6	73 251,0	3 468,6	80 433,2	3 253 887	49 001 357	2 280 804	54 536 048	163,72	170,67	178,68	170,69
03/09/2004	45	98	34	177	3 763,1	74 795,9	3 516,5	82 075,5	3 274 446	48 707 411	2 294 630	54 276 487	165,67	171,06	179,97	171,19
01/10/2004	45	98	34	177	3 680,2	76 805,0	3 540,7	84 025,9	3 333 575	50 782 071	2 379 267	56 494 913	161,12	171,88	177,87	171,66

Source : Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières

IV - 2 -EMPLOIS ET RESSOURCES CONSOLIDÉS DU "GROUPE C.D.G."(\*)

(en millions de dirhams)

	1999		2000		2001		2002		2003	
	Juin	Déc.								
<b>EMPLOIS</b>										
.Avoirs liquides	2	142	175	2	112	5	46	366	2	85
.Créances sur les banques	1 170	2 099	1 528	1 401	1 252	1 446	1 434	1 259	809	1 736
(dont: certificats de dépôts)	(1 151)	(1 165)	(1 012)	(982)	(875)	(846)	(1 005)	(238)	(436)	(110)
.Créances sur le Trésor	28 653	30 515	33 345	34 514	37 669	38 308	40 301	42 408	49 746	50 421
.Crédits à l'économie	228	304	709	565	599	777	1 430	2 443	2 694	4 839
.Titres de placement et de participation	13 658	13 050	13 610	13 446	13 727	13 098	15 022	16 368	17 747	16 773
.Titres de participation	1 493	1 539	1 990	2 344	2 719	2 893	4 297	5 614	5 867	5 586
.Titres de placement	12 165	11 511	11 620	11 102	11 008	10 205	10 725	10 754	11 880	11 187
(dont: bons des sociétés de financement)	(367)	(419)	(476)	(182)	(206)	(169)	(0)	(0)	(0)	(0)
.Emplois divers	5 090	5 117	5 025	6 269	7 373	6 365	7 083	8 896	10 693	10 339
<b>TOTAL</b>	<b>48 801</b>	<b>51 227</b>	<b>54 392</b>	<b>56 197</b>	<b>60 732</b>	<b>59 999</b>	<b>65 316</b>	<b>71 740</b>	<b>81 691</b>	<b>84 193</b>
<b>RESSOURCES</b>										
.Dépôts à la C.D.G.	25 966	27 340	27 702	27 877	29 377	29 240	30 910	33 097	34 519	35 144
.Dépôts de la C.N.S.S.	12 488	13 287	13 287	13 537	13 542	14 017	14 017	14 674	14 491	15 108
.Dépôts de la C.E.N.	5 381	5 528	5 636	5 906	6 009	6 212	6 416	6 808	7 113	7 378
.Fonds du travail	2 253	2 434	2 453	2 578	2 590	2 722	2 819	2 850	2 867	3 043
.Cautionnements et consignations	1 251	1 272	1 295	1 395	1 696	1 636	1 657	1 668	1 703	1 751
. Autres dépôts <sup>(1)</sup>	4 593	4 819	5 031	4 461	5 540	4 653	6 001	7 097	8 345	7 864
.Fonds et réserves techniques de la C.N.R.A. et du R.C.A.R.	15 298	17 030	17 936	19 370	19 370	20 135	21 213	21 385	26 606	26 606
.Fonds propres et provisions	3 090	3 683	3 688	5 704	5 240	5 787	5 910	6 156	6 434	7 275
.Fonds propres <sup>(2)</sup>	2 468	2 792	2 797	3 053	3 059	3 199	3 206	3 335	3 717	3 885
.Provisions	622	891	891	2 651	2 181	2 588	2 704	2 821	2 717	3 390
.Ressources diverses	4 447	3 174	5 066	3 246	6 745	4 837	7 283	11 102	14 132	15 168
<b>TOTAL</b>	<b>48 801</b>	<b>51 227</b>	<b>54 392</b>	<b>56 197</b>	<b>60 732</b>	<b>59 999</b>	<b>65 316</b>	<b>71 740</b>	<b>81 691</b>	<b>84 193</b>

(\*) Caisse de dépôt et de gestion (CDG), Caisse nationale de retraites et d'assurances (CNRA) et Régime collectif d'allocation et de retraite (RCAR).

(1) Déposants divers, dépôts des notaires, secrétaires greffiers, Fonds de garantie automobile, dépôts des filiales et autres dépôts et comptes bloqués

(2) Capital, dotations et réserves.

Source : BANK AL-MAGRIB

#### IV - 3 - ÉVOLUTION DES DÉPÔTS À LA CAISSE D'ÉPARGNE NATIONALE

(en millions de dirhams)

	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
1994	2 357	2 559	2 547	2 553	2 569	2 579	2 602	2 623	2 649	2 680	2 712	2 754
1995	2 787	2 804	3 044	3 058	3 076	3 097	3 122	3 145	3 174	3 219	3 254	3 292
1996	3 333	3 363	3 601	3 609	3 629	3 640	3 669	3 697	3 730	3 780	3 820	3 866
1997	3 905	3 927	4 214	4 245	4 257	4 285	4 315	4 342	4 395	4 467	4 509	4 553
1998	4 611	4 990	5 004	5 057	5 095	5 109	5 135	5 165	5 208	5 271	5 297	5 330
1999	5 369	5 402	5 662	5 627	5 617	5 609	5 615	5 634	5 654	5 687	5 707	5 721
2000	5 777	6 082	6 084	6 071	6 102	6 097	6 099	6 115	6 139	6 177	6 185	6 208
2001	6 245	6 238	6 272	6 281	6 413	6 391	6 383	6 374	6 415	6 470	6 499	6 576
2002	6 642	6 681	6 723	6 760	6 779	6 789	6 812	6 830	6 890	7 197	7 236	7 312
2003	7 377	7 431	7 488	7 555	7 550	7 810	7 835	7 874	7 941	8 015	8 059	8 196
2004	8 236	8 392	8 691	8 779	8 842	8 901	8 945	9 023				

Source : Barid Al-Maghrib.

**IV - 4 - BILAN DES ENTREPRISES D'ASSURANCE ET DE RÉASSURANCE**

(en millions de dirhams)

ACTIF	2000	2001	2002	2003	PASSIF	2000	2001	2002	2003
<b>ACTIF IMMOBILISÉ</b>	46 691,08	49 364,54	52 991,51	57 439,29	<b>FINANCEMENT PERMANENT</b>	54 346,38	58 715,24	63 954,44	68 141,21
- Immobilisations en non-valeurs	106,47	123,89	121,61	72,40	- Capitaux propres et assimilés	10 232,86	10 434,66	9 004,31	10 000,68
- Immobilisations incorporelles	505,86	505,58	520,07	510,88	. Capital social ou fonds d'établissement	4 480,92	4 502,95	4 601,16	4 850,62
- Immobilisations corporelles	504,81	502,87	464,26	438,90	. Réserves	-	-	-	-
- Immobilisations financières (autres que placements)	3 367,73	3 404,56	4 079,23	4 380,75	. Report à nouveau	-	-	-	-
- Placements affectés aux opérations d'assurance	42 206,21	44 827,64	47 806,34	52 036,36	. Résultat net de l'exercice	1 941,77	926,70	- 337,02	2 233,97
. Placements immobiliers	2 681,08	2 756,31	2 994,72	2 862,02	. Autres capitaux propres et assimilés	26,46	29,59	13,03	41,37
. Obligations et bons	10 413,20	13 177,29	14 960,32	16 002,72	- Dettes de financement	558,12	603,58	1 429,62	1 117,43
. Actions et parts sociales	25 969,67	25 918,83	27 068,59	30 842,01	- Prov. durables pour risques et charges	339,23	214,98	269,38	373,22
. Titres de créances négociables	-	-	-	-	- Provisions techniques brutes	43 189,72	47 432,42	53 238,10	56 608,50
. Prêts et effets assimilés	440,91	434,58	506,94	486,08	. Provisions mathématiques vie	17 576,52	19 799,05	22 581,61	24 469,22
. Autres placements	2 701,36	2 540,63	2 275,77	1 843,53	. Provisions pour sinistres à payer	21 728,71	23 330,91	26 122,67	27 543,80
					. Autres provisions techniques	3 884,49	4 302,46	4 533,82	4 595,48
<b>ACTIF CIRCULANT (hors trésorerie)</b>	13 723,83	15 504,78	17 979,49	18 754,05	<b>PASSIF CIRCULANT (hors trésorerie)</b>	5 845,90	6 481,03	7 587,56	8 597,01
- Part des cessionnaires dans les provisions techniques	5 798,90	6 293,11	8 213,06	8 432,31	- Dettes pour espèces remises par les cessionnaires	1 502,12	1 631,15	1 951,56	2 153,08
- Créances de l'actif circulant	7 780,79	8 569,02	8 986,01	9 538,43	- Dettes du passif circulant	4 336,40	4 843,54	5 631,59	6 437,86
- Titres et valeurs de placements (non affectés aux op. d'assurance)	140,47	638,45	777,70	781,92	- Autres prov. pour risques et charges	7,33	6,00	4,14	5,80
<b>TRÉSORERIE-ACTIF</b>	600,02	1 106,71	1 052,43	808,32	<b>TRÉSORERIE- PASSIF</b>	822,65	779,75	481,41	263,62
<b>TOTAL ACTIF</b>	61 014,93	65 976,03	72 023,42	77 001,66	<b>TOTAL PASSIF</b>	61 014,93	65 976,03	72 023,42	77 001,84

Source : Ministère des finances et de la privatisation.

## **V - MARCHÉ DES CAPITAUX**

**V - 1 - PRÊTS ET EMPRUNTS SUR LE MARCHÉ  
MONÉTAIRE INTERBANCAIRE**

(en millions de dirhams)

Date	Volume moyen des transactions	Encours (fin de mois)	
1997	Décembre	2 449	2 502
1998	Décembre	2 945	3 041
1999	Décembre	3 269	3 600
2000	Décembre	2 788	2 917
2001	Décembre	2 692	2 418
2002	Janvier	1 601	1 378
	Février	1 523	1 460
	Mars	1 454	1 610
	Avril	2 186	1 713
	Mai	1 730	1 637
	Juin	1 942	2 877
	Juillet	2 318	2 860
	Août	2 471	2 229
	Septembre	1 642	1 151
	Octobre	2 355	1 979
	Novembre	2 488	1 402
	Décembre	2 071	3 202
2003	Janvier	2 556	1 632
	Février	1 590	1 422
	Mars	1 696	1 745
	Avril	1 632	1 675
	Mai	1 714	2 043
	Juin	2 430	2 338
	Juillet	2 770	3 599
	Août	3 176	3 133
	Septembre	2 411	1 798
	Octobre	2 077	1 826
	Novembre	2 183	2 368
	Décembre	3 263	5 345
2004	Janvier	1 583	6 954
	Février	1 729	6 979
	Mars	556	1 524
	Avril	554	2 845
	Mai	682	3 405
	Juin	677	3 518
	Juillet	1 067	3 400
	Août	1 438	3 629
	Septembre	1 971	5 668

Source : Bank Al-Maghrib.

V - 2 - ENCOURS DES TITRES DE CRÉANCES NÉGOCIABLES

(en millions de dirhams)

Date	Bons du Trésor			Autres titres de créances négociables				
	Bons du Trésor émis par adjudication	Emprunts nationaux	Total des bons du Trésor	Certificats de dépôt	Bons des sociétés de financement	Billets de trésorerie	Total des autres titres de créances négociables	
1997	Décembre	58 276	12.814*	71 090	3 011	1 854	70	4 935
1998	Décembre	72 270	12 291	84 561	4 808	3 140	80	8 028
1999	Décembre	94 572	9 618	104 190	5 813	4 596	20	10 429
2000	Décembre	116 359	6 965	123 324	5 596	4 959	-	10 555
2001	Décembre	143 075	4 924	147 999	4 864	5 959	25	10 848
2002	Janvier	146 221	4 924	151 145	4 853	6 154	-	11 007
	Février	151 274	4 924	156 198	4 820	6 231	30	11 081
	Mars	154 620	4 625	159 245	4 786	6 552	30	11 368
	Avril	156 457	4 598	161 055	4 738	6 742	30	11 510
	Mai	154 751	4 598	159 349	4 695	6 808	31	11 534
	Juin	154 374	4 598	158 972	4 841	6 994	40	11 875
	Juillet	155 980	4 289	160 269	4 666	6 952	80	11 698
	Août	158 717	4 289	163 006	4 462	7 107	116	11 685
	Septembre	158 942	3 852	162 794	4 460	7 188	136	11 784
	Octobre	160 116	3 852	163 968	4 235	7 297	96	11 628
	Novembre	161 745	3 852	165 597	4 106	7 036	95	11 237
	Décembre	169 917	3 852	173 769	3 430	7 013	1 058	11 501
2003	Janvier	174 757	2 158	176 915	3 331	7 220	1 058	11 609
	Février	181 337	2 158	183 495	3 323	7 335	1 071	11 729
	Mars	187 246	2 158	189 404	3 215	6 816	1 352	11 383
	Avril	188 793	1 670	190 463	3 195	6 186	1 112	10 493
	Mai	191 093	1 670	192 763	3 097	6 799	1 136	11 032
	Juin	191 573	1 596	193 169	3 067	6 672	1 071	10 810
	Juillet	190 831	1 596	192 427	3 196	6 910	1 031	11 137
	Août	189 709	1 596	191 305	3 142	6 937	1 036	11 115
	Septembre	190 548	1 596	192 144	3 142	6 968	1 106	11 216
	Octobre	188 826	1 596	190 422	3 110	6 797	1 130	11 037
	Novembre	192 906	1 596	194 502	3 036	6 834	1 121	10 991
	Décembre	197 100	730	197 830	1 465	6 716	60	8 241
2004	Janvier	198 470	730	199 200	1 465	6 766	79	8 310
	Février	203 742	730	204 472	1 465	6 786	444	8 695
	Mars	202 896	730	203 626	1 465	6 854	464	8 783
	Avril	203 249	730	203 979	1 465	6 888	1 523	9 876
	Mai	203 337	0	203 337	1 465	6 792	2 185	10 442
	Juin	203 826	0	203 826	1 465	6 517	2 195	10 177
	Juillet	203 229	0	203 229	1 464	6 677	2 720	10 861
	Août	213 419	0	213 419	1 014	6 549	2 818	10 381
	Septembre	211 154	0	211 154	946	6 439	2 835	10 220

(\*) Y compris le montant émis, de l'ordre de 2,2 milliards, ayant pour date de jouissance janvier 1998.

Source : Bank Al-Maghrib.

### V - 3 - INDICATEURS BOURSIERS

(en millions de dirhams)

Date	Chiffre d'affaires	Capitalisation	Indice
1997 Décembre	4 046,5	118 666	667,52
1998 Décembre	6 428,2	145 147	803,68
1999 Décembre	12 038,7	138 051	777,08
2000 Décembre	6 832,5	114 881	658,43
2001 Décembre	5 009,7	104 740	609,74
2002 Janvier	2 364,0	101 072	3 444,85*
Février	804,6	99 979	3 407,59
Mars	761,6	99 961	3 406,95
Avril	2 193,1	96 627	3 293,35
Mai	1 135,6	94 115	3 207,72
Juin	670,3	92 192	3 135,26
Juillet	1 337,9	87 949	2 989,54
Août	295,1	89 397	3 058,49
Septembre	418,4	85 970	2 941,26
Octobre	826,5	84 498	2 890,88
Novembre	956,9	86 273	2 951,63
Décembre	9 545,6	87 175	2 980,44
2003 Janvier	3 128,2	89 795	3 070,01
Février	1 120,9	94 168	3 219,51
Mars	1 638,9	90 057	3 079,07
Avril	1 591,1	95 881	3 273,19
Mai	4 042,8	97 624	3 332,69
Juin	1 296,6	104 175	3 564,55
Juillet	1 853,9	102 965	3 522,49
Août	2 026,9	108 057	3 696,71
Septembre	21 761,0	109 496	3 745,93
Octobre	2 813,9	110 884	3 787,88
Novembre	1 031,7	113 014	3 861,25
Décembre	11 388,8	115 507	3 943,51
2004 Janvier	1 122,2	120 557	4 115,93
Février	4 390,9	127 015	4 336,40
Mars	5 220,4	131 023	4 473,30
Avril	2 826,9	135 347	4 620,91
Mai	2 017,8	133 040	4 544,78
Juin	15 322,4	137 178	4 498,88
Juillet	3 766,7	141 753	4 514,72
Août	859,7	143 817	4 580,44
Septembre	2 242,8	141 610	4 510,17

(\*) A compter du premier janvier 2002, l'indice général de la Bourse des valeurs (I G B) a été remplacé par le MASI qui intègre toutes les valeurs cotées et a pour base 1000 au 31 décembre 1991.

Source : Bourse de Casablanca.

## **VI - FINANCES PUBLIQUES**

**VI - 1 - RECETTES, DÉPENSES ET COUVERTURE DU BESOIN  
DE FINANCEMENT DU TRÉSOR**

(en millions de dirhams)

Période	Recettes ordinaires	Dépenses budgétaires totales	Variations des arriérés de paiement (1)	Déficit (-) ou Excédent (+) de caisse	Financements intérieurs nets (2)	Financements extérieurs nets (2)
1997	81 944	86 555	-5 061	-9 672	18 070	-8 398
1998	83 898	97 097	7 214	-5 985	10 722	-4 737
1999 (*)	106 538	103 497	-11 626	-8 585	12 978	-4 393
2000 (*)	92 876	113 523	12 059	-8 588	14 907	-6 319
2001 (*)	118 780	128 950	-8 796	-18 966	28 827	-9 861
2002 (*) Janvier	8 698	7 501	1 421	2 618	487	-3 105
Février	15 100	15 500	2 405	2 005	1 841	-3 846
Mars	24 897	24 256	- 477	164	4 068	-4 232
Avril	33 685	34 972	1 338	51	4 987	-5 038
Mai	41 812	44 985	1 074	-2 099	7 232	-5 133
Juin	50 024	56 335	2 482	-3 829	9 239	-5 410
Juillet	59 520	64 327	- 253	-5 060	12 917	-7 857
Août	67 056	72 885	133	-5 696	15 704	-10 008
Septembre	75 960	80 421	- 100	-4 561	15 158	-10 597
Octobre	83 337	90 043	- 658	-7 364	18 703	-11 339
Novembre	89 455	98 221	- 394	-9 160	20 974	-11 814
Décembre	98 883	115 933	- 231	-17 281	28 480	-11 199
2003 (*) Janvier	9 933	7 881	2 640	4 692	-2 499	-2 193
Février	17 177	17 028	1 757	1 906	2 995	-4 901
Mars	27 700	25 642	1 807	3 865	1 322	-5 187
Avril	36 774	36 381	353	746	5 032	-5 779
Mai	44 875	46 030	1 090	- 65	6 404	-6 339
Juin	54 060	57 395	1 233	-2 102	8 045	-5 943
Juillet	63 811	62 153	- 28	1 630	5 375	-7 005
Août	75 533	77 323	111	-1 679	9 321	-7 642
Septembre	85 031	86 397	-1 367	-2 733	10 810	-8 077
Octobre	92 842	98 239	-3 386	-8 783	17 245	-8 462
Novembre	98 496	105 959	-2 842	-10 305	19 106	-8 801
Décembre	108 650	123 979	-2 098	-17 427	26 173	-8 746
2004 (*)						
1 <sup>er</sup> trim	30 665	27 591	-1 049	2 025	532	-2 557
Avril	39 185	39 065	-1 805	-1 685	4 866	-3 181
Mai	47 899	46 724	-1 748	- 573	4 040	-3 467
Juin	59 057	55 807	-1 720	1 530	2 464	-3 994
Juillet	62 759	63 414	-1 788	-2 443	8 259	-5 816
Août	77 590	76 375	-1 915	- 699	6 176	-5 477

(\*) Nouvelle présentation de la situation des charges et ressources du Trésor donnant une ventilation des opérations de certains comptes spéciaux du Trésor en recettes et dépenses et non plus seulement en solde.

(1) Un montant positif signifie une reconstitution et un montant négatif un règlement d'arriérés de paiement.

(2) Emprunts moins amortissements.

Source : Ministère des finances et de la privatisation.

**VI - 2 - RECETTES, DÉPENSES ET COUVERTURE DU BESOIN DE FINANCEMENT  
DU TRÉSOR PAR NATURE D'OPÉRATIONS**

(en millions de dirhams)

Rubriques	2001 <sup>(*)</sup>	2002 <sup>(*)</sup>	2003				2004					
			Mars	Juin	Sept.	Déc.	1 <sup>er</sup> trim.	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août
I. Recettes ordinaires .....	118 780	98 883	27 700	54 059	85 031	108 650	30 665	39 183	47 899	59 057	62 759	77 590
Impôts directs .....	28 162	30 378	10 824	18 168	26 526	33 236	11 636	13 446	15 398	19 760	22 995	25 066
Droits de douane .....	12 350	12 233	2 834	5 505	8 119	10 671	2 625	3 685	4 715	5 686	6 643	7 527
Impôts indirects .....	38 993	40 057	10 396	20 989	31 950	41 637	10 126	13 793	18 089	21 731	20 581	30 149
Droits d'enregistrement et de timbre .....	4 546	4 999	1 871	3 028	4 155	5 302	2 057	2 530	2 815	3 110	3 589	3 953
Monopoles et exploitations .....	4 904	4 244	303	3 007	3 980	5 038	2 259	3 398	3 477	5 171	5 278	5 800
Domaines .....	168	141	32	84	121	199	25	57	106	106	99	109
Autres recettes .....	3 341	2 856	555	1 480	2 176	3 225	879	1 030	1 284	1 478	1 663	2 040
Produits des privatisations .....	23 397	621	-	-	5 758	6 307	-	-	-	-	-	759
Recettes de certains comptes spéciaux du Trésor.....	2 919	3 354	885	1 798	2 246	3 035	1 058	1 244	2 015	2 015	1 911	2 187
II. Dépenses courantes .....	92 612	90 491	22 164	46 871	69 127	98 444	25 408	33 086	40 452	49 639	58 022	64 965
Intérêts de la dette publique .....	18 536	17 411	4 903	8 698	11 589	17 357	5 214	6 357	7 494	9 217	10 668	11 831
Biens et services .....	66 534	69 033	17 261	36 466	54 586	76 199	19 830	25 700	31 711	39 176	45 667	51 034
Compensation <sup>(1)</sup> .....	7 324	4 047	-	1 707	2 952	4 888	364	1 029	1 247	1 246	1 687	2 100
dont : Fonds de soutien des prix.....	2 432	1 695	-	775	1 577	1 993	364	861	1 075	1 074	1 378	1 506
III. Excédent (+) ou déficit (-) ordinaire.....	26 168	8 392	5 536	7 188	15 905	10 206	5 257	6 097	7 447	9 418	4 737	12 625
IV. Dépenses d'investissement .....	21 253	20 253	5 938	10 990	13 391	19 993	5 570	7 101	8 536	10 618	11 847	12 484
dont : Fonds spécial routier.....	857	994	29	268	587	1 142	-	-	79	356	396	568
V. Solde des autres comptes spéciaux du Trésor.....	-4 472	-5 069	2 460	467	-3 879	-5 542	3 387	1 122	2 264	4 450	6 455	1 074
Dépenses du Fonds Hassan II.....	10 613	120	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
VII. Variations des arriérés de paiement .....	-8 796	- 231	1 807	1 233	-1 367	-2 098	-1 049	-1 805	-1 748	-1 720	-1 788	-1 915
VIII. Déficit (-) ou excédent (+) de caisse.....	-18 966	-17 281	3 865	-2 102	-2 733	-17 427	2 025	-1 685	- 573	1 530	-2 443	- 699

(\*) Nouvelle présentation de la situation des charges et ressources du Trésor donnant une ventilation des opérations de certains comptes spéciaux du Trésor en recettes et dépenses et non plus seulement en solde.

(1) Versements à la Caisse de compensation et à l'ONICL au titre des subventions de prix des produits de base.

**VI - 2 - RECETTES, DÉPENSES ET COUVERTURE DU BESOIN DE FINANCEMENT  
DU TRÉSOR PAR NATURE D'OPÉRATIONS**

(suite)

(en millions de dirhams)

Rubriques	2001	2002	2003				2004					
			Mars	Juin	Sept.	Déc.	1 <sup>er</sup> trim.	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août
IX. Financement du déficit de caisse.....	18 966	17 281	-3 865	2 102	2 733	17 427	-2 025	1 685	573	-1 530	2 443	699
1. Financements intérieurs nets.....	28 827	28 480	1 322	8 045	10 810	26 173	532	4 866	4 040	2 464	8 259	6 176
A. Bank Al-Maghrib .....	-19 227	-1 140	3 322	1 645	-6 815	-2 517	-2 537	-3 915	-4 502	-3 230	-387	-4 603
Avances conventionnelles .....	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Facilité de caisse .....	-7 614	-636	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mobilisation de traites douanières et d'obligations cautionnées .....	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	417	-
Dépôts auprès du CCP .....	-7	12	-38	-38	-38	-38	-	-	-	-	-	-
Avoirs des comptables publics (*).....	-10 000	-516	3 360	1 683	-6 777	-2 479	-2 537	-3 915	-4 502	-3 230	-802	-4 603
Bons du Trésor acquis sur le marché secondaire .....	-1 606	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
B. Banques de dépôts .....	11 294	3 772	3 553	-948	-935	207	1 824	-2 372	1 120	-2 233	-4 385	-3 760
Portefeuille d'effets publics .....	10 547	2 871	3 680	318	-981	1 294	-383	-4 774	-1 497	-4 780	-7 062	-3 949
Dépôts auprès du Trésor et du CCP. ...	747	901	-127	-1 266	46	-1 087	2 207	2 402	2 617	2 547	2 677	189
C. Secteur non bancaire .....	36 760	25 848	-5 553	7 348	18 560	28 483	1 245	11 153	7 422	7 927	13 031	14 539
Obligations et bons du Trésor .....	18 863	12 808	11 753	18 279	19 268	20 141	2 545	8 176**	6 964	10 518	10 857	N.D.
Dépôts auprès du Trésor et du CCP ...	113	73	95	170	-455	241	-33	-105	-11	-20	-82	-55
Autres .....	17 784	12 808	-17 401	-11 101	-253	8 101	-1 267	3 082**	469	-2 611	2 256	N.D.
2. Emprunts extérieurs nets.....	-9 861	-11 199	-5 187	-5 943	-8 077	-8 746	-2 557	-3 181	-3 467	-3 994	-5 816	-5 477

(\*) Billets et monnaies détenus par les comptables publics ainsi que les comptes du Trésor et du Fonds Hassan II pour le développement économique et social auprès de Bank Al-Maghrib.

(\*\*) Chiffres révisés.

Sources : Ministère des finances et de la privatisation.

Bank Al-Maghrib.

### VI - 3 - ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE DIRECTE

(en millions de dirhams)

Période	Dette intérieure <sup>(1)</sup>						Dette extérieure			Total général
	Ventilation par terme <sup>(2)</sup>			Total	Ventilation par catégorie de créanciers		Ventilation par terme <sup>(2)</sup>		Total	
	Court terme	Moyen terme	Long terme		Banques	Secteurs non bancaires	Court terme	Moyen et Long termes		
1994	34 141	14 970	44 730	93 841	51 391	42 450	-	137 219	137 219	231 060
1995	30 579	23 487	47 067	101 133	55 753	45 380	-	133 272	133 272	234 405
1996	24 720	35 326	50 415	110 461	57 565	52 896	-	131 038	131 038	241 499
1997	18 619	43 185	59 722	121 526	62 940	58 586	-	130 377	130 377	251 903
1998	15 744	48 706	66 584	131 034	60 946	70 088	-	125 864	125 864	256 898
1999	19 005	48 580	69 083	136 668	53 220	83 448	-	123 955	123 955	260 623
2000	21 745	56 939	70 536	149 220	64 802	84 418	-	118 700	118 700	267 920
2001	36 764	68 236	70 638	175 638	73 254	102 383	-	110 600	110 600	286 238
2002	22 168	87 710	81 192	191 070	75 826	115 244	-	92 800	92 800	283 870
2003	28 388	96 847	85 977	211 212	75 519	135 693	2 682	76 209	78 891	290 103

(1) Non compris les avances statutaires, les avances conventionnelles non rémunérées et les dépôts auprès des comptes publics, du Trésor et du Service des chèques postaux.

(2) La ventilation par terme est faite sur la base de la maturité initiale.

Source : Ministère des finances et de la privatisation.

## **VII - INDICES DES PRIX**

**VII - 1 - INDICE DES PRIX À LA PRODUCTION<sup>(1)</sup>**  
**INDUSTRIES MANUFACTURIERES**  
(Base 100 = 1997)

Rubrique	Indice général	Industries alimentaires	Industrie du tabac	Industrie textile	Industrie de l'habillement	Industrie du cuir et de la chaussure	Travail du bois et fabrication d'articles en bois	Industrie du papier et du carton	Edition, imprimerie, reproduction	Raffinage du pétrole	Industrie chimique	Industrie du caoutchouc et des plastiques	Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	Métallurgie	Travail des métaux	Fabrication de machines d'équipements	Fabrication de machines et appareils électriques	Fabrication d'équipements de radio, télévision et communication	Fabrication d'instruments médicaux, de précision d'optique et d'horlogerie	Industrie automobile	Fabrication d'autres matériels de transport	Fabrication de meubles et industries diverses
Pondération	100	28,880	3,091	6,483	6,660	1,564	1,778	2,627	1,388	13,311	13,113	1,976	5,927	3,188	3,018	0,938	1,976	0,498	0,098	2,453	0,149	0,884
1998	97,4	101,0	109,4	100,3	100,1	98,3	100,5	97,1	100,0	74,6	100,2	101,4	102,0	99,7	100,4	100,3	102,6	99,3	100,0	99,4	98,9	100,8
1999	97,9	99,9	112,0	100,9	98,9	96,9	99,0	96,7	92,1	85,5	98,1	100,8	101,4	97,8	100,0	100,7	103,9	97,4	93,9	98,6	96,8	99,9
2000	107,0	99,8	113,7	97,1	97,6	97,0	99,0	103,8	91,3	152,8	98,5	97,6	103,5	101,1	100,3	97,8	107,8	97,2	96,8	98,9	95,0	99,0
2001	105,1	99,2	113,4	97,4	96,8	96,3	98,5	94,5	95,5	142,7	96,6	97,6	104,9	99,8	101,1	96,4	106,9	96,9	96,8	99,1	92,8	101,7
2002	103,8	102,0	113,4	98,0	96,6	97,3	97,6	91,2	96,5	128,9	94,8	95,9	106,3	101,1	101,8	91,0	102,8	93,4	103,2	99,5	93,5	102,7
2000 I	105,1	101,5	114,6	99,8	97,9	97,0	101,1	102,4	91,3	133,2	98,5	96,4	103,6	101,8	99,9	97,9	107,8	97,2	96,8	99,0	95,0	99,0
II	105,2	99,3	113,4	96,2	97,9	97,0	98,0	105,7	91,3	141,1	98,6	96,4	103,5	99,2	100,3	97,9	107,8	97,2	96,8	98,9	95,0	99,0
III	106,5	99,3	113,4	96,1	97,5	97,0	98,0	104,7	91,3	149,3	98,6	99,2	103,5	104,3	100,3	97,9	107,7	97,2	96,8	98,9	95,0	99,0
IV	111,3	99,2	113,4	96,1	96,9	97,0	98,7	102,5	91,3	187,7	98,4	98,5	103,5	99,1	100,8	97,4	107,7	97,2	96,8	98,9	95,0	98,8
2002 I	101,4	100,4	113,4	98,1	96,5	97,4	97,6	90,4	96,5	115,1	94,6	95,9	106,1	100,6	101,4	91,0	103,2	93,4	103,2	99,2	92,4	102,7
II	104,7	102,0	113,4	98,0	96,5	97,4	97,6	92,6	96,5	135,7	95,0	95,9	106,1	100,5	101,4	91,0	103,1	93,4	103,2	99,6	93,9	102,7
III	103,9	102,0	113,4	98,0	96,5	97,4	97,6	93,7	96,5	128,9	95,0	95,9	106,4	101,3	102,1	91,0	102,4	93,4	103,2	99,6	93,9	102,7
IV	105,1	103,5	113,4	98,0	96,8	97,0	97,6	88,1	96,5	135,8	94,6	95,9	106,4	101,8	102,2	91,0	102,4	93,4	103,2	99,6	93,9	102,7
2003 I	107,6	104,2	113,4	98,0	96,8	97,0	97,6	86,4	96,5	153,3	94,6	95,9	106,4	102,5	102,7	91,0	102,4	93,4	103,2	99,6	93,9	102,7
II	103,7	104,2	113,4	97,5	96,8	97,0	97,6	91,9	96,5	122,5	95,1	93,7	106,4	104,2	102,7	91,0	102,4	93,4	103,2	99,6	95,9	108,4
III	104,5	104,2	113,4	97,5	96,8	97,0	97,6	89,4	96,5	128,5	95,1	93,7	106,4	104,7	102,9	90,4	102,3	93,4	103,2	99,6	95,9	108,4
IV	104,8	103,6	113,4	97,5	96,8	97,0	97,6	89,5	96,5	127,8	99,3	93,7	106,4	104,7	102,1	90,4	104,0	93,4	103,2	99,6	95,2	108,4
2004 I	105,9	103,9	113,4	97,5	96,8	97,0	100,3	87,4	96,5	126,6	108,2	93,0	106,4	104,7	101,7	92,9	103,7	93,4	103,2	99,6	95,2	108,3

(1) Calculé à partir des prix relevés sortie-usine et hors taxes.

Source : Haut commissariat au plan (Direction de la statistique).

**VII - 2 - INDICE DES PRIX À LA PRODUCTION<sup>(1)</sup>**  
**INDUSTRIES EXTRACTIVES**  
(Base 100 = 1997)

Rubrique	Indice général	Extraction d'hydrocarbures	Extraction, exploitation et enrichissement de minerais métalliques	Autres industries extractives
<b>Pondération</b>	<b>100,0</b>	<b>0,796</b>	<b>19,792</b>	<b>79,412</b>
1998	<b>107,1</b>	89,8	86,4	112,4
1999	<b>106,0</b>	92,0	89,4	110,3
2000	<b>113,3</b>	109,3	96,0	117,7
2001	<b>112,2</b>	111,7	103,2	114,4
2002	<b>105,8</b>	106,3	90,8	109,6
2000 I	<b>111,9</b>	108,4	88,9	117,7
II	<b>112,9</b>	109,6	93,3	117,8
III	<b>105,9</b>	99,6	85,6	111,0
IV	<b>114,5</b>	109,6	102,0	117,7
2001 I	<b>114,4</b>	109,6	102,0	117,5
II	<b>114,6</b>	109,6	102,0	117,8
III	<b>114,7</b>	110,6	102,0	118,0
IV	<b>111,8</b>	110,4	101,9	114,2
2002 I	<b>105,8</b>	106,4	105,9	105,2
II	<b>103,1</b>	103,9	107,8	110,2
III	<b>92,6</b>	92,9	90,7	87,1
IV	<b>109,2</b>	109,8	109,6	109,7
2003 <sup>(*)</sup> I	<b>105,3</b>	115,3	87,1	109,7
II	<b>105,2</b>	109,7	87,1	109,7
III	<b>105,1</b>	104,7	87,1	109,5
IV	<b>94,4</b>	108,9	96,6	93,7
2004 <sup>(*)</sup> I	<b>94,3</b>	104,5	96,6	93,7

(1) Calculé à partir des prix relevés sortie-usine et hors taxes.

(\*) Chiffres provisoires

Source : Haut commissariat au plan (Direction de la statistique).

**VII - 3 - INDICE DES PRIX À LA PRODUCTION<sup>(1)</sup>**  
**PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ, DE GAZ ET D'EAU**  
(Base 100 = 1997)

Rubrique	Indice général	Production et distribution d'électricité de gaz et de chaleur	Traitement et distribution d'eau
<b>Pondération</b>	<b>100,0</b>	<b>72,38</b>	<b>27,62</b>
1998	<b>104,7</b>	99,6	118,3
1999	<b>111,7</b>	99,1	144,8
2000	<b>109,6</b>	95,1	147,7
2001	<b>103,2</b>	82,9	156,4
2002	<b>104,7</b>	82,9	161,9
2000 I	<b>111,7</b>	99,1	144,8
II	<b>111,7</b>	99,1	144,8
III	<b>111,7</b>	99,1	144,8
IV	<b>103,2</b>	82,9	156,4
2001 I	<b>103,2</b>	82,9	156,4
II	<b>103,2</b>	82,9	156,4
III	<b>103,2</b>	82,9	156,4
IV	<b>103,2</b>	82,9	156,4
2002 I	<b>104,7</b>	82,9	161,9
II	<b>104,7</b>	82,9	161,9
III	<b>104,7</b>	82,9	161,9
IV	<b>104,7</b>	82,9	161,9
2003 I	<b>107,0</b>	82,9	170,1
II	<b>107,0</b>	82,9	170,1
III	<b>107,0</b>	82,9	170,1
IV	<b>107,0</b>	82,9	170,1
2004 I	<b>102,7</b>	77,0	170,1

(1) Calculé à partir des prix relevés sortie-usine et hors taxes.

Source : Haut commissariat au plan (Direction de la statistique).

VII - 4 - INDICE DU COÛT DE LA VIE (385 articles)<sup>(1)</sup>

(Base 100 = 1989)

Rubrique	Indice général	Produits alimentaires			Produits non alimentaires							
		Ensemble	Céréales	Viandes	Ensemble	Habillement	Habitation	Equipement ménager	Soins médicaux	Transports et communications	Loisirs et culture	Autres services
<b>Pondération</b>	<b>100</b>	<b>45,15</b>	<b>8,98</b>	<b>10,26</b>	<b>54,85</b>	<b>7,48</b>	<b>12,48</b>	<b>5,31</b>	<b>4,71</b>	<b>7,58</b>	<b>4,74</b>	<b>12,55</b>
1995	143,4	153,9	136,1	161,0	134,8	137,3	135,8	125,8	125,1	132,7	131,8	144,3
1996	147,7	155,0	140,2	172,8	141,8	142,0	146,3	130,3	131,1	138,1	140,0	150,2
1997	149,2	153,3	139,4	171,1	145,8	147,3	148,5	133,7	133,9	144,0	146,1	154,7
1998	153,3	158,1	140,6	175,1	149,2	152,9	152,2	136,1	138,3	148,0	148,8	157,3
1999	154,4	156,7	141,2	172,1	152,3	157,5	156,5	137,9	139,9	150,5	150,7	159,7
2000	157,3	159,1	141,8	162,8	155,6	161,3	159,2	138,2	140,6	158,4	154,0	163,1
2001	158,3	157,5	142,4	165,1	158,7	163,5	162,5	138,4	142,5	162,5	159,5	166,6
2002	162,7	164,2	143,3	176,6	161,2	166,2	165,0	139,2	144,1	163,4	164,8	170,3
2003	164,6	166,4	143,2	183,3	162,9	167,6	167,0	139,8	146,7	163,7	168,1	172,1
2003 Janvier	162,3	162,4	143,6	182,6	161,9	167,4	165,9	139,5	144,6	163,6	166,4	171,3
Février	163,2	161,9	143,5	181,2	162,1	167,2	166,1	139,5	144,6	163,6	166,4	171,4
Mars	162,3	161,8	143,1	179,3	162,4	167,4	166,2	139,5	146,3	163,7	166,4	171,5
Avril	162,9	163,2	143,1	180,0	162,4	167,3	166,3	139,4	146,3	163,7	166,6	171,7
Mai	163,3	163,9	142,4	178,7	162,5	167,3	166,4	139,6	146,4	163,7	166,6	172,0
Juin	163,4	164,1	142,3	177,8	162,6	167,4	166,7	139,6	146,4	163,6	166,7	172,0
Juillet	163,3	163,6	142,3	179,6	162,8	167,4	167,0	139,7	146,8	163,6	166,7	172,1
Août	165,0	167,2	142,5	186,4	162,9	167,7	167,5	139,9	146,8	163,6	166,9	172,3
Septembre	167,0	171,0	143,3	186,9	163,6	167,8	167,6	139,9	147,0	163,7	170,5	172,6
Octobre	168,8	174,7	144,0	189,5	163,9	168,0	167,6	140,0	148,2	163,7	170,9	172,8
Novembre	167,6	171,9	143,9	188,6	163,9	168,4	167,7	140,2	148,3	163,7	171,3	172,8
Décembre	166,2	168,4	143,9	189,3	164,1	168,4	168,4	140,3	148,3	163,7	171,3	172,9
2004 Janvier	165,4	166,3	144,1	187,4	164,4	168,6	168,7	140,3	148,3	163,7	171,6	173,4
Février	166,0	167,6	145,9	185,6	164,4	168,8	168,8	140,3	148,3	163,7	171,9	173,9
Mars	166,4	168,2	146,0	185,8	164,7	168,9	169,2	140,3	148,3	163,8	171,9	174,4
Avril	166,6	168,5	145,9	186,3	164,8	169,1	169,4	140,3	148,3	163,8	171,8	174,6
Mai	167,2	169,8	145,9	186,7	164,8	169,1	169,6	140,5	148,5	163,9	171,8	174,3
Juin	166,3	167,5	145,8	186,7	165,1	169,1	169,9	140,7	149,5	163,9	171,8	175,5
Juillet	166,1	167,0			165,1	169,1	170,0	140,8	149,5	163,9	171,8	174,7
Août	167,8	170,1			165,7	169,2	170,2	140,8	149,5	166,3	171,8	174,9

(1) L'évolution du coût de la vie est suivie depuis septembre 1993 au moyen d'un indice ayant pour base l'année 1989. Cependant, des séries remontant à 1990 ont été établies.

Le champ d'application de cet indice est élargi à onze villes et le nombre d'articles retenus dans la composition du panier est de 385 classés en huit groupes.

En outre, ce panier et les structures de pondération qui lui sont appliquées sont actualisés en fonction des données de l'enquête menée périodiquement sur la consommation des ménages. Cet indice se limite, cependant, à une population urbaine appartenant à cinq catégories socio-économiques à revenu modeste.

Source : Haut commissariat au plan (Direction de la statistique).

## **VIII - PRODUCTION**

**VIII - 1 - INDICE DE LA PRODUCTION**  
MINES ET ÉNERGIE  
(Base 100 = 1992)

Rubrique	MINES								ÉNERGIE			
	Indice général du secteur	Minerais non métalliques				Minerais métalliques			Indice général du secteur	Charbon	Pétrole raffiné	Électricité
		Ensemble	Phosphates	Autres minerais non métalliques destinés à l'industrie chimique	Autres minerais non métalliques sauf carrière	Ensemble	Minerai de fer	Autres minerais métalliques				
<b>Pondération</b>	<b>1000</b>	<b>835,0</b>	<b>786,5</b>	<b>46,4</b>	<b>2,1</b>	<b>165,0</b>	<b>5,5</b>	<b>159,5</b>	<b>1.000</b>	<b>18,0</b>	<b>565,7</b>	<b>416,3</b>
1995	<b>105,6</b>	106,0	106,1	105,3	71,8	103,6	48,0	105,5	<b>110,1</b>	114,8	100,0	123,7
1996	<b>108,2</b>	108,6	108,9	104,9	74,5	106,1	14,9	109,3	<b>110,1</b>	89,4	96,7	129,1
1997	<b>117,8</b>	119,7	120,6	104,3	100,3	108,5	7,8	112,0	<b>117,2</b>	66,5	104,0	137,5
1998	<b>116,0</b>	117,7	118,3	108,8	102,8	107,3	5,7	110,8	<b>116,4</b>	47,6	101,8	139,3
1999	<b>113,5</b>	114,9	115,8	101,5	91,0	106,6	7,8	110,0	<b>124,0</b>	22,8	118,7	135,7
2000	<b>109,6</b>	110,9	112,1	90,7	103,5	103,2	5,6	106,6	<b>119,9</b>	5,1	110,7	137,4
2001	<b>112,2</b>	116,8	114,9	147,9	127,0	89,0	3,2	91,9	<b>128,7</b>	0,3	112,2	156,6
2002	<b>115,1</b>	122,0	120,4	149,2	134,2	80,2	2,0	82,9	<b>128,2</b>	0,1	103,1	168,0
2003	<b>110,1</b>	119,8	119,5	128,3	53,3	60,8	4,9	62,7	<b>117,3</b>	-	72,9	182,7
1998 I	<b>114,7</b>	117,5	119,1	92,6	86,7	100,3	6,9	103,5	<b>109,7</b>	35,5	90,4	139,1
II	<b>115,5</b>	118,2	117,9	125,0	67,0	102,1	6,4	105,4	<b>112,8</b>	60,5	96,4	137,2
III	<b>117,4</b>	121,1	121,8	108,8	121,5	98,5	3,5	101,8	<b>120,3</b>	49,2	107,2	141,2
IV	<b>121,7</b>	120,4	121,0	108,8	136,2	128,4	6,0	132,7	<b>123,0</b>	45,1	113,2	139,6
1999 I	<b>112,3</b>	114,0	115,2	94,8	81,3	103,9	8,0	107,2	<b>115,3</b>	32,5	102,2	136,6
II	<b>118,2</b>	120,3	121,2	107,6	82,4	107,6	7,9	111,1	<b>124,2</b>	28,6	120,3	133,6
III	<b>112,0</b>	114,4	115,1	103,7	95,6	99,9	6,9	103,1	<b>129,1</b>	19,1	126,6	137,2
IV	<b>111,5</b>	110,9	111,5	100,0	104,7	114,9	8,6	118,6	<b>127,5</b>	11,1	125,5	135,2
2000 I	<b>103,2</b>	103,2	104,8	76,8	112,9	163,0	8,2	168,3	<b>117,6</b>	11,1	113,1	128,4
II	<b>106,8</b>	106,4	107,4	91,5	81,1	108,6	12,1	112,0	<b>120,1</b>	7,6	119,0	126,6
III	<b>117,4</b>	122,4	122,3	121,9	146,4	92,4	1,7	95,5	<b>125,5</b>	0,8	110,7	150,9
IV	<b>111,0</b>	111,5	113,9	72,6	73,5	108,9	2,5	112,5	<b>116,5</b>	0,7	100,1	143,8
2001 I	<b>109,8</b>	112,7	113,3	104,6	76,3	94,6	1,1	97,8	<b>110,8</b>	1,0	89,1	145,1
II	<b>108,3</b>	109,0	106,3	151,4	170,8	104,8	2,6	108,3	<b>126,3</b>	0,3	108,8	155,5
III	<b>116,9</b>	125,1	120,0	211,6	143,3	75,2	3,1	77,6	<b>130,7</b>	-	111,6	162,3
IV	<b>113,8</b>	120,1	119,9	124,0	117,6	81,4	5,9	84,0	<b>136,0</b>	-	119,9	163,6
2002 I	<b>114,6</b>	119,9	119,1	132,6	108,6	87,9	3,8	90,8	<b>122,8</b>	-	96,5	163,7
II	<b>120,9</b>	123,5	121,5	156,5	146,0	107,8	2,3	111,5	<b>130,6</b>	0,2	112,8	160,4
III	<b>119,5</b>	130,8	126,8	197,5	175,2	62,2	0,9	64,3	<b>140,6</b>	-	118,4	176,9
IV	<b>105,4</b>	113,8	114,1	110,3	107,0	62,8	0,9	64,9	<b>119,0</b>	-	84,7	170,8
2003 I	<b>110,6</b>	119,9	120,2	117,2	63,6	63,1	1,6	65,2	<b>99,7</b>	0,1	52,4	168,2
II	<b>115,7</b>	125,0	125,1	125,6	55,2	68,5	7,4	70,6	<b>108,9</b>	0,1	64,4	174,0
III	<b>111,3</b>	121,8	121,2	134,8	55,9	58,3	4,4	60,2	<b>131,9</b>	-	86,5	199,2
IV	<b>102,8</b>	112,6	111,4	135,6	38,6	53,1	6,0	54,8	<b>128,8</b>	-	88,5	189,2
2004 I	<b>118,5</b>	132,8	133,9	117,3	54,9	46,0	5,7	47,4	<b>128,6</b>	-	91,6	184,4

Source : Haut commissariat au plan (Direction de la statistique).

**VIII - 2 - INDICE DE LA PRODUCTION<sup>(1)</sup>**  
**INDUSTRIES DE TRANSFORMATION**  
(Base 100 = 1992 )

Rubrique	Ensemble des industries de transformation	Produits des industries alimentaires	Autres produits des industries alimentaires	Boissons et tabacs	Produits textiles et bonneterie	Habillement à l'exclusion des chaussures	Cuir et chaussures en cuir	Bois, articles en bois, meubles	Papier, carton imprimerie	Produits issus de la transf. des minéraux des carrières	Produits de l'industrie métallique de base	Ouvrages en métaux à l'exclusion des machines	Machines et matériel d'équipement	Matériel de transport	Matériel électrique et électronique	Matériel de bureau, de mesure, ...	Produits de la chimie et de la parachimie	Caoutchouc et plastique	Autres industries manufacturières
Pondération	1000	74	110	65	113	90	20	21	37	108	22	61	20	41	34	2	151	30	1
1995	107,1	114,3	108,8	105,7	92,6	123,1	107,7	101,4	110,3	107,1	110,7	100,9	107,7	92,7	110,4	93,2	108,0	112,1	121,2
1996	110,5	116,6	111,8	111,7	91,4	130,6	118,5	104,1	117,1	114,2	108,6	100,9	96,3	106,2	110,3	82,0	109,7	119,4	118,5
1997	115,1	120,3	110,9	108,6	95,9	139,7	122,8	103,7	126,8	119,9	122,3	103,0	102,2	111,2	112,5	101,7	118,5	120,4	120,1
1998	117,9	126,6	121,6	117,1	97,3	147,5	114,1	105,4	128,4	114,0	121,0	100,5	103,4	116,6	115,8	102,0	120,0	122,2	109,7
1999	120,7	127,0	125,0	116,3	98,4	142,1	111,2	106,2	135,1	117,3	135,0	105,4	109,2	120,3	126,4	136,9	125,7	127,7	108,6
2000	124,9	135,3	131,1	120,8	102,0	138,7	114,8	110,8	148,2	121,3	135,3	109,0	120,5	125,5	127,1	159,6	130,0	126,3	111,7
2001	128,9	136,6	135,2	134,9	101,9	131,2	120,9	116,8	153,0	125,4	144,8	118,8	118,2	143,4	127,4	114,9	137,7	122,9	108,8
2002	132,7	135,2	142,0	134,8	101,1	129,2	126,1	121,1	160,0	132,8	168,4	127,0	116,3	134,8	132,0	125,7	145,2	130,3	102,4
2003	137,4	135,5	151,8	137,5	98,6	120,8	130,9	126,0	185,0	145,2	188,7	138,8	123,0	134,1	135,0	126,1	149,3	130,7	100,1
2000 I	113,8	119,8	108,2	117,4	95,1	141,2	120,0	108,9	115,9	107,2	134,8	88,9	110,0	108,7	123,2	110,3	117,8	134,1	100,7
2000 II	128,3	137,9	129,6	135,5	111,8	141,3	94,8	104,3	144,0	131,0	139,1	114,9	121,5	120,9	137,2	174,9	128,6	135,4	119,1
2000 III	125,3	177,8	141,9	127,4	88,9	121,1	129,4	95,8	170,5	123,3	116,2	104,4	102,7	112,4	115,8	112,9	130,6	114,4	128,1
2000 IV	132,1	106,0	144,9	102,9	112,2	151,0	115,0	134,2	162,3	123,5	151,4	127,6	147,9	160,2	132,3	240,5	143,1	121,3	99,0
2001 I	116,4	102,6	107,3	121,1	94,4	133,5	127,8	123,7	126,4	109,4	141,1	97,6	116,7	150,9	128,6	117,4	123,8	126,9	103,0
2001 II	132,1	148,2	132,8	139,3	111,1	139,4	104,4	115,0	142,3	132,3	148,8	127,5	123,6	139,2	137,7	115,8	134,8	124,8	98,8
2001 III	130,1	186,4	148,4	138,5	85,6	114,0	134,5	101,9	180,5	129,9	126,2	112,7	93,6	121,0	118,2	90,0	140,3	116,6	126,1
2001 IV	137,2	109,1	152,1	140,6	116,7	137,9	116,8	126,7	162,5	129,8	163,2	137,5	138,8	162,3	124,9	136,2	151,7	123,2	107,3
2002 I	118,4	100,1	110,6	117,6	90,4	127,3	137,3	120,8	147,6	110,4	140,6	105,6	121,1	124,5	134,5	115,8	137,4	139,4	97,6
2002 II	136,4	150,8	141,1	145,2	107,3	130,9	98,9	132,3	150,1	139,4	243,7	121,4	123,4	131,8	150,7	128,1	139,1	129,7	89,1
2002 III	132,2	184,0	154,9	135,5	84,1	116,5	137,6	107,2	180,7	147,7	135,0	101,8	95,2	106,8	118,9	104,1	145,9	108,2	116,2
2002 IV	144,0	105,9	161,5	141,1	122,7	142,3	130,5	124,0	161,5	133,6	154,4	179,4	125,6	176,3	123,9	154,8	158,6	143,8	106,6
2003 I	123,4	107,9	121,9	125,4	87,3	124,8	139,5	121,8	155,1	126,5	151,3	107,2	118,5	118,1	134,8	114,0	143,0	147,5	105,4
2003 II	141,1	145,4	154,3	147,6	104,5	125,4	90,9	138,9	168,8	150,9	243,2	137,1	127,6	130,9	143,5	114,3	149,6	135,0	83,5
2003 III	135,8	181,9	164,4	147,2	82,9	108,4	157,7	103,5	184,8	153,6	171,0	112,2	103,8	95,5	131,2	94,2	146,0	113,3	112,3
2003 IV	149,3	106,8	166,7	129,6	119,5	124,4	135,4	139,9	231,3	150,0	189,1	198,8	141,9	192,0	130,6	181,8	158,5	126,9	99,1
2004 I	128,0	108,0	129,4	140,1	94,0	120,0	112,9	120,2	159,9	132,4	186,1	109,3	128,6	123,7	134,3	127,0	150,2	142,4	95,1

(1) L'indice de la production industrielle de base 100 en 1992 remplace l'indice de base 100 en 1987. C'est un indice de volume qui couvre l'essentiel de la production industrielle. La formule utilisée est celle de Laspeyres à base et à pondérations fixes. Les pondérations des branches et des sous-branches sont calculées sur la base de la valeur ajoutée brute aux coûts des facteurs.

Source : Haut commissariat au plan (Direction de la statistique).

### VIII - 3 - PRODUCTION MINIÈRE

Période	Phosphates secs (1000 t)	Fer (tonnes)	Plomb (tonnes)	Zinc (tonnes)	Cuivre (tonnes)	Manganèse chimique (tonnes)	Barytine (tonnes)	Fluorine (tonnes)
1997	23 084	12 001	110 507	171 796	37 344	30 806	343 314	103 800
1998	22 644	9 285	115 059	216 011	31 719	28 332	353 206	105 000
1999	22 161	6 625	114 225	215 612	25 693	26 285	323 539	83 100
2000	21 463	6 462	117 353	201 692	23 150	25 830	343 557	76 991
2001	21 995	5 006	110 911	174 831	19 120	13 150	447 788	96 500
2002	23 041	1 628	87 400	178 391	17 799	17 484	469 934	94 911
2003	22 877	4 000	54 800	136 400	17 500	-	356 400	81 200

Source : Ministère de l'énergie et des mines.

### VIII - 4 - PRODUCTION ÉNERGÉTIQUE

Période	Charbon (1000 t)	Electricité nette en millions de kWh	
		d'origine hydraulique	d'origine thermique
1997	376,3	2 062,1	9 480,0
1998	269,1	1.759,0	9 936,3
1999	129,2	817,0	10 574,9
2000	30,8	704,8	10 770,8
2001	1,9	856,4	10 809,6
2002	-	842,0	10 973,3
2003	-	1 441,1	11 015,9

Sources : Ministère de l'énergie et des mines  
Office national de l'électricité.

### VIII - 5 - BALANCE ÉNERGÉTIQUE

(en milliers de "tonnes équivalent-pétrole" T.E.P.)

	2001		2002		2003 (*)	
	Total	%	Total	%	Total	%
<b>Consommation primaire .....</b>	<b>10.300</b>	<b>100</b>	<b>10.513</b>	<b>100</b>	<b>10 984</b>	<b>100,0</b>
- Charbon .....	3.413	33,1	3.389	32,2	3 457	31,4
- Produits pétroliers .....	6.166	59,9	6.445	61,3	6 686	60,9
- Gaz naturel .....	38	0,4	48	0,5	40	0,4
- Electricité hydraulique et importée.....	683	6,6	631	6,0	801	7,3
<b>dont :</b>						
<b>Matières premières locales ....</b>	<b>516</b>	<b>100</b>	<b>524</b>	<b>100</b>	<b>733</b>	<b>100,0</b>
- Anthracite .....	191	37,0	201	38,4	245	33,4
- Pétrole et gaz naturel.....	48	9,3	54	10,3	60	8,2
- Electricité hydraulique et éolienne .....	277	53,7	269	51,3	428	58,4
<b>Déficit énergétique.....</b>	<b>9.784</b>		<b>9.989</b>		<b>10.251</b>	
consommation globale.....		95,0		95,0		93,3

(\*) Chiffres provisoires.

Source : Ministère de l'énergie et des mines (Direction de l'énergie).

### VIII - 6 - PRODUCTION DE CÉRÉALES ET SUPERFICIES CULTIVÉES

Période	Blé dur		Blé tendre		Orge		Maïs		Riz (Paddy)		Divers	
	Superf. 1000 ha	Prod. 1000 t										
1997 - 1998	1 127	1 544	1 960	2 834	2 426	1 970	310	201	4	20	68	31
1998 - 1999	1 078	800	1 614	1 354	2 070	1 474	331	136	8	35	64	35
1999-2000	1 079	428	1 823	953	2 251	467	238	95	6	25	40	19
2000-2001	977	1 040	1 724	2 278	2 126	1 155	254	54	8	40	50	28
2001-2002	882	1032	1745	2325	2002	1669	265	199	6	27	47	51
2002-2003	1100	1760	1900	3380	2300	2620	247	140	2,3	12	51	45

Source : Ministère de l'agriculture, du développement rural et des eaux et forêts .

### VIII - 7 - PRODUCTION D'AUTRES PRODUITS AGRICOLES

Période	Agrumes	Primeurs	dont: tomates	Légumineuses	dont: fèves	Rosacées fruitières	dont: pommes	Raisins	Betterave à sucre	Canne à sucre	Olives	Huile d'olive	Oléagineux	Vin
	1 000 t	1 000 t	1 000 t	1 000 t	1 000 t	1 000 t	1 000 t	1 000 t	1 000 t	1 000 t	1 000 t	1 000 t	1 000 t	1 000 hl
1997 - 1998	1 591	855	540	245	108	553	285	262	2 823	1 283	650	60	107	297
1998 - 1999	1 303	988	556	129	55	599	303	310	3 236	1 373	400	40	85	496
1999-2000	1 400	1 010	550	80	33	565	300	253	2 824	1 326	400	40	64	299
2000-2001	979	962	446	162	82	512	228	264	3 106	1 321	600	60	77	286
2001-2002	1 143	1 105	565	237	89	636	372	320	2 986	938	450	45	64	342
2002-2003	1 315	1 120	536	232	103	559	275	342	3 401	947	1 000	100	105	343

Source : Ministère de l'agriculture, du développement rural et des eaux et forêts .

### VIII - 8 - PÊCHES MARITIMES

(en milliers de tonnes)

Période	Production	Pêche hauturière	Pêche côtière	Consommation de produits frais	Transformation	dont: Conserves	Exportations	dont: Crustacés et mollusques	Conserves
1997	773,2	111,5	661,7	148,2	513,5	141,8	152,3	91,3	61,0
1998	694,4	87,3	607,1	182,4	422,9	147,2	182,9	118,7	64,2
1999	747,0	125,0	622,0	188,9	433,2	169,7	257,7	140,7	69,0
2000	896,0	130,7	765,2	203,4	557,8	180,0	317,0	167,8	82,5
2001	1101,1	122,5	978,6	189,5	769,7	210,0	391,0	134,0	109,0
2002	949,3	56,5	892,8	298,3	580,6	147,8	357,0	128,7	107,0
2003	903,0	37,5	865,5	346,2	507,0	174,3	329,1	86,0	123,0

Sources : Ministère des pêches maritimes et Office national des pêches.  
Office des changes.

### VIII-9 - ACTIVITÉ TOURISTIQUE

Indicateurs	Tourisme étranger			Nuitées du tourisme interne (*)	Nuitées globales
	Entrées de touristes de séjour	Recettes touristiques (En millions de Dh)	Nuitées (*)		
1995	1 524 119	11 071	7 780 255	2 161 085	9 941 340
1996	1 632 731	14 597	7 886 191	2 187 015	10 073 206
1997	1 823 448	13 780	8 645 002	2 263 441	10 908 443
1998	1 953 631	16 754	9 701 359	2 280 114	11 981 473
1999	2 274 814	19 112	10 844 291	2 218 314	13 062 605
2000	2 462 894	21 188	11 267 753	2 271 833	13 539 586
2001	2 249 662	28 832	10 293 124	2 402 104	12 695 228
2002	2 222 277	29 159	8 865 917	2 455 271	11 321 357
2003	2 223 821	30 773	8 473 646	2 665 516	11 139 062
2002 Janvier	118 307	1 534	497 143	172 302	669 445
Février	163 870	1 885	637 110	134 195	771 305
Mars	207 658	1 864	886 350	165 314	1 051 664
Avril	215 518	2 086	932 323	188 563	1 120 886
Mai	178 418	2 102	771 294	170 492	941 786
Juin	177 405	1 684	646 923	170 746	817 669
Juillet	221 517	4 206	735 453	297 775	1 033 228
Août	223 439	4 845	969 346	528 204	1 497 550
Septembre	191 659	2 530	771 995	209 129	981 124
Octobre	202 611	2 280	889 188	154 307	1 043 495
Novembre	137 424	1 931	556 210	81 298	637 508
Décembre	184 441	2 212	572 751	182 946	755 697
2003 Janvier	136 594	2 101	620 641	169 781	790 422
Février	165 511	2 406	663 380	154 093	817 473
Mars	177 063	1 898	780 325	149 083	929 408
Avril	218 225	1 958	904 089	208 233	1 112 322
Mai	168 370	1 952	672 810	194 893	867 703
Juin	172 828	2 115	574 263	169 975	744 138
Juillet	245 119	4 216	681 998	337 282	1 019 280
Août	224 832	5 028	981 129	605 435	1 586 564
Septembre	182 983	2 531	702 011	220 741	922 752
Octobre	196 504	2 274	779 000	176 000	955 000
Novembre	139 974	1 528	491 000	82 000	573 000
Décembre	195 818	2 766	623 000	198 000	821 000
2004 Janvier	329 000	2 363	661 000	180 000	841 000
Février	290 000	2 349	753 000	187 000	940 000
Mars	283 023	1 928	866 000	186 000	1 052 000
Avril	368 986	2 056	1 003 676	233 506	1 237 182
Mai	296 805	1 066	829 579	213 572	1 043 151
Juin	352 722	2 085	749 741	195 173	944 914
Juillet	1 237 880	4 100	947 266	363 745	1 311 011
Août	819 832	6 058	1 227 053	586 107	1 813 160
Septembre	374 968	-	922 905	244 904	1 167 809

(\*) Nuitées réalisées dans les hôtels classés.

Sources : Ministère du tourisme

Office des changes.

## **IX- COMMERCE EXTÉRIEUR**

**IX - 1 - BALANCE COMMERCIALE**

(en millions de dirhams)

Année		Exportations FOB		Importations CAF		Soldes	
1995 <sup>(1)</sup>		40 240		72 869		- 32 629	
1996 <sup>(1)</sup>		41 356		71 963		- 30 607	
1997 <sup>(1)</sup>		44 554		75 021		- 30 467	
1998		68 608		98 676		- 30 068	
1999		73 617		105 931		- 32 314	
2000		78 827		122 527		- 43 700	
2001		80 667		124 718		- 44 051	
2002		85 653		129 346		- 43 693	
2003		83 570		135 479		- 51 909	
	Mois	Données		Données		Données	
		mensuelles	cumulées	mensuelles	cumulées	mensuelles	cumulées
2002	Janvier	6 636	6 636	9 943	9 943	-3 307	-3 307
	Février	8 013	14 649	9 183	19 126	-1 170	-4 477
	Mars	7 903	22 552	10 183	29 309	-2 280	-6 757
	Avril	7 222	29 774	11 558	40 867	-4 336	-11 093
	Mai	6 968	36 742	11 555	52 422	-4 587	-15 680
	Juin	7 617	44 359	10 245	62 667	-2 628	-18 308
	Juillet	7 716	52 075	11 350	74 017	-3 634	-21 942
	Août	6 161	58 236	10 528	84 545	-4 367	-26 309
	Septembre	6 883	65 119	10 158	94 703	-3 275	-29 584
	Octobre	6 857	71 976	12 683	107 386	-5 826	-35 410
	Novembre	6 672	78 648	10 140	117 526	-3 468	-38 878
	Décembre	7 005	85 653	11 820	129 346	-4 815	-43 693
2003	Janvier	6 895	6 895	11 204	11 204	-4 309	-4 309
	Février	6 228	13 123	10 050	21 254	-3 822	-8 131
	Mars	7 147	20 270	11 746	33 000	-4 599	-12 730
	Avril	7 240	27 510	11 140	44 140	-3 900	-16 630
	Mai	7 398	34 908	11 125	55 265	-3 727	-20 357
	Juin	6 988	41 896	10 784	66 049	-3 796	-24 153
	Juillet	7 183	49 079	12 066	78 115	-4 883	-29 036
	Août	6 395	55 474	10 494	88 609	-4 099	-33 135
	Septembre	6 627	62 101	10 855	99 464	-4 228	-37 363
	Octobre	7 123	69 224	11 864	111 328	-4 741	-42 104
	Novembre	6 755	75 979	10 285	121 613	-3 530	-45 634
	Décembre	7 591	83 570	13 866	135 479	-6 275	-51 909
2004	Janvier	7 930	7 930	12 189	12 189	-4 259	-4 259
	Février	5 967	13 897	11 024	23 213	-5 057	-9 316
	Mars	8 147	22 044	13 711	36 924	-5 564	-14 880
	Avril	7 378	29 422	13 588	50 512	-6 210	-21 090
	Mai	7 245	36 667	13 532	64 044	-6 287	-27 377
	Juin	7 090	43 757	13 856	77 900	-6 766	-34 143

(1) Données n'intégrant pas les transactions réalisées dans le cadre du régime des admissions temporaires sans paiement.

Source : Office des changes.

## IX - 2 - IMPORTATIONS PAR GROUPES DE PRODUITS

(en millions de dirhams)

Rubriques	1998	1999	2000	2001	2002	2003
<b>Alimentation, boissons et tabacs.....</b>	11 438	11 540	14 210	15 402	15 144	11 431
Blé .....	3 728	3 817	5 492	6 189	5 820	3 674
Sucre .....	1 490	1 322	1 458	1 319	1 591	1 095
Produits laitiers .....	642	502	674	1 114	977	888
Thé .....	749	711	740	1 535	641	610
Tabacs .....	619	630	614	977	702	646
Maïs .....	908	871	1 458	671	1 492	1 492
Orge .....	592	724	1 113	734	779	202
Autres produits .....	2 710	2 963	2 661	2 863	3 727	2 328
<b>Énergie et lubrifiants .....</b>	8 859	13 000	21 657	21 980	20 182	21 161
Huile brute de pétrole .....	5 412	8 941	14 710	14 488	12 861	9 222
Charbon .....	1 108	988	1 441	2 340	2 129	1 926
Gasoil et fuel .....	498	609	1 646	1 891	1 546	4 368
Autres produits .....	1 841	2 462	3 860	3 261	3 646	5 645
<b>Produits bruts .....</b>	7 678	7 465	8 055	7 861	8 940	9 798
Huiles végétales et graines oléagineuses .....	2 402	2 262	2 350	2 325	2 656	3 110
Bois bruts .....	1 647	1 870	1 828	1 559	1 913	1 970
Fibres textiles et coton .....	1 261	1 008	1 117	1 273	513	515
Soufre brut .....	1 006	988	1 326	1 042	1 127	1 239
Autres produits .....	1 362	1 337	1 434	1 662	2 731	2 964
<b>Demi-produits .....</b>	22 823	21 828	24 365	26 596	28 721	30 912
Fils, barres, palplanches, profilés en fer ou en acier .....	828	860	824	912	1 095	1 151
Plats, tôles, feuillards en fer ou en acier .....	1 151	924	771	765	800	893
Produits chimiques, engrais, matières colorantes et désinfectants .....	5 411	4 921	5 192	5 582	6 102	6 631
Matières plastiques artificielles .....	2 462	2 463	2 841	3 189	3 353	3 628
Fils de fibres et de coton .....	1 103	1 114	990	1 175	1 202	1 259
Papiers et cartons .....	1 651	1 549	1 747	1 746	1 914	2 066
Fer et acier .....	1 813	1 350	2 003	1 919	3 353	3 628
Autres produits .....	8 404	8 647	9 997	11 308	10 902	11 656
<b>Biens d'équipement .....</b>	24 651	27 775	25 418	23 081	26 212	29 973
Agricoles .....	869	749	724	885	998	1 004
Industriels .....	23 782	27 026	24 694	22 196	25 214	28 969
<b>Biens de consommation .....</b>	23 227	24 323	28 822	29 798	31 210	32 204
Voitures de tourisme .....	1 446	1 816	1 690	2 136	2 417	2 477
Tissus de fibres et de coton .....	7 877	7 565	7 866	8 899	8 372	8 212
Ouvrages en matières plastiques .....	1 003	1 083	1 086	1 220	1 469	1 652
Médicaments .....	1 283	1 346	1 302	1 653	1 846	2 126
Papiers finis et ouvrages en papiers.....	530	575	624	606	718	881
Autres produits.....	11 088	11 938	16 254	15 284	16 388	16 856
<b>Total.....</b>	98 676	105 931	122 527	124 718	130 409	135 479

Source : Office des changes.

### IX - 3 - IMPORTATIONS PAR PRINCIPAUX PRODUITS

#### Produits alimentaires et agro-alimentaires

Période	Blé			Sucre			Huiles végétales brutes		
	Poids (tonnes)	Valeur (milliers de dirhams)	Valeur unitaire (dirhams par tonne)	Poids (tonnes)	Valeur (milliers de dirhams)	Valeur unitaire (dirhams par tonne)	Poids (tonnes)	Valeur (milliers de dirhams)	Valeur unitaire (dirhams par tonne)
1995 <sup>(1)</sup>	2 549 113	3 997 072	1 568	477 669	1 319 677	2 763	245 440	1 363 758	5 556
1996 <sup>(1)</sup>	2 240 101	4 136 625	1 847	512 628	1 348 777	2 631	289 312	1 427 897	4 935
1997 <sup>(1)</sup>	2 054 828	3 485 502	1 696	586 487	1 520 687	2 593	239 698	1 280 446	5 342
1998	2 581 079	3 728 412	1 445	561 525	1 489 692	2 653	245 361	1 507 747	6 145
1999	2 814 761	3 816 612	1 356	466 641	1 322 089	2 833	288 605	1 372 753	4 757
2000	3 441 238	5 492 418	1 596	558 962	1 458 210	2 609	323 199	1 347 380	4 169
2001	3 375 590	6 189 251	1 834	512 076	1 534 817	2 997	368 391	1 485 739	4 033
2002	3 351 734	5 873 449	1 752	574 415	1 591 338	2 770	355 813	1 765 468	4 962
2003	2 139 569	3 673 571	1 717	550 227	1 095 310	1 991	360 769	1 960 055	5 433
2002 <sup>(2)</sup>									
Janvier	291 155	580 642	1 994	60 603	177 337	2 926	22 572	122 803	5 441
Février	547 534	988 854	1 806	123 980	368 094	2 969	51 232	256 767	5 012
Mars	855 283	1 531 169	1 790	158 078	466 774	2 953	57 010	293 211	5 143
Avril	1 218 231	2 190 543	1 798	215 429	633 253	2 939	87 491	417 521	4 772
Mai	1 409 776	2 607 058	1 849	272 395	795 898	2 922	116 093	536 436	4 621
Juin	1 577 701	2 868 868	1 818	302 723	879 963	2 907	151 151	686 274	4 540
Juillet	1 730 743	3 118 458	1 802	363 449	1 038 260	2 857	173 167	787 753	4 549
Août	1 933 856	3 473 534	1 796	363 776	1 039 490	2 858	199 278	918 779	4 611
Septembre	2 203 324	3 915 436	1 777	394 188	1 122 720	2 848	232 543	1 092 922	4 700
Octobre	2 462 090	4 421 049	1 796	454 415	1 281 711	2 821	273 985	1 314 476	4 798
Novembre	2 815 944	5 035 175	1 788	514 640	1 438 048	2 794	312 175	1 519 381	4 867
Décembre	3 351 734	5 873 449	1 752	574 415	1 591 338	2 770	355 813	1 765 468	4 962
2003 <sup>(2)</sup>									
Janvier	252 949	435 319	1 721	30 786	78 098	2 537	40 765	238 077	5 840
Février	464 466	800 674	1 724	91 031	228 497	2 510	73 493	420 923	5 727
Mars	630 944	1 023 632	1 622	151 269	344 674	2 279	109 331	613 327	5 610
Avril	886 900	1 437 800	1 621	211 000	476 000	2 256	170 300	935 800	5 495
Mai	1 211 500	1 941 600	1 603	242 747	534 363	2 201	184 600	1 008 900	5 465
Juin	1 267 700	2 018 100	1 592	276 092	593 505	2 150	197 100	1 115 000	5 657
Juillet	1 344 860	2 178 610	1 620	308 121	651 551	2 115	231 647	1 293 109	5 582
Août	1 393 475	2 285 398	1 640	338 570	712 676	2 105	252 600	1 403 068	5 555
Septembre	1 475 094	2 458 952	1 667	399 776	825 185	2 064	298 815	1 643 282	5 499
Octobre	1 748 421	3 029 220	1 733	460 464	937 132	2 035	321 795	1 760 100	5 470
Novembre	1 846 447	3 224 513	1 746	490 967	991 263	2 019	327 586	1 793 017	5 473
Décembre	2 139 569	3 673 571	1 717	550 227	1 095 310	1 991	360 769	1 960 055	5 433
2004 <sup>(2)</sup>									
Janvier	272 847	514 592	1 886	61 833	102 943	1 665	38 148	204 554	5 362
Février	683 830	1 315 564	1 924	119 689	201 635	1 685	70 485	357 914	5 078
Mars	960 552	1 864 924	1 942	120 161	203 797	1 696	117 275	628 072	5 356
Avril	369 683	760 864	2 058	94 202	166 041	1 763	6 260	35 898	5 735
Mai	363 898	757 594	2 082	93 362	174 160	1 865	40 270	218 263	5 420
Juin	19 703	43 373	2 201	34 519	57 636	1 670	32 444	170 235	5 247

(1) Non compris les importations effectuées dans le cadre du régime douanier de l'admission temporaire sans paiement.

(2) Chiffres mensuels cumulés.

Source : Office des changes.

**IX - 3 (suite)- IMPORTATIONS PAR PRINCIPAUX PRODUITS**  
**Produits énergétiques et produits bruts d'origine minérale**

Période	Huile brute de pétrole			Soufre brut		
	Poids (tonnes)	Valeur (milliers de dirhams)	Valeur unitaire (dirhams par tonne)	Poids (tonnes)	Valeur (milliers de dirhams)	Valeur unitaire (dirhams par tonne)
1995 <sup>(1)</sup>	6 751 486	6 721 218	996	2 804 571	1 585 230	565
1996 <sup>(1)</sup>	5 743 317	7 397 314	1 288	2 600 129	1 234 324	475
1997 <sup>(1)</sup>	6 014 215	8 388 981	1 395	2 962 081	1 440 008	486
1998	6 004 074	5 411 512	901	2 463 451	1 006 079	408
1999	7 183 023	8 941 269	1 245	2 621 609	988 330	377
2000	6 852 525	14 710 219	2 147	2 637 818	1 326 162	503
2001	7 258 800	14 490 700	1 996	2 195 568	878 285	400
2002	6 418 294	12 918 666	2 013	2 830 048	1 241 797	439
2003	4 613 919	9 222 346	1 999	2 878 073	1 239 454	431
2002 <sup>(2)</sup> Janvier	546 390	956 701	1 751	144 677	41 317	286
Février	1 068 148	1 824 530	1 708	393 837	118 512	301
Mars	1 490 202	2 613 698	1 754	681 341	244 227	358
Avril	2 049 355	3 825 290	1 867	851 177	295 536	347
Mai	2 817 736	5 445 773	1 933	1 155 040	431 726	374
Juin	3 363 753	6 595 697	1 961	1 347 988	522 155	387
Juillet	3 921 913	7 685 170	1 960	1 741 550	696 905	400
Août	4 568 247	8 998 126	1 970	2 019 345	838 060	415
Septembre	5 122 671	10 180 473	1 987	2 274 723	967 035	425
Octobre	5 964 423	11 996 138	2 011	2 423 651	1 041 162	430
Novembre	6 247 566	12 601 429	2 017	2 627 096	1 143 512	435
Décembre	6 418 294	12 918 666	2 013	2 830 048	1 241 797	439
2003 <sup>(2)</sup> Janvier	137 916	301 640	2 187	185 519	66 361	358
Février	414 954	941 822	2 270	386 184	140 909	365
Mars	692 989	1 625 148	2 345	636 328	242 456	381
Avril	830 300	1 887 100	2 273	881 300	366 100	415
Mai	1 215 200	2 511 700	2 067	1 102 898	476 141	432
Juin	1 588 100	3 192 200	2 010	1 447 923	591 532	409
Juillet	1 980 506	3 927 720	1 983	1 561 368	647 640	415
Août	2 523 155	5 052 154	2 002	1 827 480	772 541	423
Septembre	3 113 514	6 238 678	2 004	2 069 226	872 952	422
Octobre	3 547 822	7 115 230	2 006	2 317 561	997 504	430
Novembre	4 024 347	8 072 449	2 006	2 587 692	1 116 722	432
Décembre	4 613 919	9 222 346	1 999	2 878 073	1 239 454	431
2004 <sup>(2)</sup> Janvier	524 874	1 098 518	2 093	271 054	120 103	443
Février	748 782	1 515 196	2 024	359 154	163 412	455
Mars	1 312 580	2 679 172	2 041	674 298	296 850	440
Avril	439 293	908 199	2 067	274 766	145 490	530
Mai	425 212	1 001 895	2 356	316 880	168 530	532
Juin	659 698	1 520 399	2 305	235 569	122 059	518

(1) Non compris les importations effectuées dans le cadre du régime douanier de l'admission temporaire sans paiement.

(2) Chiffres mensuels cumulés.

Source : Office des changes.

**IX - 3 (suite)- IMPORTATIONS PAR PRINCIPAUX PRODUITS**  
**Biens de consommation**

(en milliers de dirhams)

Période	Tissus de fibre et de coton	Voitures de tourisme	Médicaments
1995 <sup>(1)</sup>	1 496 416	659 187	974 091
1996 <sup>(1)</sup>	1 496 204	1 558 925	1 007 292
1997 <sup>(1)</sup>	1 543 303	1 656 113	1 183 094
1998	7 876 805	1 446 341	1 282 937
1999	7 564 893	1 815 576	1 346 160
2000	7 876 618	1 689 718	1 301 724
2001	8 898 660	2 136 169	1 650 724
2002	8 340 117	2 417 013	1 846 496
2003	8 212 300	2 477 263	2 125 981
2002 <sup>(2)</sup> Janvier	596 863	139 688	111 375
Février	1 176 612	236 500	258 505
Mars	1 837 094	421 443	396 779
Avril	2 606 856	614 035	565 697
Mai	3 413 314	840 964	709 499
Juin	4 190 407	1 065 426	887 506
Juillet	4 948 345	1 406 707	1 054 078
Août	5 297 638	1 625 285	1 196 964
Septembre	5 893 802	1 625 380	1 372 830
Octobre	6 754 010	2 063 469	1 557 888
Novembre	7 509 433	2 242 663	1 688 174
Décembre	8 340 117	2 417 013	1 846 496
2003 <sup>(2)</sup> Janvier	627 362	187 682	145 322
Février	1 236 339	315 750	303 799
Mars	1 929 034	473 087	496 988
Avril	2 663 100	687 000	688 000
Mai	3 366 800	941 900	835 695
Juin	4 185 100	1 123 400	1 005 641
Juillet	4 966 433	1 405 149	1 256 758
Août	5 312 784	1 625 433	1 368 594
Septembre	5 899 283	1 855 691	1 564 937
Octobre	6 697 300	2 070 055	1 776 804
Novembre	7 372 686	2 234 503	1 923 999
Décembre	8 212 300	2 477 263	2 125 981
2004 <sup>(2)</sup> Janvier	572 135	191 460	146 286
Février	1 168 156	512 426	316 433
Mars	1 847 960	788 396	510 184
Avril	372 544	330 473	217 770
Mai	408 923	365 543	201 285
Juin	407 277	427 793	204 533

(1) Non compris les importations effectuées dans le cadre du régime douanier de l'admission temporaire sans paiement.

(2) Chiffres mensuels cumulés.

Source : Office des changes.

**IX - 4 - EXPORTATIONS PAR GROUPES DE PRODUITS**

(en millions de dirhams)

Rubriques	1998	1999	2000	2001	2002	2003
<b>Alimentation, boissons et tabacs.....</b>	14 256	14 853	16 751	16 691	18 164	16 825
Agrumes .....	2 590	2 613	2 050	2 083	2 140	2 184
Primeurs .....	1 692	2 049	1 645	1 829	2 187	1 998
Poissons en conserve .....	1 826	1 961	2 141	2 587	2 798	3 225
Poissons frais .....	876	947	1 361	1 443	1 416	1 598
Crustacés, mollusques et coquillages .....	4 357	4 422	6 742	5 187	5 926	4 159
Conserves de légumes et de fruits.....	1 143	1 249	1 061	1 195	1 222	1 104
Autres produits .....	1 772	1 612	1 751	2 367	2 475	2 557
<b>Énergie et lubrifiants .....</b>	1 002	1 990	2 882	3 406	2 426	909
<b>Produits bruts d'origine</b>						
<b>animale et végétale.....</b>	1 370	1 839	1 803	1 394	1 713	1 969
Pâte à papier .....	266	488	625	237	480	415
Plantes et fleurs .....	259	233	223	230	243	192
Agar-agar .....	163	183	213	206	198	176
Autres produits .....	682	935	742	721	792	1 186
<b>Produits bruts d'origine minérale .....</b>	6 136	5 979	5 766	5 736	5 772	5 174
Phosphates .....	4 412	4 462	4 578	4 215	4 006	3 689
Minerai de zinc .....	516	548	518	409	564	325
Minerai de plomb et de cuivre .....	269	264	214	175	147	130
Autres minerais .....	939	705	456	937	1 055	1 030
<b>Demi-produits .....</b>	12 503	13 711	17 063	17 433	20 016	19 949
Acide phosphorique .....	4 786	5 777	5 365	5 076	5 128	5 263
Engrais naturels et chimiques .....	3 290	3 107	3 430	3 947	3 650	3 396
Plomb et argent bruts .....	792	675	706	735	994	529
Autres produits .....	3 635	4 152	7 562	7 675	10 244	10 761
<b>Biens d'équipement .....</b>	5 260	6 790	4 809	4 506	5 619	6 473
Fils et câbles pour l'électricité .....	1 134	1 633	2 074	2 552	3 369	3 833
Autres produits .....	4 126	5 157	2 735	1 954	2 250	2 640
<b>Biens de consommation .....</b>	28 081	28 455	29 753	31 501	32 679	32 271
Vêtements confectionnés .....	16 637	16 172	16 195	17 202	18 451	18 548
Articles de bonneterie .....	7 475	8 070	8 935	8 900	7 936	8 111
Tapis .....	211	206	179	179	135	141
Chaussures .....	1 134	1 162	1 163	1 329	1 361	1 481
Tissus de fibres et de coton .....	358	324	474	686	578	462
Autres produits .....	2 266	2 521	2 807	3 205	4 218	3 528
<b>Total.....</b>	<b>68 608</b>	<b>73 617</b>	<b>78 827</b>	<b>80 667</b>	<b>86 389</b>	<b>83 570</b>

Source : Office des changes.

**IX - 5 - EXPORTATIONS PAR PRINCIPAUX PRODUITS**

**Produits alimentaires et agro-alimentaires**

Période	Agrumes			Tomates			Conserves de légumes		
	Poids (tonnes)	Valeur (milliers de dirhams)	Valeur unitaire (dirhams par tonne)	Poids (tonnes)	Valeur (milliers de dirhams)	Valeur unitaire (dirhams par tonne)	Poids (tonnes)	Valeur (milliers de dirhams)	Valeur unitaire (dirhams par tonne)
1995 <sup>(1)</sup>	414 398	1 715 514	4 140	156 220	612 324	3 920	83 031	1 097 866	13 222
1996 <sup>(1)</sup>	632 393	2 700 251	4 270	153 046	718 604	4 695	77 625	1 167 010	15 034
1997 <sup>(1)</sup>	516 054	2 377 480	4 607	188 653	865 404	4 587	90 824	1 222 703	13 462
1998	609 320	2 589 532	4 250	238 608	1 166 387	4 888	64 522	930 243	14 417
1999	627 220	2 613 294	4 166	243 571	1 211 752	4 975	93 233	1 115 294	11 962
2000	458 535	1 989 771	4 339	165 504	861 288	5 204	75 283	917 554	12 188
2001	421 175	2 026 453	4 811	194 352	877 884	4 517	72 350	1 023 867	14 152
2002	412 619	2 128 426	5 158	179 093	999 576	5 581	74 630	1 061 356	14 222
2003	431 088	2 183 967	5 066	157 621	930 904	5 906	64 899	930 038	14 331
2002 <sup>(2)</sup> Janvier	82 879	474 007	5 719	22 982	122 731	5 340	6 168	87 436	14 176
Février	103 154	558 759	5 417	56 878	308 672	5 427	12 285	180 198	14 668
Mars	165 122	821 959	4 978	91 944	513 783	5 588	20 643	294 517	14 267
Avril	206 647	983 736	4 760	110 003	619 939	5 636	29 163	418 846	14 362
Mai	255 954	1 179 691	4 609	111 439	625 084	5 609	36 739	526 936	14 343
Juin	263 558	1 209 721	4 590	112 063	626 517	5 591	42 040	605 435	14 401
Juillet	263 807	1 210 997	4 590	112 071	626 706	5 592	48 421	701 327	14 484
Août	263 853	1 211 066	4 590	112 075	626 749	5 592	52 680	753 817	14 309
Septembre	263 903	1 211 148	4 589	112 505	628 688	5 588	58 885	841 413	14 289
Octobre	280 907	1 326 647	4 723	129 817	714 177	5 501	65 409	928 094	14 189
Novembre	332 631	1 622 760	4 879	158 297	871 219	5 504	69 933	992 404	14 191
Décembre	412 619	2 128 426	5 158	179 093	999 576	5 581	74 630	1 061 356	14 222
2003 <sup>(2)</sup> Janvier	69 381	438 043	6 314	27 613	195 287	7 072	5 410	83 287	15 395
Février	102 518	601 082	5 863	38 137	251 307	6 590	10 469	158 716	15 161
Mars	146 730	786 926	5 363	42 088	275 577	6 548	17 060	250 869	14 705
Avril	210 600	1 078 800	5 123	34 000	211 100	6 209	23 200	338 700	14 599
Mai	273 300	1 370 400	5 014	37 900	220 100	5 807	30 000	432 800	14 427
Juin	271 400	1 300 800	4 793	68 200	356 500	5 227	35 000	510 900	14 597
Juillet	283 612	1 328 386	4 684	77 679	410 305	5 282	41 838	611 602	14 618
Août	284 145	1 330 727	4 683	83 539	455 469	5 452	46 052	665 249	14 446
Septembre	284 230	1 330 866	4 682	83 638	456 285	5 455	52 108	742 418	14 248
Octobre	294 032	1 387 269	4 718	106 695	612 531	5 741	56 712	809 523	14 274
Novembre	399 191	1 965 045	4 923	121 695	723 250	5 943	59 905	854 998	14 273
Décembre	431 088	2 183 967	5 066	157 621	930 904	5 906	64 899	930 038	14 331
2004 <sup>(2)</sup> Janvier	37 712	241 725	6 410	24 784	124 334	5 017	6 282	83 598	13 308
Février	57 901	349 926	6 044	43 550	196 839	4 520	12 961	168 478	12 999
Mars	160 250	788 125	4 918	60 612	291 070	4 802	23 181	301 401	13 002
Avril	41 194	174 942	4 247	9 402	35 027	3 725	9 500	126 374	13 302
Mai	29 749	118 607	3 987	2 737	11 193	4 090	9 191	123 562	13 444
Juin	5 603	18 151	3 239	237	1 891	7 968	7 638	100 024	13 095

(1) Non compris les exportations effectuées dans le cadre du régime douanier de l'admission temporaire sans paiement.

(2) Chiffres mensuels cumulés.

Source : Office des changes.

**IX - 5 (suite) - EXPORTATIONS PAR PRINCIPAUX PRODUITS**

**Produits de la pêche**

Période	Crustacés et mollusques			Poissons frais			Conserves de poissons		
	Poids (tonnes)	Valeur (milliers de dirhams)	Valeur unitaire (dirhams par tonne)	Poids (tonnes)	Valeur (milliers de dirhams)	Valeur unitaire (dirhams par tonne)	Poids (tonnes)	Valeur (milliers de dirhams)	Valeur unitaire (dirhams par tonne)
1995 <sup>(1)</sup>	111 310	4 309 862	38 719	28 943	762 560	26 347	68 028	1 541 788	22 664
1996 <sup>(1)</sup>	98 332	4 110 295	41 800	30 140	811 119	26 912	61 613	1 535 065	24 915
1997 <sup>(1)</sup>	91 271	3 842 718	42 102	34 935	968 643	27 727	61 053	1 663 810	27 252
1998	118 660	4 356 837	36 717	32 322	876 422	27 115	64 195	1 825 686	28 440
1999	140 746	4 421 918	31 418	34 183	947 474	27 718	69 028	1 960 972	28 408
2000	169 912	6 420 078	37 785	45 642	1 316 311	28 840	82 153	2 140 488	26 055
2001	126 300	4 848 100	38 386	52 300	1 405 500	26 874	98 100	2 538 000	25 872
2002	123 826	5 648 567	45 617	45 825	1 323 021	28 871	106 503	2 796 362	26 256
2003	85 767	4 159 014	48 492	65 951	1 597 569	24 224	122 783	3 224 983	26 266
2002 <sup>(2)</sup> Janvier	8 498	354 267	41 688	3 497	83 661	23 924	8 052	212 897	26 440
Février	42 796	1 860 852	43 482	6 622	160 982	24 310	16 018	424 089	26 476
Mars	62 908	2 765 526	43 961	9 892	245 497	24 818	24 015	634 232	26 410
Avril	76 658	3 293 549	42 964	14 341	352 752	24 597	30 966	821 092	26 516
Mai	81 842	3 441 753	42 054	17 688	531 303	30 037	37 978	1 018 604	26 821
Juin	86 019	3 603 882	41 896	20 703	640 728	30 949	45 178	1 207 253	26 722
Juillet	96 550	4 175 465	43 247	25 167	790 789	31 422	55 294	1 472 545	26 631
Août	105 879	4 697 149	44 363	28 624	911 049	31 828	65 961	1 745 452	26 462
Septembre	116 270	5 246 679	45 125	35 691	1 059 677	29 690	75 282	1 986 102	26 382
Octobre	120 026	5 429 911	45 239	40 332	1 163 602	28 851	85 377	2 254 404	26 405
Novembre	122 039	5 549 303	45 472	42 616	1 229 023	28 839	96 611	2 541 347	26 305
Décembre	123 826	5 648 567	45 617	45 825	1 323 021	28 871	106 503	2 796 362	26 256
2003 <sup>(2)</sup> Janvier	6 285	321 382	51 135	4 691	110 330	23 520	9 414	254 839	27 070
Février	14 433	732 295	50 738	8 239	180 350	21 890	17 647	475 940	26 970
Mars	19 481	990 404	50 839	13 894	293 477	21 123	30 362	798 015	26 283
Avril	28 000	1 517 300	54 189	18 300	414 500	22 650	40 200	1 064 300	26 475
Mai	32 400	1 750 000	54 012	22 900	548 600	23 956	48 700	1 299 300	26 680
Juin	42 800	2 259 000	52 780	26 300	655 400	24 920	57 900	1 549 100	26 755
Juillet	54 217	2 636 791	48 634	34 299	900 084	26 242	67 444	1 812 137	26 869
Août	58 806	2 892 517	49 187	37 547	1 020 944	27 191	76 364	2 051 896	26 870
Septembre	66 224	3 329 858	50 282	42 411	1 138 774	26 851	87 799	2 344 015	26 698
Octobre	75 963	3 806 253	50 107	49 714	1 295 129	26 052	99 151	2 636 440	26 590
Novembre	78 100	3 931 604	50 341	52 709	1 404 466	26 646	108 228	2 862 825	26 452
Décembre	85 767	4 159 014	48 492	65 951	1 597 569	24 224	122 783	3 224 983	26 266
2004 <sup>(2)</sup> Janvier	2 421	137 159	56 654	4 107	121 019	29 467	13 371	327 993	24 530
Février	4 846	277 041	57 169	5 967	170 140	28 513	22 975	552 442	24 045
Mars	7 863	426 055	54 185	9 173	263 842	28 763	33 660	824 324	24 490
Avril	4 614	235 974	51 143	4 730	115 366	24 388	9 059	238 618	26 339
Mai	2 373	144 963	61 097	3 207	128 676	40 121	7 932	221 324	27 901
Juin	3 048	196 933	64 619	2 640	92 789	35 143	9 548	260 259	27 258

(1) Non compris les exportations effectuées dans le cadre du régime douanier de l'admission temporaire sans paiement.

(2) Chiffres mensuels cumulés.

Source : Office des changes.

**IX - 5 (suite) - EXPORTATIONS PAR PRINCIPAUX PRODUITS**  
**Phosphates et dérivés**

Période	Phosphates bruts			Acide phosphorique			Engrais		
	Poids (tonnes)	Valeur (milliers de dirhams)	Valeur unitaire (dirhams par tonne)	Poids (tonnes)	Valeur (milliers de dirhams)	Valeur unitaire (dirhams par tonne)	Poids (tonnes)	Valeur (milliers de dirhams)	Valeur unitaire (dirhams par tonne)
1995 <sup>(1)</sup>	9 419 666	2 426 428	258	1 722 957	4 699 334	2 727	1 784 149	3 075 632	1 724
1996 <sup>(1)</sup>	10 139 919	3 030 179	299	1 618 433	4 598 384	2 841	1 884 573	3 321 168	1 762
1997 <sup>(1)</sup>	11 669 340	4 141 313	355	1 759 628	5 533 899	3 145	1 831 513	3 352 529	1 830
1998	11 730 653	4 412 152	376	1 514 113	4 786 212	3 161	1 804 235	3 290 092	1 824
1999	11 380 836	4 462 200	392	1 754 975	5 776 643	3 292	1 853 022	3 107 183	1 677
2000	10 317 294	4 577 654	444	1 626 069	5 329 214	3 277	2 141 249	3 325 575	1 553
2001	10 572 000	4 626 100	438	1 649 300	5 384 600	3 265	2 414 500	3 900 900	1 616
2002	11 350 773	4 475 186	394	1 680 170	5 803 677	3 454	2 182 687	3 628 722	1 663
2003	10 375 791	3 688 720	356	1 635 201	5 262 866	3 218	2 037 432	3 396 328	1 667
2002 <sup>(2)</sup> Janvier	726 558	320 401	441	101 351	347 523	3 429	169 819	286 285	1 686
Février	1 935 180	832 201	430	249 561	844 995	3 386	304 150	521 962	1 716
Mars	2 677 251	1 177 891	440	398 904	1 318 083	3 304	465 280	798 766	1 717
Avril	3 686 613	1 617 252	439	540 118	1 793 121	3 320	611 172	1 057 511	1 730
Mai	4 644 399	2 012 827	433	653 420	2 179 230	3 335	754 931	1 301 511	1 724
Juin	5 618 538	2 387 750	425	791 645	2 709 481	3 423	985 146	1 664 278	1 689
Juillet	6 526 178	2 731 461	419	968 102	3 335 007	3 445	1 222 928	2 043 880	1 671
Août	7 438 120	3 067 821	412	1 100 963	3 787 594	3 440	1 446 751	2 405 879	1 663
Septembre	8 512 262	3 403 010	400	1 239 092	4 277 184	3 452	1 755 496	2 891 233	1 647
Octobre	9 657 496	3 847 062	398	1 402 954	4 808 343	3 427	1 901 871	3 144 018	1 653
Novembre	10 431 932	4 141 317	397	1 549 861	5 312 189	3 428	2 053 024	3 405 226	1 659
Décembre	11 350 773	4 475 186	394	1 680 170	5 803 677	3 454	2 182 687	3 628 722	1 663
2003 <sup>(2)</sup> Janvier	1 033 684	387 528	375	110 151	360 502	3 273	169 271	268 379	1 585
Février	2 078 634	743 541	358	253 737	804 566	3 171	443 232	702 022	1 584
Mars	2 981 500	1 062 335	356	337 916	1 089 688	3 225	629 616	1 014 139	1 611
Avril	3 762 100	1 300 700	346	454 000	1 466 300	3 230	759 600	1 250 800	1 647
Mai	4 620 200	1 594 100	345	585 200	1 898 800	3 245	948 400	1 576 100	1 662
Juin	5 541 000	1 930 300	348	674 400	2 175 700	3 226	1 141 400	1 854 100	1 624
Juillet	6 306 754	2 216 476	351	857 250	2 763 065	3 223	1 365 939	2 250 547	1 648
Août	7 264 402	2 546 234	351	1 030 061	3 318 608	3 222	1 552 467	2 573 855	1 658
Septembre	8 397 404	2 958 760	352	1 175 182	3 774 168	3 212	1 739 006	2 880 313	1 656
Octobre	9 270 646	3 281 938	354	1 326 117	4 283 860	3 230	1 835 118	3 044 725	1 659
Novembre	10 271 253	3 660 493	356	1 486 476	4 800 499	3 229	1 909 820	3 179 271	1 665
Décembre	10 375 791	3 688 720	356	1 635 201	5 262 866	3 218	2 037 432	3 396 328	1 667
2003 <sup>(2)</sup> Janvier	1 014 041	317 045	313	170 979	501 209	2 931	206 669	368 430	1 783
Février	1 881 736	601 020	319	334 143	996 425	2 982	341 792	625 616	1 830
Mars	2 925 844	935 863	320	498 044	1 472 726	2 957	549 384	1 021 108	1 859
Avril	794 868	257 337	324	181 459	580 002	3 196	119 681	214 422	1 792
Mai	1 083 157	391 717	362	168 244	525 699	3 125	140 293	265 345	1 891
Juin	796 082	282 713	355	178 601	611 331	3 423	187 496	351 200	1 873

(1) Non compris les exportations effectuées dans le cadre du régime douanier de l'admission temporaire sans paiement.

(2) Chiffres mensuels cumulés.

Source : Office des changes.

**IX - 5 (suite) - EXPORTATIONS PAR PRINCIPAUX PRODUITS**

**Biens de consommation**

(en milliers de dirhams)

Période	Vêtements confectionnés	Articles de bonneterie	Chaussures
1995 <sup>(1)</sup>	3 639 985	2 856 017	606 848
1996 <sup>(1)</sup>	3 412 467	3 046 352	634 885
1997 <sup>(1)</sup>	3 322 896	3 237 062	741 278
1998	16 637 306	7 475 260	1 134 226
1999	16 172 334	8 069 858	1 161 726
2000	16 188 393	8 929 621	1 162 451
2001	17 163 850	8 860 893	1 326 128
2002	18 307 055	8 909 056	1 357 364
2003	18 548 047	8 110 707	1 480 819
2002 <sup>(2)</sup> Janvier	1 447 000	701 607	136 666
Février	2 927 504	1 406 216	274 608
Mars	4 331 291	2 110 277	418 926
Avril	5 584 483	2 724 430	502 792
Mai	6 908 677	3 508 907	619 700
Juin	8 634 333	4 570 920	772 087
Juillet	10 410 600	5 575 245	920 730
Août	11 751 490	6 250 182	1 035 665
Septembre	12 872 323	6 965 393	1 103 963
Octobre	14 207 400	7 750 213	1 170 996
Novembre	15 703 515	8 458 802	1 254 726
Décembre	18 307 055	7 909 056	1 357 364
2003 <sup>(2)</sup> Janvier	1 705 007	658 352	147 165
Février	2 079 871	1 170 253	281 599
Mars	2 925 578	1 809 167	440 959
Avril	6 365 400	2 409 100	540 400
Mai	7 926 900	3 168 900	636 300
Juin	9 452 600	4 128 400	763 400
Juillet	11 203 349	4 825 263	921 361
Août	12 898 770	5 478 488	1 073 680
Septembre	14 132 650	6 076 373	1 189 339
Octobre	15 660 911	6 767 260	1 278 800
Novembre	16 979 669	7 359 444	1 350 037
Décembre	18 548 047	8 110 707	1 480 819
2004 <sup>(2)</sup> Janvier	2 081 112	789 667	155 265
Février	3 404 556	1 310 188	286 886
Mars	5 162 745	1 890 273	433 899
Avril	1 564 969	640 056	95 581
Mai	1 359 443	667 043	97 165
Juin	1 517 159	668 795	135 574

(1) Non compris les exportations effectuées dans le cadre du régime douanier de l'admission temporaire sans paiement.

(2) Chiffres mensuels cumulés.

Source : Office des changes.

## IX - 6 - RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES ÉCHANGES COMMERCIAUX

(en millions de dirhams)

	Importations C.A.F.					Exportations F.O.B.					Soldes				
	1999	2000	2001	2002	2003	1999	2000	2001	2002	2003	1999	2000	2001	2002	2003
<b>EUROPE .....</b>	<b>72 291</b>	<b>78 868</b>	<b>80 833</b>	<b>84 921</b>	<b>93 796</b>	<b>56 185</b>	<b>61 506</b>	<b>61 776</b>	<b>66 455</b>	<b>65 935</b>	<b>-16 106</b>	<b>-17 362</b>	<b>-19 057</b>	<b>-18 466</b>	<b>-27 861</b>
<b>Union européenne .....</b>	<b>64 237</b>	<b>70 941</b>	<b>70 480</b>	<b>73 421</b>	<b>79 754</b>	<b>53 883</b>	<b>58 868</b>	<b>59 377</b>	<b>63 251</b>	<b>63 006</b>	<b>-10 354</b>	<b>-12 073</b>	<b>-11 103</b>	<b>-10 170</b>	<b>-16 748</b>
France .....	27 275	29 439	29 854	26 761	27 919	26 309	26 392	26 392	29 084	28 346	- 966	-3 047	-3 462	2 323	427
Espagne .....	11 771	12 093	12 807	15 159	16 847	7 867	10 220	12 274	13 520	14 844	-3 904	-1 873	- 533	-1 639	-2 003
Allemagne .....	6 401	5 978	6 251	7 566	7 049	4 187	3 917	3 361	3 604	2 918	-2 214	-2 061	-2 890	-3 962	-4 131
Italie .....	5 634	5 810	6 262	7 566	9 693	3 728	5 616	4 599	4 677	4 238	-1 906	- 194	-1 663	-2 889	-5 455
Royaume-Uni .....	5 981	7 559	7 699	7 028	6 714	6 827	7 560	6 909	7 122	6 304	846	1	- 790	94	- 410
Pays-Bas .....	1 893	2 068	1 948	2 136	3 239	1 420	1 316	2 184	1 856	2 677	- 473	- 752	236	- 280	- 562
U.E. Belgo-luxembourgeoise .....	1 867	1 952	1 762	2 653	2 660	1 980	2 223	2 036	1 769	1 807	113	271	274	- 884	- 853
Autres pays de l' U.E. ....	3 415	6 042	3 897	4 550	5 632	1 565	1 624	1 622	1 618	1 871	-1 850	-4 418	-2 275	-2 932	-3 761
<b>Autres .....</b>	<b>8 054</b>	<b>7 927</b>	<b>10 353</b>	<b>11 500</b>	<b>14 042</b>	<b>2 302</b>	<b>2 638</b>	<b>2 399</b>	<b>3 204</b>	<b>2 929</b>	<b>-5 752</b>	<b>-5 289</b>	<b>-7 954</b>	<b>-8 296</b>	<b>-11 113</b>
<b>ASIE .....</b>	<b>17 254</b>	<b>24 399</b>	<b>23 768</b>	<b>25 091</b>	<b>22 125</b>	<b>9 160</b>	<b>9 036</b>	<b>8 718</b>	<b>9 030</b>	<b>7 519</b>	<b>-8 094</b>	<b>-15 363</b>	<b>-15 050</b>	<b>-16 061</b>	<b>-14 606</b>
<b>Pays arabes du Moyen-Orient .....</b>	<b>6 501</b>	<b>11 731</b>	<b>11 088</b>	<b>11 339</b>	<b>8 141</b>	<b>1 049</b>	<b>1 081</b>	<b>1 580</b>	<b>1 424</b>	<b>1 179</b>	<b>-5 452</b>	<b>-10 650</b>	<b>-9 508</b>	<b>-9 915</b>	<b>-6 962</b>
<b>Autres pays d'Asie .....</b>	<b>10 753</b>	<b>12 668</b>	<b>12 680</b>	<b>13 752</b>	<b>13 984</b>	<b>8 111</b>	<b>7 955</b>	<b>7 138</b>	<b>7 606</b>	<b>6 340</b>	<b>-2 642</b>	<b>-4 713</b>	<b>-5 542</b>	<b>-6 146</b>	<b>-7 644</b>
Japon .....	2 360	2 070	1 889	2 281	2 834	2 680	3 010	2 041	3 080	1 604	320	940	152	799	-1 230
Inde .....	498	570	757	957	1 568	3 550	3 298	2 894	2 851	2 817	3 052	2 728	2 137	1 894	1 249
Chine .....	2 420	2 846	3 151	3 753	4 655	398	370	387	286	620	-2 022	-2 476	-2 764	-3 467	-4 035
Autres .....	5 475	7 182	6 883	6 761	4 927	1 483	1 277	1 816	1 389	1 299	-3 992	-5 905	-5 067	-5 372	-3 628
<b>AMÉRIQUE .....</b>	<b>11 653</b>	<b>13 145</b>	<b>12 244</b>	<b>12 721</b>	<b>12 576</b>	<b>4 244</b>	<b>4 467</b>	<b>5 379</b>	<b>5 484</b>	<b>5 126</b>	<b>-7 409</b>	<b>-8 678</b>	<b>-6 865</b>	<b>-7 237</b>	<b>-7 450</b>
États-Unis .....	6 930	6 836	4 558	5 615	5 502	2 512	2 694	3 246	2 657	2 426	-4 418	-4 142	-1 312	-2 958	-3 076
Canada .....	1 355	2 404	2 534	1 765	1 304	435	327	332	346	295	- 920	-2 077	-2 202	-1 419	-1 009
Brésil .....	2 044	1 821	3 025	3 341	2 564	474	730	916	1 566	1 765	-1 570	-1 091	-2 109	-1 775	- 799
Mexique .....	72	80	84	126	128	578	534	500	565	459	506	454	416	439	331
Autres .....	1 252	2 004	2 043	1 874	3 078	245	182	385	351	181	-1 007	-1 822	-1 658	-1 523	-2 897
<b>AFRIQUE .....</b>	<b>4 281</b>	<b>5 659</b>	<b>6 779</b>	<b>6 734</b>	<b>6 554</b>	<b>3 505</b>	<b>3 167</b>	<b>3 599</b>	<b>4 020</b>	<b>3 471</b>	<b>- 776</b>	<b>-2 492</b>	<b>-3 180</b>	<b>-2 714</b>	<b>-3 083</b>
<b>Pays de L'U.M.A. ....</b>	<b>2 070</b>	<b>3 023</b>	<b>3 466</b>	<b>3 285</b>	<b>2 906</b>	<b>1 706</b>	<b>1 508</b>	<b>1 534</b>	<b>1 787</b>	<b>1 307</b>	<b>- 364</b>	<b>-1 515</b>	<b>-1 932</b>	<b>-1 498</b>	<b>-1 599</b>
Algérie .....	1 364	2 024	2 179	1 759	1 656	81	78	97	235	232	-1 283	-1 946	-2 082	-1 524	-1 424
Tunisie .....	376	359	509	608	676	384	614	589	541	407	8	255	80	- 67	- 269
Libye .....	330	640	778	913	574	1 130	669	660	752	442	800	29	- 118	- 161	- 132
Mauritanie .....	-	-	-	-	-	111	147	188	259	226	111	147	188	253	218
<b>Autres .....</b>	<b>2 211</b>	<b>2 636</b>	<b>3 313</b>	<b>3 449</b>	<b>3 648</b>	<b>1 799</b>	<b>1 659</b>	<b>2 065</b>	<b>2 233</b>	<b>2 164</b>	<b>- 412</b>	<b>- 977</b>	<b>-1 248</b>	<b>-1 216</b>	<b>-1 484</b>
<b>OCÉANIE .....</b>	<b>452</b>	<b>456</b>	<b>457</b>	<b>942</b>	<b>428</b>	<b>523</b>	<b>651</b>	<b>968</b>	<b>1 400</b>	<b>1 519</b>	<b>71</b>	<b>195</b>	<b>511</b>	<b>458</b>	<b>1 091</b>
<b>Total .....</b>	<b>105 931</b>	<b>122 527</b>	<b>124 081</b>	<b>130 409</b>	<b>135 479</b>	<b>73 617</b>	<b>78 827</b>	<b>80 440</b>	<b>86 389</b>	<b>83 570</b>	<b>-32 314</b>	<b>-43 700</b>	<b>-43 641</b>	<b>-44 020</b>	<b>-51 909</b>

Source : Office des changes.

**X - BALANCE DES PAIEMENTS AVEC L'ÉTRANGER**

**X - BALANCE DES PAIEMENTS AVEC L'ÉTRANGER**

(en millions de dirhams)

	2000			2001			2002*			2003**		
	Recettes	Dépenses	Soldes									
<b>A. COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES ...</b>	141 630	146 676	- 5 046	171 490	153 280	+ 18 209	176 562	160 285	+ 16 276	180 365	164 838	+ 15 527
<b>Biens .....</b>	78 827	113 201	- 34 374	80 724	114 881	- 34 157	86 389	120 128	- 33 739	83 570	124 838	- 41 267
- Marchandises générales .....	51 457	96 087	- 44 629	52 760	96 431	- 43 671	55 789	101 569	- 45 780	52 061	106 498	- 54 437
- Biens importés sans paiement et réexportés après transformation .....	27 183	17 019	+ 10 164	27 554	18 347	+ 9 207	30 204	18 472	+ 11 732	31 018	18 285	+ 12 732
- Achats de biens dans les ports .....	187	95	+ 92	410	104	+ 307	397	87	+ 309	492	55	+ 438
<b>Services .....</b>	32 238	20 019	+ 12 219	45 540	23 946	+ 21 594	48 048	26 596	+ 21 452	51 815	27 521	+ 24 294
- Transports .....	5 153	6 586	- 1 433	7 456	8 845	- 1 389	8 601	9 446	- 845	8 694	10 726	- 2 032
- Voyages .....	21 666	4 521	+ 17 145	29 196	4 400	+ 24 796	29 159	4 897	+ 24 263	30 773	5 187	+ 25 586
- Services de communication .....	1 206	180	+ 1 026	1 909	194	+ 1 715	2 551	215	+ 2 336	2 382	202	+ 2 181
- Services d'assurance .....	320	309	+ 11	332	429	- 97	313	502	- 189	727	553	+ 174
- Redevances et droits de licence .....	407	2 230	- 1 823	250	2 898	- 2 649	123	447	- 324	243	277	- 35
- Autres services aux entreprises .....	1 568	2 243	- 675	3 659	2 504	+ 1 155	4 419	5 463	- 1 043	5 828	5 765	+ 64
- Service fournis ou reçus par les administrations publiques N.C.A <sup>(1)</sup> .....	1 918	3 951	- 2 033	2 739	4 676	- 1 937	2 882	5 628	- 2 746	3 168	4 812	- 1 644
<b>Revenus .....</b>	2 934	12 206	- 9 272	3 685	13 097	- 9 412	4 152	12 289	- 8 137	4 101	11 076	- 6 974
- Revenus des investissements privés .....	143	2 992	- 2 849	155	4 548	- 4 393	102	5 328	- 5 226	124	5 628	- 5 503
- Revenus des investissements et des emprunts publics .....	2 791	9 213	- 6 422	3 530	8 548	- 5 018	4 050	6 961	- 2 911	3 977	5 448	- 1 471
<b>Transferts courants.....</b>	27 630	1 250	+ 26 380	41 541	1 358	+ 40 184	37 972	1 272	+ 36 700	40 878	1 404	+ 39 474
- Publics .....	1 511	441	+ 1 069	735	510	+ 225	1 666	485	+ 1 181	1 238	553	+ 685
- Privés .....	26 119	809	+ 25 311	40 807	848	+ 39 959	36 306	787	+ 35 519	39 640	851	+ 38 789

(1) N.C.A. : non compris ailleurs.

(\*) Chiffres révisés.

(\*\*) Chiffres provisoires.

**X - (suite) - BALANCE DES PAIEMENTS AVEC L'ÉTRANGER**

(en millions de dirhams)

	2000			2001			2002*			2003**		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
<b>B. COMPTE DE CAPITAL ET D'OPÉRATIONS FINANCIÈRES .....</b>	31 487	32 070	- 583	46 158	23 533	+ 22 625	19 068	26 234	- 7 166	41 803	37 828	+ 3 974
<b>1. Capital .....</b>	1	64	- 63	-	101	- 101	-	67	- 67	0	97	- 97
Transferts de capital .....	1	64	- 63	-	101	- 101	-	67	- 67	0	97	- 97
<b>2. Opérations financières .....</b>	31 486	32 006	- 520	46 158	23 432	+ 22 726	19 068	26 167	- 7 099	41 802	37 732	4 071
<b>Secteur privé.....</b>	21 933	14 377	+ 7 557	38 005	4 008	+ 33 997	11 466	4 426	+ 7 041	+ 28 423	+ 13 548	+ 14 875
- Crédits commerciaux .....	8 525	4 101	+ 4 424	3 597	-	+ 3 597	4 246	-	+ 4 246	+ 3 990	+ 2 436	+ 1 555
- Prêts et investissements .....	12 652	10 276	+ 2 376	33 296	4 008	+ 29 289	7 221	4 426	+ 2 795	+ 23 616	+ 9 449	+ 14 168
- Autres capitaux privés .....	757	-	+ 757	1 111	-	+ 1 111	-	-	-	+ 816	+ 1 664	- 847
<b>Secteur public .....</b>	9 134	17 463	- 8 329	7 093	19 298	- 12 205	7 360	21 330	- 13 970	13 380	24 184	- 10 804
- Prêts .....	9 134	17 463	- 8 329	7 093	19 298	- 12 205	7 360	21 330	- 13 970	13 380	24 184	- 10 804
<b>Autres .....</b>	419	166	+ 253	1 060	126	+ 934	242	411	- 170	-	-	-
<b>C. ÉCART STATISTIQUE .....</b>	1 223	-	+ 1 223	2 657	-	+ 2 657	-	2 082	- 2 082	-	3 674	- 3 674
<b>TOTAL .....</b>	174 340	178 746	- 4 406	220 305	176 813	+ 43 491	195 629	188 601	+ 7 028	222 168	206 341	+ 15 827

(\*) Chiffres révisés.

(\*\*) Chiffres provisoires.

Source : Office des changes

## **XI - COURS DE CHANGE**

**XI-1 - COURS DE CHANGE DES DEVISES COTÉES**

**PAR BANK AL-MAGHRIB**

- Cours virement -

(En dirhams)

Fin de période	1 euro		1 dollar E.U.		1 dollar canadien		1 livre sterling		100 couronnes danoises		100 couronnes norvégiennes		100 couronnes suédoises		1 franc suisse		100 yens japonais	
	Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente
Déc. 1995			8,435	8,503	6,199	6,249	13,098	13,204	152,207	153,429	133,509	134,581	127,270	128,292	7,335	7,394	8,181	8,247
Déc. 1996			8,773	8,826	6,403	6,441	14,901	14,990	147,626	148,513	136,343	137,163	127,235	128,000	6,500	6,539	7,541	7,587
Déc. 1997			9,685	9,743	6,754	6,794	16,024	16,120	141,975	142,828	131,766	132,558	122,534	123,271	6,657	6,697	7,440	7,485
Déc. 1998	10,852 <sup>(1)</sup>	10,917 <sup>(1)</sup>	9,227	9,283	5,947	5,983	15,442	15,535	145,298	146,171	122,375	123,110	114,772	115,462	6,754	6,795	8,009	8,057
Déc. 1999	10,091	10,152	10,057	10,117	6,931	6,973	16,248	16,345	135,570	136,390	124,940	125,690	117,850	118,560	6,291	6,329	9,848	9,907
Déc. 2000	9,838	9,897	10,587	10,650	7,070	7,113	15,787	15,882	131,820	132,610	118,930	119,650	111,370	112,040	6,461	6,500	9,213	9,269
Déc. 2001	10,201	10,262	11,525	11,595	7,246	7,290	16,697	16,798	137,200	138,020	128,150	128,920	109,910	110,570	6,894	6,935	8,774	8,827
Déc. 2002	10,608	10,672	10,136	10,197	6,421	6,460	16,306	16,404	142,810	143,670	145,820	146,690	115,620	116,310	7,306	7,350	8,545	8,596
2003 Janv.	10,683	10,747	9,882	9,941	6,445	6,484	16,305	16,403	143,650	144,510	143,390	144,250	115,750	116,440	7,278	7,322	8,261	8,310
Fév.	10,678	10,742	9,899	9,959	6,627	6,666	15,619	15,713	143,740	144,610	138,260	139,090	116,650	117,350	7,298	7,342	8,381	8,432
Mars	10,699	10,763	9,827	9,887	6,678	6,718	15,518	15,611	144,060	144,930	135,440	136,260	115,560	116,260	7,248	7,292	8,275	8,325
Avril	10,749	10,814	9,655	9,713	6,709	6,750	15,413	15,506	144,790	145,660	137,710	138,530	117,840	118,550	7,098	7,141	8,076	8,125
Mai	10,874	10,939	9,229	9,284	6,733	6,773	15,130	15,221	146,460	147,340	138,210	139,040	118,920	119,640	7,113	7,155	7,727	7,774
Juin	10,809	10,874	9,452	9,509	6,969	7,011	15,595	15,688	145,470	146,350	130,400	131,180	117,090	117,800	6,955	6,997	7,868	7,915
Juil.	10,786	10,850	9,531	9,588	6,791	6,832	15,368	15,460	145,140	146,010	132,250	133,040	117,380	118,080	6,973	7,015	7,948	7,995
Août	10,703	10,768	9,811	9,870	7,032	7,074	15,477	15,570	144,090	144,950	129,760	130,540	116,100	116,800	6,962	7,004	8,405	8,455
Sept.	10,861	10,926	9,275	9,330	6,896	6,937	15,476	15,569	146,260	147,140	132,210	133,010	120,920	121,640	7,062	7,105	8,404	8,454
Oct.	10,847	10,912	9,322	9,378	7,069	7,111	15,771	15,866	145,910	146,790	132,110	132,910	119,940	120,660	6,996	7,038	8,553	8,604
Nov.	10,914	10,980	9,092	9,147	6,999	7,041	15,665	15,759	146,710	147,590	133,650	134,450	120,650	121,370	7,049	7,091	8,305	8,355
Déc.	11,022	11,088	8,724	8,776	6,779	6,820	15,650	15,744	148,050	148,894	131,330	132,120	121,520	122,250	7,073	7,116	8,156	8,206
2004 Janv.	10,999	11,059	8,822	8,875	6,622	6,662	16,056	16,153	147,570	148,460	125,960	126,720	119,440	120,160	7,030	7,072	8,344	8,394
Fév.	10,987	11,053	8,843	8,896	6,557	6,597	16,379	16,477	147,450	148,330	125,600	126,350	119,100	119,820	6,958	7,000	8,102	8,150
Mars	10,954	11,020	8,956	9,009	6,838	6,879	16,421	16,519	147,140	148,020	129,810	130,590	118,300	119,010	7,026	7,068	8,611	8,663
Avril	10,910	10,976	9,105	9,159	6,627	6,667	16,190	16,287	146,620	147,500	132,880	133,680	119,340	120,060	7,031	7,073	8,262	8,312
Mai	10,952	11,018	8,962	9,016	6,578	6,617	16,442	16,541	147,260	148,140	133,540	134,340	120,420	121,150	7,156	7,199	8,107	8,156
Juin	10,941	11,007	9,000	9,054	6,690	6,730	16,313	16,411	147,220	148,100	129,730	130,510	119,600	120,320	7,177	7,220	8,263	8,312
Juil.	10,918	10,984	9,079	9,134	6,811	6,852	16,460	16,559	146,870	147,750	129,000	129,770	118,310	119,020	7,092	7,135	8,084	8,132
Août	10,933	10,999	9,026	9,080	6,854	6,895	16,185	16,282	147,000	147,880	130,250	131,030	119,770	120,490	7,087	7,130	8,219	8,268
Sept.	10,982	11,048	8,860	8,913	6,982	7,024	15,999	16,095	147,590	148,470	131,530	132,320	121,260	121,980	7,084	7,127	8,021	8,069

(1) Cours du 4 janvier 1999.

Source : Bank Al-Maghrib.

## **XII - COMPTES DE LA NATION**

**XII - 1 - PRODUIT INTÉRIEUR BRUT PAR BRANCHE  
D'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE  
(Prix constants de 1980)**

(en millions de dirhams)

Rubriques	1998	1999	2000	2001	2002 <sup>(*)</sup>	2003 <sup>(*)</sup>
<b>Activités primaires.....</b>	21 901	18 251	15 377	19 619	20 717	24 446
Agriculture, sylviculture et pêche .....	21 901	18 251	15 377	19 619	20 717	24 446
<b>Activités secondaires .....</b>	39 358	40 422	41 580	43 643	44 817	45 613
Industrie extractive.....	3 951	3 905	3 838	3 952	4 079	3 847
Énergie et eau <sup>(1)</sup> .....	6 544	6 754	6 722	7 250	7 468	7 382
Industrie manufacturière.....	23 277	23 906	24 744	25 792	26 641	27 643
Bâtiment et travaux publics.....	5 586	5 857	6 276	6 648	6 628	6 741
<b>Activités tertiaires .....</b>	50 005	51 924	54 592	55 705	57 519	59 255
Transports et communications.....	8 655	9 358	10 186	10 162	10 625	10 965
Autres services <sup>(2)</sup> .....	14 795	14 948	15 108	15 328	15 499	15 601
Commerce <sup>(3)</sup> .....	26 555	27 618	29 298	30 216	31 395	32 689
<b>Produit intérieur brut marchand.....</b>	111 264	110 597	111 549	118 967	123 053	129 314
<b>Administrations publiques.....</b>	22 465	23 027	23 351	24 428	24 916	26 412
<b>Produit intérieur brut.....</b>	133 729	133 623	134 900	143 395	147 969	155 726

**XII - 2 - PRODUIT INTÉRIEUR BRUT PAR BRANCHE  
D'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE  
(Prix courants)**

(en millions de dirhams)

Rubriques	1998	1999	2000	2001	2002 <sup>(*)</sup>	2003 <sup>(*)</sup>
<b>Activités primaires.....</b>	59 211	52 905	48 991	59 657	64 141	70 427
Agriculture, sylviculture et pêche .....	59 211	52 905	48 991	59 657	64 141	70 427
<b>Activités secondaires .....</b>	108 669	110 553	113 100	118 653	120 622	123 864
Industrie extractive.....	7 335	7 464	7 290	7 429	7 314	6 634
Énergie et eau <sup>(1)</sup> .....	27 462	27 159	25 264	26 983	27 129	28 019
Industrie manufacturière.....	58 400	59 582	62 246	64 869	66 864	69 569
Bâtiment et travaux publics.....	15 472	16 348	18 300	19 372	19 314	19 642
<b>Activités tertiaires .....</b>	128 892	132 712	141 628	146 621	153 047	157 795
Transports et communications.....	19 796	21 678	24 897	26 259	28 673	29 860
Autres services <sup>(2)</sup> .....	42 992	44 695	46 107	47 326	48 666	49 765
Commerce <sup>(3)</sup> .....	66 104	66 339	70 624	73 036	75 708	78 170
<b>Produit intérieur brut marchand.....</b>	296 772	296 170	303 719	324 932	337 810	352 086
<b>Administrations publiques.....</b>	47 234	49 424	50 489	58 253	59 972	66 569
<b>Produit intérieur brut.....</b>	344 006	345 594	354 208	383 185	397 782	418 655

(\*) Chiffres provisoires.

(1) Combustibles solides, pétrole brut, raffinage de pétrole, électricité et eau.

(2) Hébergement et restauration, autres services marchands non financiers, institutions financières, services bancaires imputés.

(3) Commerce et droits et taxes sur importations nets des subventions.

Source : Haut Commissariat au Plan ( Direction de la Comptabilité Nationale).

**XII - 3 - COMPTE DE BIENS ET SERVICES**  
**(Prix courants)**

(en millions de dirhams)

Rubriques	1998	1999	2000	2001	2002 <sup>(*)</sup>	2003 <sup>(*)</sup>
<b>RESSOURCES</b>						
<b>Produit intérieur brut.....</b>	344 005	345 594	354 208	383 185	397 782	418 655
<b>Déficit en ressources.....</b>	15 782	14 880	23 245	13 533	13 105	17 216
Importations de biens et services non facteurs .....	93 500	99 543	116 200	120 479	129 129	134 074
Exportations de biens et services non facteurs .....	77 718	84 663	92 955	106 946	116 024	116 858
<b>Total des ressources disponibles .....</b>	<b>359 787</b>	<b>360 474</b>	<b>377 453</b>	<b>396 718</b>	<b>410 887</b>	<b>435 871</b>
<b>EMPLOIS</b>						
<b>Consommation finale nationale .....</b>	283 570	280 562	293 512	308 997	320 570	336 350
Ménages résidents.....	221 569	214 416	225 823	233 174	240 608	248 232
Administrations publiques.....	62 001	66 146	67 689	75 823	79 962	88 118
<b>Investissement .....</b>	76 217	79 912	83 941	87 721	90 317	99 521
Formation brute de capital fixe.....	75 739	81 896	85 422	85 375	91 142	98 380
Variation des stocks.....	+478	-1 984	-1 481	+2 346	- 825	1 141
<b>Total des emplois .....</b>	<b>359 787</b>	<b>360 474</b>	<b>377 453</b>	<b>396 718</b>	<b>410 887</b>	<b>435 871</b>

(\*) Chiffres provisoires.

Source : Haut Commissariat au Plan ( Direction de la Comptabilité Nationale).

**XII - 4 - REVENU NATIONAL BRUT DISPONIBLE  
ET SON AFFECTATION  
(Prix courants)**

(en millions de dirhams)

Rubriques	1998	1999	2000	2001	2002 <sup>(*)</sup>	2003 <sup>(*)</sup>
Produit intérieur brut.....	344 005	345 594	354 208	383 185	397 782	418 655
Revenus nets de l'extérieur.....	14 402	13 243	18 199	31 743	29 381	32 742
<b>Revenu national brut disponible .....</b>	<b>358 407</b>	<b>358 837</b>	<b>372 407</b>	<b>414 927</b>	<b>427 163</b>	<b>451 398</b>
<b>Consommation finale nationale .....</b>	<b>283 570</b>	<b>280 562</b>	<b>293 512</b>	<b>308 997</b>	<b>320 570</b>	<b>336 350</b>
- Ménages résidents.....	221 569	214 416	225 823	233 174	240 608	336 350
- Administrations publiques.....	62 001	66 146	67 689	75 823	79 962	88 118
<b>Épargne nationale brute.....</b>	<b>74 837</b>	<b>78 276</b>	<b>78 894</b>	<b>105 930</b>	<b>106 593</b>	<b>115 048</b>
<b>Affectation du revenu national brut disponible.....</b>	<b>358 407</b>	<b>358 837</b>	<b>372 407</b>	<b>414 927</b>	<b>427 163</b>	<b>451 398</b>

**XII - 5 - COMPTE DE CAPITAL DE LA NATION  
(Prix courants)**

(en millions de dirhams)

Rubriques	1998	1999	2000	2001	2002 <sup>(*)</sup>	2003 <sup>(*)</sup>
Épargne nationale brute.....	74 837	78 275	78 895	105 930	106 593	115 048
Transferts nets en capital reçus	-96	-84	-63	-101	-67	-97
<b>Besoin de financement .....</b>	<b>1 476</b>	<b>1 720</b>	<b>5 109</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total des ressources .....</b>	<b>76 217</b>	<b>79 912</b>	<b>83 941</b>	<b>105 829</b>	<b>106 526</b>	<b>114 951</b>
Formation brute de capital fixe.....	75 739	81 896	85 422	85 375	91 142	98 380
Variation des stocks .....	+478	-1 984	-1 481	+2 346	- 825	1 141
<b>Capacité de financement .....</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>18 108</b>	<b>16 210</b>	<b>15 430</b>
<b>Total des emplois .....</b>	<b>76 217</b>	<b>79 912</b>	<b>83 941</b>	<b>105 829</b>	<b>106 526</b>	<b>114 951</b>

(\*) Chiffres provisoires.

Source : Haut Commissariat au Plan ( Direction de la Comptabilité Nationale).

Ce bulletin a été réalisé sur les presses de  
DAR AS-SIKKAH - BANK AL-MAGHRIB  
Km 8 Route de Salé à Meknès  
B.P. 445 RABAT (MAROC)